



BIBLIOTECA NAZ.

142

D

30

NAPOLI

BIBL. NAZ.

VITT. E MANUEL

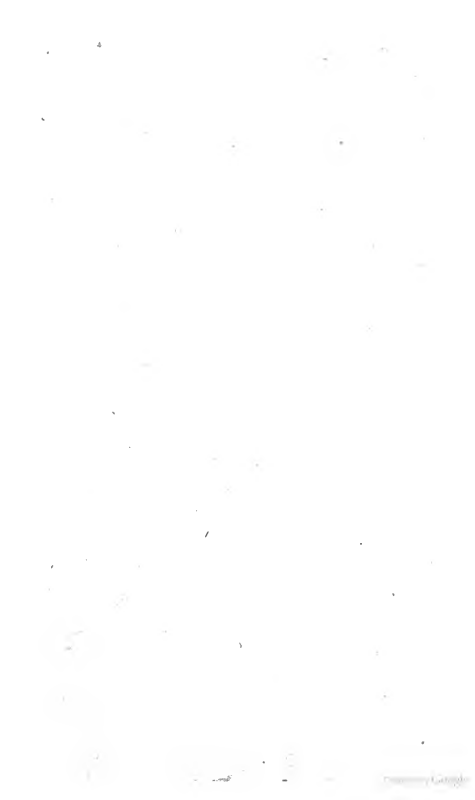
142

D

30

NAPOLI

47. 2. 13



HISTOIRE
DES
CAMPAGNES D'ALLEMAGNE,
D'ITALIE, DE SUISSE, ETC.

IMPRIMERIE D'ANT. BERAUD,
Rue de Faubourg-Saint-Martin, N^o. 70.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES D'ALLEMAGNE,
D'ITALIE, DE SUISSE, ETC.

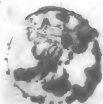
PENDANT LES ANNÉES 1796, 1797, 1798 ET 1799;

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR M***.

ÉDITION ACCOMPAGNÉE DE NOTES ET DE DEUX GRANDES
CARTES DU THÉÂTRE DE LA GUERRE.

TOME SECOND.

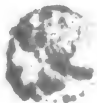


PARIS,

FOURNIER, LIBRAIRE, RUE POUPÉE, N^o. 7.

M. DCCC XVII.





HISTOIRE

DES

CAMPAGNES

D'ALLEMAGNE, D'ITALIE, DE SUISSE, ETC.

CAMPAGNE DE 1797, EN ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

PROJETS du général Buonaparte ; motifs qui les dictèrent ; moyens qu'il possédait pour les exécuter. — Situation défavorable des Autrichiens en Italie. — Positions et forces des deux armées opposées. — Explication de leur situation locale (*).

BUONAPARTE avait, pendant près d'un an, enchaîné la victoire à son char. Il avait arboré l'étendard de la République sur les murs de Mantoue, il menaçait de le planter sur ceux de la capitale ; il était maître d'une partie de l'Italie, il s'était enrichi de ses dé-

(*) L'histoire de la campagne de 1796, que contient le premier volume, renferme le détail de toutes les opérations militaires, jusqu'au 2 février, jour de la reddition de Mantoue. L'intervalle de six semaines compris entre cette époque et l'ouverture de la

pouilles; il était soutenu par l'opinion de beaucoup de ses habitans, et cependant sa soif de renommée était encore aussi peu satisfaite que l'ambition de la République. Son armée, nonobstant les pertes qu'elle avait éprouvées, se montait encore au moins à 90,000 combattans. Elle avait été portée à ce nombre par un détachement de 20,000 hommes venus des bords du Rhin sous les ordres du général Bernadotte, par quelques corps étrangers, la plupart formés de Polonais, organisés en Italie, et enfin par l'enrôlement de

sixième campagne, n'offre rien d'important, excepté l'invasion du territoire papal, et la paix qui en fut la suite. Les armées autrichienne et française ne purent rien entreprendre pour le moment, à cause de la faiblesse où se trouvait la première, et de l'éloignement d'une partie de la seconde; les troupes cantonnèrent de part et d'autre. Cependant il y eut, entre les avant-postes, quelques affaires plus ou moins sanglantes; mais elles n'influèrent en rien sur la position respective des armées. Les actions de *Cembra*, *Lovadino* et *Teuchmetz*, furent les plus marquantes. Les Français eurent presque toujours le désavantage; ils perdirent à *Teuchmetz* plus de 500 hommes. Après avoir conclu la paix avec le pape, le 19 février, à Tolentino, dans la seule vue de se faciliter le moyen d'envahir l'Allemagne, Buonaparte renvoya sur le Pô, soit par des voitures, ou à marches forcées, toutes les troupes qu'il avait portées dans l'Etat de l'église, à l'exception de 5,000 hommes qu'il laissa dans la Romagne, sous les ordres des généraux Victor et Rusca.....

Note de l'Auteur.

volontaires Italiens qui désiraient prendre part aux victoires des Français, et surtout à leurs conquêtes (1).

La possession de Mantoue et du château de Milan, les intentions démocratiques manifestées par une partie des Etats vénitiens, et le traité offensif récemment conclu entre le roi de Sardaigne et le Gouvernement français, dissipèrent les craintes que Buonaparte avait conçues sur les intentions du Gouvernement de Venise, et sur le mécontentement du pays conquis. Confiant d'ailleurs dans la terreur répandue par les victoires et par quelques

(1) « Les forces que les Puissances belligérantes avaient » destinées à agir sur cette frontière, étaient à peu-près » égales en nombre ; on les estimait de part et d'autre à » 60,000 hommes ; mais les divisions tirées de l'armée » impériale du Rhin, ne devaient arriver que dans les premiers jours d'avril ; et l'armée de Buonaparte, déjà rassemblée vers la fin de février, l'emportait en outre sur l'armée autrichienne, par sa composition.... Au reste, cette différence se trouvait en quelque sorte compensée par les avantages que le Tyrol, et les dispositions de la République de Venise, offraient aux Autrichiens pour faire une guerre défensive. »

(Histoire critique et militaire des Campagnes de la Révolution, par le général Jomini, tome 7, page 583.)

Note du Traducteur.

exemples de sévérité, il crut qu'il pouvait s'avancer au-delà du territoire italien, et laisser sans crainte ce pays derrière lui.

Il n'avait pu, dans la précédente campagne, pénétrer en Allemagne, ni coopérer aux opérations de Moreau. Il se flattait d'être plus heureux en 1797, et conçut même l'espoir d'accomplir seul les vastes projets dans l'exécution desquels les armées d'Allemagne avaient échoué. Au moins espérait-il arriver avant elles dans les états autrichiens, dont l'invasion et la conquête ainsi préparées, deviendraient beaucoup plus faciles.

Ces projets étaient plutôt extraordinaires que hasardés, et il y avait peut-être plus de hardiesse à les concevoir, que de difficulté à les exécuter. Les chances défavorables qu'ils présentaient, ne pouvaient pas être considérées comme un obstacle au progrès d'une armée aguerrie, éprouvée par tant de batailles, enhardie par presque autant de victoires, et aussi confiante dans les talens de son chef, qu'il l'était lui-même dans son bonheur. Il n'y avait dans le pays qu'il voulait envahir, ni places fortes à prendre, ni rivières considérables à passer. Les Français n'avaient également que peu de chose à redouter de l'armée autrichienne ;

elle était trop faible, trop découragée pour pouvoir résister avec quelque apparence de succès.

Bien que la présence de l'archiduc Charles qui était venu prendre le commandement de cette armée, lui eût un peu rendu de son énergie en lui inspirant de la confiance; bien que des renforts considérables lui fussent arrivés du Rhin et, que les levées extraordinaires d'hommes, que l'on faisait dans les Etats de l'Empereur, dussent la rejoindre; il lui fallait encore long-temps avant de pouvoir contrebalancer l'armée française par le nombre, l'ensemble et l'union de toutes les parties. Buonaparte pouvait raisonnablement espérer de la sienne, pendant cet intervalle, d'obtenir quelques grands avantages sur l'archiduc, ou, si celui-ci refusait d'en venir aux mains, de l'obliger à céder une grande étendue de territoire.

Outre les facilités que présentait l'invasion de l'Allemagne, d'après l'exposé que nous venons de faire, les Français y étaient encore engagés par plusieurs considérations locales et politiques. Les pays qu'ils occupaient, et qu'ils avaient épuisés pendant à peu-près un an, étaient sur le point de ne plus leur offrir de

ressources. Tout ce qui pouvait être de quelque utilité pour le service de leur armée, était déjà employé, ou se trouvait dans ses magasins. Il fallait donc aller chercher ailleurs de nouveaux moyens d'existence. En outre, le Directoire ne pouvait, d'après le plan qu'il avait arrêté, ni consolider la République cisalpine, ni en créer de nouvelles aussi long-temps que l'armée autrichienne serait sur la frontière d'Italie, menaçant les alliés des Français, et encourageant leurs ennemis. La nécessité de chasser les Impériaux aussi loin que possible, et de fixer le théâtre de la guerre en Allemagne, paraissait absolue; moins à la vérité pour faire de nouvelles conquêtes que pour assurer celles qui avaient été faites.

Telles étaient les vues ambitieuses qui animaient le Directoire et les chefs des armées françaises. Buonaparte partageait leurs sentimens; mais ils étaient unis en lui à des motifs et à des vues qui lui étaient personnels. Le conquérant de l'Italie était impatient de se mesurer avec le sauveur de l'Allemagne. Tous deux s'étaient illustrés sur des champs de bataille différens : tous deux étaient jeunes, doués du plus grand courage, de talens éminens, adorés de leurs soldats et également

passionnés pour la gloire qu'ils avaient acquise quoique d'une manière opposée. Celui-là avait combattu pour des usurpateurs; il avait porté la guerre au dehors : celui-ci, au contraire, avait sauvé sa patrie, et affermi sur la tête de son frère une couronne légitime. Le premier ne pouvait pas manquer de s'avouer à lui-même que la gloire de son rival était plus pure, plus autorisée par la raison, et moins contraire à l'humanité que la sienne; il ne pouvait s'empêcher de voir à-la-fois dans le prince Charles, le protecteur de l'Allemagne, l'espoir de l'Europe et le défenseur de l'ordre social. C'en était plus qu'il ne fallait pour animer l'impérieux et ardent Buonaparte, pour l'enflammer du désir de combattre l'archiduc, et d'élever ses trophées sur ceux du prince. La fortune lui en fournissait l'occasion, et les circonstances les plus favorables secondaient ses desseins. En effet, tout ce que l'on pouvait opposer alors aux Français était, si l'on en excepte quelques bataillons venus du Rhin, les débris de cinq armées autrichiennes, successivement formées et dissipées dans les plaines de l'Italie et dans les montagnes du Tyrol pendant la dernière campagne. Ces faibles restes de corps si nombreux, qui avaient presque épuisé la population

des Etats héréditaires, pouvaient à peine porter le nom d'armée : ils manquaient de force, d'ensemble, d'énergie et d'ordre dans la manière d'opérer. Aucun régiment n'était au complet, plusieurs même n'avaient qu'un petit nombre de compagnies. L'élite de la cavalerie avait été détruite à Mantoue; les bataillons comptaient plus de jeunes soldats que d'anciens. Ceux-là n'avaient jamais été au feu; ceux-ci avaient toujours été battus. Le courage des premiers n'était plus animé par l'espoir de vaincre; les derniers étaient abattus par des revers continuels, et ce qui était encore plus affligeant, les généraux et les officiers partageaient le découragement du soldat, en y joignant les plaintes et la critique, suite ordinaire des revers.

Dans cet état de choses, les Autrichiens ne pouvaient pas penser à une guerre offensive, dont la perte de Mantoue et d'autres circonstances encore ôtaient tout espoir de succès. Le seul plan qu'ils pouvaient alors adopter, était de fermer l'entrée de l'Allemagne à l'armée française, en se maintenant dans la position qu'ils occupaient. Ils étaient cantonnés dans le Trentin, le pays de Feltre et le Trévisan, ayant leur droite appuyée aux montagnes du comté de Bormio et au pays des Grisons; leur centre

occupant l'espace compris entre l'Adige et la Piave, et gardant avec leur gauche, la gauche de cette rivière depuis Feltre jusqu'à l'endroit où elle se jette dans la mer. Leur ligne passait par Clès, Salurn, Cavallèze, Pedrazzo, Première, Feltre, et de là suivait le cours de la Piave. Au commencement de février, l'archiduc fit retirer le gros de l'armée derrière le Tagliamento, et l'envoya cantonner dans le Frioul et dans la Carinthie, laissant trois corps d'armée pour garder la ligne dont on vient de parler. Le premier commandé par le général Luptay, était chargé de défendre tout l'espace compris entre la frontière du pays des Grisons et Salurn, et couvrait, comme on l'a vu, la vallée de l'Adige. Le second corps d'environ 7,000 hommes, commandé par le général Lusignan, gardait la ligne de Salurn à Feltre, et était posté partie dans les montagnes et partie dans la plaine. 5,000 hommes, commandés par le général Hohenzollern, occupaient la rive gauche de la Piave depuis son embouchure jusqu'à Feltre. Ainsi ces trois corps qui communiquaient entre eux par une chaîne de postes, formaient à peu près 23,000 hommes : il en attendait au printemps 30 à 35,000 autres qui devaient lui arriver du Rhin, et dont quelques bataillons

étaient déjà entrés dans l'évêché de Salzburg. Le quartier général du prince était à Udine.

La ligne des Français était à peu de distance vis-à-vis de celle de leurs ennemis; elle commençait aussi aux montagnes du comté de Bormio, et s'étendait jusqu'à la mer à l'embouchure de la Piave, passant par Vezzano, Lavis, Trente, Pergine, Borgo, Primolano, Bassano, Trévisé. Elle était de même divisée en trois corps principaux : le premier, commandé par le général Joubert, était fort de plus de 20,000 hommes, et formait la gauche; celui du centre était sous les ordres de Masséna; le troisième directement sous les ordres du général en chef Buonaparte. Ces deux derniers se montaient ensemble à 60,000 hommes.

Voilà quelle était la position des armées à la fin de février; elle correspondait aux trois principaux débouchés par lesquels elles pouvaient réciproquement s'attaquer. La nature du terrain n'était pas également favorable sur ces trois points pour l'invasion projetée par Buonaparte; et cependant pour réussir, il fallait qu'il fût heureux sur chacun d'eux. La supériorité des forces qu'il commandait en personne sur la Piave inférieure, lui promettait du succès dans son attaque sur ce point.

qui, au reste, n'offrait d'autres obstacles que le passage peu difficile de la Piave et du Tagliamento, et quelques postes fortifiés avec tant de hâte, qu'ils n'étaient susceptibles que de peu de défense. Le second point d'attaque présentait des empêchemens et des dangers plus grands. Pour chasser les Autrichiens de la Piave supérieure et parvenir à la vallée de Cadore, il fallait engager les troupes dans les montagnes, et exposer de cette manière leurs flancs aux corps ennemis qui étaient dans le Tyrol et le Frioul. La nature a rendu le Tyrol d'un accès très-difficile : les Français ne pouvaient pas en expulser les Autrichiens sans les attaquer de front dans l'étroite vallée de l'Adige. Les montagnes qui la forment sont presque inaccessibles de chaque côté, et leurs approches étaient défendues par de nombreux retranchemens et par des corps formés de Tyroliens qui, à leur aptitude naturelle à faire la guerre de postes, joignaient l'avantage de se battre chez eux.

En examinant sur la carte les trois issues par lesquelles Buonaparte pouvait pénétrer en Allemagne, on verra combien il était indispensable pour lui de s'assurer de toutes les trois ; car s'il se bornait à se porter en avant,

en passant la Piave et le Tagliamento, les corps autrichiens qui se trouvaient sur la Piave supérieure et dans le district de Cadore, pouvaient tomber sur son arrière-garde, et le renfermer entre eux et l'archiduc : si même il attaquait à-la-fois sur la Piave supérieure et inférieure, sans attaquer en même-temps du côté du Tyrol ; les Autrichiens qui défendaient ce dernier pays, qui étaient maîtres de tous les débouchés des défilés et qui occupaient les plus hautes montagnes, pouvaient se porter sur les Français avec avantage ; et en faisant ce mouvement avec succès, ils pouvaient aussi reprendre le Trentin, descendre dans les plaines de Vérone, armer les habitans, couper les communications de Buonaparte avec l'Italie, s'emparer de ses dépôts et de ses magasins, enfin causer l'entière destruction de l'armée française.

Ces considérations influencèrent le général français dans l'exécution de son plan d'invasion, et il prit la résolution d'agir offensivement sur les trois points à-la-fois ; mais premièrement sur le centre, afin de prévenir les inconvéniens dont on vient de parler, et pour assurer les opérations de l'aile droite de son armée. Un autre motif le détermina à frapper

le premier coup sur la Piave supérieure; il voulait se placer entre l'armée de l'archiduc et les corps autrichiens postés dans le Tyrol, et couper, par ce moyen, leurs communications. Cette manœuvre avait eu un succès complet dans le commencement de la campagne précédente, lorsqu'il sépara les Autrichiens des Piémontais; il espérait l'exécuter encore dans cette circonstance avec le même avantage.

Quelle que fut sa confiance dans ses talens; dans son bonheur et dans la force de son armée, Buonaparte pensait que la réussite de l'expédition qu'il préparait, dépendait en grande partie de la promptitude de son exécution. Il croyait que ses desseins pourraient échouer, s'il donnait aux troupes venant du Rhin, de la Hongrie et de la Croatie, pour rejoindre l'archiduc, le temps d'arriver, et à ce prince la latitude d'organiser et de renforcer tous les nouveaux élémens de son armée.

Voyant alors de quelle importance il était pour lui de prévenir ses ennemis, et de les attaquer avant qu'ils fussent en état de se défendre, il accéléra ses préparatifs, et se disposa à mettre son armée en mouvement, aussitôt que la saison le permettrait.

CHAPITRE II.

Les Français ouvrent la campagne. — Succès de Massena dans le pays de Feltre et de Bellune. — Passage et combat du Tagliamento. Les Autrichiens se retirent du Lisonzo. — Passage de cette rivière, et prise de Gradiska par les Français. — Ouverture de la campagne du Tyrol. — Affaires de Lavèz, de Tramen et de Clauzen. — Plan de l'archiduc pour empêcher Buonaparte de pénétrer dans les Etats héréditaires. — Causes de sa non-réussite. Bataille de Tarvis, et ses suites (*).

LE 10 mars, le centre et une partie de l'aile droite de l'armée française se mirent en mouvement. En conséquence du plan de Buonaparte, qui était de séparer les armées du Tyrol et du Frioul, ce général dirigea ses premiers efforts contre le corps ennemi qui couvrait le pays de Feltre et de Bellune. Le général

(*) Le même jour que Buonaparte ouvrit la campagne, il adressa à son armée une proclamation que nous croyons devoir insérer ici dans toute sa teneur.

Buonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, aux soldats de l'armée d'Italie.

Au quartier-général de Bassano, le 20 ventose an 5 (10 mars 1797).

- « La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous
- » a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie.
- » Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles ran-

Massena se portait en même-temps sur la première de ces villes. A son approche, les postes avancés autrichiens se replièrent de Cordevola sur Bellune. Le général Serrurier prenait en

» gées, et soixante-dix combats; vous avez fait plus de cent mille
 » prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canon de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de ponts.

» Les contributions mises sur les pays que vous avez conquis, ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne; vous avez en outre envoyé trente millions au ministre des finances, pour le soulagement du trésor public.

» Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire.

» Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe; les Républiques lombarde et cispadane vous doivent leur liberté; les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de navigation de l'ancienne Macédoine; les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se sont détachés de la coalition de nos ennemis, et ont brigué notre amitié. Vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse.... mais vous n'avez pas encore tout achevé; une grande destinée vous est réservée: c'est en vous que la patrie met ses plus chères espérances: vous continuerez à en être dignes.

» De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'empereur seul reste devant nous; se dégradant lui-même du rang d'une grande Puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres: il n'a plus de politique, de volonté, que celles de ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, souriant avec plaisir aux maux du Continent.

» Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe; la modération de ses propositions ne se ressentait

même-temps position, avec sa division ; à Asolo; et soutenu par celle du général Gueux, il passa la Piave le 11, sans beaucoup d'obstacles, à Vidor et Hospidaletto.

Les Autrichiens, qui n'étaient pas assez en forces pour opposer une résistance efficace au passage de la Piave, furent également hors d'état d'empêcher les progrès ultérieurs des Français, qui s'avancèrent le même jour jusqu'à Conegliano. Le 13, ils continuèrent à se

» pas de la force de ses armées; il n'avait pas consulté votre cour-
 » rage, mais l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos
 » familles. Il n'a pas été écouté à Vienne. Il n'est donc plus d'es-
 » pérance pour la paix, qu'en allant la chercher dans le cœur
 » des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche. Vous y trou-
 » verez un brave peuple, accablé par la guerre qu'il a eue contre les
 » Turcs, et par la guerre actuelle. Les habitans de Vienne et des
 » Etats de l'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire
 » de leur Gouvernement. Il n'en est pas un qui ne soit convaincu
 » que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'empereur.
 » Vous respecterez leur religion et leurs mœurs, vous protégerez
 » leurs propriétés; c'est la liberté que vous apporterez à la brave
 » nation hongroise.

» La Maison d'Autriche qui, depuis trois siècles, va perdant à
 » chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses
 » peuples, en les dépoissant de leurs privilèges, se trouvera ré-
 » duite à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous con-
 » traint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons,
 » et à descendre dans la réalité au rang des Puissances secon-
 » daires, où elles s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la
 » disposition de l'Angleterre.

« Signé BUONAPARTE. »

porter en avant, et une de leurs divisions déposta les Autrichiens à Sacile. Le général Massena marchait en même-temps sur Bellune qui avait été évacué par les Autrichiens; le général Lusignan qui les commandait, avait pris position en arrière de la ville, afin de couvrir la vallée de Cadore. Il fut bientôt attaqué par 10,000 hommes: il n'en avait pas 2,000; mais sachant de quelle importance il était de conserver autant que possible sa position, il résolut de tout tenter pour la défendre. Il fut enfin forcé de céder au nombre, et les Français s'étant emparés de toutes les hauteurs et de tous les passages, il fut contraint, après avoir perdu la plus grande partie de son monde, consommé ses munitions, et vainement tâché de se faire jour à la baïonnette, de se rendre prisonnier avec ce qui lui restait de troupes.

Ces succès ayant rendu Buonaparte maître de Bellune et de tout le pays compris entre la Lavis et la Piave, il n'avait plus rien à craindre de ce côté, et il pouvait, sans inconvénient, faire avancer son aile droite, qui, comme on l'a dit, formait la majeure partie de ses forces. Elle avait déjà, en passant la Piave,

surmonté une partie des obstacles opposés à sa marche ; car le pays compris entre cette rivière et le Tagliamento, derrière lequel les Autrichiens avaient pris position, ne présentait plus de grandes difficultés. Le 16, trois divisions de son armée partirent de Pardenone, Sacile et Passeriano, se dirigeant sur Vulvasone et le Tagliamento.

Les Autrichiens avaient élevé à la hâte quelques retranchemens sur la rive gauche de cette rivière ; mais elle était guéable presque partout : et comme les Français pouvaient passer hors de la portée des batteries ennemies, elles furent presque inutiles. Les Français se dirigèrent en effet à droite et à gauche de ces batteries, et protégés par une nombreuse artillerie et par une nuée de tirailleurs, ils passèrent le Tagliamento, non sans opposition et quelque perte. La cavalerie autrichienne chargea aussitôt l'infanterie française avec succès ; mais ayant eu bientôt à se défendre elle-même contre la cavalerie ennemie, elle fut contrainte, malgré tous les efforts que fit personnellement l'archiduc Charles, de battre en retraite. Ce mouvement était devenu indispensable par la grande disproportion qui existait entre les forces opposées. Les Français se trouvaient

être trois fois plus nombreux que les Autrichiens (1).

Ce combat où l'infanterie des Autrichiens ne prit, pour ainsi dire, aucune part, leur coûta, d'après le rapport de leurs ennemis, 6 pièces de canon et 4 à 500 prisonniers, au nombre desquels était le général Schulz.

L'archiduc qui avait ordonné à toutes les troupes cantonnées dans le Frioul de le rejoindre, se retira du Tagliamento vers le Lisonzo.

Son quartier-général était, le 16, à Ontagnan, et le 17, à Visco derrière la forteresse vénitienne de Palma-Nuova. Ce prince était trop sage pour attendre les Français dans un pays découvert, et hasarder de livrer une bataille qu'il ne pouvait espérer de gagner. Quelque pénible qu'il fût pour lui de battre ainsi en retraite devant ses ennemis, il sut sacrifier, dans cette circonstance, son amour-propre à ce qu'exigeait la position où il se trouvait. Il

(1) Nous avons fait connaître dans une note précédente les forces exactes des deux armées. On peut, d'après cela, apprécier à sa juste valeur ce que l'auteur dit de la grande supériorité des Français dans l'affaire du 13.

connaissait parfaitement les dangers dont il se trouvait menacé, et les ressources qui étaient en son pouvoir. Il vit que courir les chances d'un combat avec une armée découragée, contre un ennemi supérieur en nombre, et animé par ses succès, serait jouer une partie déjà perdue, et exposer en un seul jour tout ce qui lui restait de troupes. Si en refusant la bataille, l'archiduc sacrifiait du terrain, il en était dédommagé, puisqu'il se rapprochait d'autant plus des renforts qu'il attendait. Chaque mouvement rétrograde qu'il faisait, servait à le renforcer; tandis qu'il affaiblissait les Français qui étaient obligés de laisser des détachemens derrière eux pour protéger leurs convois, leurs hôpitaux et leurs communications. Plus ils s'avançaient, plus leurs moyens de subsistance devenaient difficiles et précaires. L'armée de l'archiduc était au contraire plus facilement approvisionnée, au moyen des magasins considérables formés dans la Carinthie et dans la Carniole. La position qu'elle occupait n'étant pas de nature à être défendue, et l'ennemi s'étant avancé de nouveau de tous côtés, la forteresse de Palma-Nuova, qui est d'un très-grand développement, et dont les fortifications étaient en mauvais état, fut évacuée

le 18 (1). Le même jour les Français y entrèrent, et toute leur armée se porta jusqu'à la Torre, leur gauche s'étendant aux montagnes qui bordent la plaine du Frioul. Le 19, ils marchèrent sur le Lisonzo. La ville de Gradiska, située sur la rive droite de cette rivière, et qui était plutôt une tête de pont qu'un ouvrage régulier, fut cernée par les divisions Serrurier et Bernadotte. Ce dernier, après avoir fait quelques tentatives pour la prendre d'assaut, tentatives qu'il paya chèrement, somma la ville de capituler. L'officier autrichien qui la commandait, n'attendit, pour se rendre, ni une seconde attaque, ni une autre sommation.

La garnison, au nombre de 3,000 hommes, d'après le rapport de Buonaparte, mais au fait d'un peu plus de moitié de ce nombre, fut faite prisonnière de guerre. Cependant la droite de l'armée française passait le Lisonzo à gué, tandis que Massena, sur la gauche, ayant forcé le passage de la Chiusa, s'avancait dans la vallée de ce nom, jusqu'à Pontieba, sur les frontières de la Carinthie. Le corps français qui

(1) Palma-Nuova est une petite place qui était loin d'être en mauvais état à l'époque dont parle l'auteur.

avait passé le Lisonzo au-dessous de Gradiska , menaçait de tourner la position de Gorice , où se trouvait, le 18, le quartier-général du prince Charles. Ce prince fut obligé de le reporter en arrière, et l'établit, le 20, à Vippach. Pendant que le corps, commandé par Buonaparte en personne, achevait la conquête du Frioul , et rejetait les Impériaux dans les Etats héréditaires, les trois divisions qu'il avait laissées dans le pays de Trente et dans le Tyrol, sous les ordres du général Joubert , commencèrent à coopérer à son plan d'invasion.

On a vu dans le chapitre précédent les raisons qui déterminèrent le général en chef de l'armée française à commencer ses attaques par son centre et son aile droite. Les avantages qu'il avait obtenus ayant singulièrement facilité les opérations qu'il avait confiées à son aile gauche, il jugea qu'il était temps que celle-ci, à son tour, soutint la droite et assurât ses progrès, en dépostant les Autrichiens des positions avantageuses qu'ils occupaient dans le Tyrol.

De cette combinaison dépendaient non-seulement les succès futurs de Buonaparte , mais aussi la conservation des avantages qu'il venait d'obtenir ; on peut même dire celle de son armée.

Le 20 mars, les trois divisions formant 25,000 hommes qui, ainsi qu'on l'a remarqué, occupaient les rives de l'Adige jusqu'à la Lavis, et s'étendaient le long de la rive gauche de cette rivière, se mirent en mouvement et marchèrent contre l'ennemi qui en était peu éloigné de tous côtés.

Leurs forces étant beaucoup plus nombreuses, et leur attaque bien combinée, ils obtinrent un entier succès, et la ligne des postes autrichiens, commandée par les généraux Kerpen et Loudon, ayant été rompue en différents endroits, ils furent complètement chassés de la Lavis, après avoir essuyé de grandes pertes, surtout en prisonniers. Buonaparte évaluait cette perte à 4,000 hommes prisonniers et 2,000 tués ou blessés. Il eut été plus près de la vérité, s'il ne l'eût portée qu'à 3,000 en tout, et s'il eût reconnu que celle de ses troupes montait au moins à la moitié de ce nombre (1).

(1) Dans les différentes évaluations des pertes éprouvées de part et d'autre, l'auteur, taxe sans cesse d'exagération les rapports français. D'après lui, il y a toujours une grande moitié à rabattre de tout ce qu'ils contiennent d'avantageux; les seuls rapports autrichiens sont

Le jour suivant, les Français s'avancèrent, et le 22 ils engagèrent encore le combat avec l'ennemi qui s'était presque retiré en totalité sur la rive droite de l'Adige. Les Républicains s'étant emparés de Salurn et de Neumarkt, passèrent la rivière sur ces deux points, et attaquèrent, près de Tramen, les troupes aux ordres du général Loudon, qui effectuaient leur retraite le long de sa rive droite. Ce général défendit bravement le terrain, et l'aurait vraisemblablement conservé, si les Français n'avaient pas reçu, pendant le combat, des renforts qui leur donnèrent l'avantage (1). Ils firent 2 à 300 prisonniers, et coupèrent la route de Botzen de manière à empêcher le général Loudon de rejoindre le général Kerpen et le corps principal de l'armée. Ce dernier général, incapable de résister au général Joubert qui cherchait à déborder ses flancs.

vrais. Ce serait peut-être le cas de lui demander à quelles sources il a puisé pour trancher d'une manière aussi décisive.

(1) A en croire l'auteur, les Français sont toujours redevables du moindre avantage qu'ils obtiennent à la supériorité de leur nombre, à des renforts inattendus qui arrivent à point nommé, etc., etc.

Notes du Traducteur.

par différens passages dans les montagnes, évacua le 22 Botzen dont les Français prirent possession le lendemain. Le 24, après avoir laissé un corps pour observer le général Loudon qui s'était retiré du côté de Meran, ils se portèrent sur Clauzen, où le général Kerpen avait pris position. Là, ils l'attaquèrent, et après un combat obstiné où il fit tous les efforts imaginables pour se maintenir dans sa position, et dans lequel il perdit quelques centaines d'hommes (1), il fut contraint de se retirer au-delà de Brixen; de cette ville il alla prendre une nouvelle position, afin de couvrir Inspruck, près de Flerzingen, dans les montagnes appelées *Brenner*. Cette position est non-seulement la dernière, mais aussi la plus forte du Tyrol, du côté de l'Italie.

Dans son rapport sur cette affaire, le général Buonaparte assure le Directoire que le général Dumas, après avoir tué plusieurs cavaliers ennemis de sa propre main, avait, comme un second Coclès, arrêté seul, pendant plu-

(1) C'est-à-dire, que les Autrichiens eurent 1,000 hommes faits prisonniers. C'est d'après la relation allemande que nous faisons cette observation.

sieurs minutes sur un pont, un escadron de cavalerie, et avait ainsi donné le temps à ses troupes de venir à son secours (1).

Le 26, le général Joubert, désirant poursuivre les avantages qu'il avait obtenus, voulut forcer la position que les Autrichiens avaient prise dans le défilé par où passe la route de Brixen à Inspruck. Malgré l'impétuosité de son attaque, il ne put réussir à les déposter entièrement, et fut obligé de retourner à sa première position, après un combat où les deux parties firent des pertes considérables.

Les mouvemens opérés par la gauche de l'armée française, dissipèrent toutes les craintes du général en chef Buonaparte, et le mirent à même de poursuivre, sans inquiétude, le plan qu'il avait adopté. Il avait, en dix jours, obtenu des avantages signalés sur tous les points; il avait séparé l'armée de l'archiduc de celle du général Kerpen, contraint celui-ci

(1) L'auteur confond ici l'affaire du 22 avec celle du 24. C'est dans celle du 22 (à Botzen) qu'eut lieu la belle action du général Dumas, qui, toute extraordinaire qu'elle paraisse à l'auteur, n'en est pas moins vraie, et qui fit tomber au pouvoir des Français 600 Autrichiens et 2 pièces de canon.

d'évacuer tout le Frioul , et l'autre d'abandonner les trois quarts du Tyrol. La fortune favorisa partout ses armes, et ses forces étaient si considérables , qu'il pouvait se flatter de la fixer à ses étendards.

Il ne perdit pas en conséquence un seul moment pour s'avancer dans les États héréditaires, où il venait d'entrer, et à pénétrer en Allemagne par une route que les Français n'avaient pas suivie depuis le temps de Charlemagne.

Les Autrichiens ayant , comme on l'a dit , évacué Gorice , après que les Français eurent passé le Lisonzo , Buonaparte marcha sur cette ville , pendant que sa droite se dirigeait sur Trieste, et qu'à sa gauche les généraux Guyeux et Massena s'avançaient, le premier de Cividale à Chiavoretto , où il eut un léger avantage sur l'arrière-garde des Autrichiens , et l'autre vers la Ponteba-Autrichienne , autrement nommée *Pontaffel*. Massena avait reçu ordre de faire tout ce qui dépendrait de lui pour se rendre maître des deux passages qui conduisent du Frioul en Carinthie , au travers de la chaîne des Alpes qui sépare ces deux pays. Son projet était de tourner le flanc droit de l'archiduc , afin d'empêcher ce prince de recevoir les renforts qui lui avaient été envoyés du Rhin , et

même pour arriver avant le corps principal de l'armée autrichienne , sur la route de Clagenfurt à Vienne.

Pendant que les Français s'occupaient de l'exécution de ces différens projets, l'archiduc, toujours prévoyant, cherchait à les en empêcher; et lorsqu'ils se préparaient à tourner son aile droite, il conçut le hardi dessein d'arrêter tout d'un coup leurs mouvemens en tournant leur gauche, et en les attaquant en flanc. Ayant donc rapproché de son centre les troupes de sa gauche qui faisaient leur retraite dans la Carniole, et qui se trouvèrent réunies le 21 à Preivald et Villach, il partit le même jour pour Tarvis et Villach, où il avait donné ordre à une colonne de son centre de se rendre à marches forcées, et où plusieurs bataillons et escadrons, venant du Rhin, devaient le rejoindre. La jonction de ces troupes aurait formé un corps plus nombreux que celui commandé par Massena, et l'archiduc pouvait espérer, avec quelque fondement, de le battre et de l'obliger à la retraite; mais ce prince apprit en route l'affligeante nouvelle que le général Ocskay, à qui avait été confiée la défense du défilé de Pontaffel, l'avait abandonné, et que l'ennemi étant déjà arrivé près de Tarvis,

située sur l'un des points les plus élevés des Alpes noriques, dominait la route par où devaient arriver les deux colonnes commandées par les généraux Gontreuil et Bayalich, ainsi que l'artillerie de réserve et les bagages, qu'il attendait.

Dans des circonstances aussi critiques où l'archiduc avait si peu à espérer et tant à craindre, il prit une résolution digne de son courage et la plus convenable à sa position, celle de repousser l'ennemi de Tarvis, et de rouvrir ainsi cette communication importante.

Il envoya l'ordre aux généraux Gontreuil et Bayalich, de se porter avec célérité sur Tarvis, et là d'attaquer l'ennemi. Le premier de ces généraux exécuta cet ordre avec tant de courage et de promptitude, qu'il chassa les Français du village de Safnitz, et donna par ce moyen le temps à l'artillerie de réserve d'arriver à Tarvis. Le jour suivant, le 23 au matin, Massena, qui était venu au secours de son avant-garde, attaqua, avec plus de 10,000 hommes, le général Gontreuil qui n'en avait pas 3,000 (1). Peu intimidé cependant par

(1) Le rapport autrichien que nous avons sous les yeux, ne dit pas un mot de la force du corps du général Con-

l'inégalité du nombre , il résolut de défendre jusqu'à la dernière extrémité un poste aussi important.

La présence et l'exemple de l'archiduc qui était arrivé pendant le combat, monté sur le cheval d'un simple dragon, et qui s'exposa autant que le dernier officier, animèrent le courage des soldats qui se battirent en désespérés, et se maintinrent sur le terrain qu'ils occupaient jusqu'après midi; mais à quatre heures les Français ayant reçu de nouveaux renforts, et ceux attendus par les Autrichiens, et commandés par les généraux Bayalich et Ocskay, ne paraissant pas; cette courageuse troupe, attaquée sur ses flancs, et déjà beaucoup réduite, fut obligée d'abandonner le village de Safnitz et le champ de bataille qu'elle avait défendu avec une valeur que les Français se plurent eux-mêmes à reconnaître. Le général Gontreuil fut blessé, ainsi que le comte Wratislau, aide-de-camp de l'archiduc qui courut lui-même les plus grands dangers.

treuil. C'est la seule observation que nous ferons sur cette action où l'auteur, non content d'opposer 3,000 Autrichiens à 10,000 Français, fait encore arriver, suivant sa coutume, de nouveaux renforts à ceux-ci.

Note du Traducteur.

Cet échec ne fut pas le seul ni le plus désavantageux qui résulta de l'abandon fait par le général Ocskay, du défilé de Pontaffel ; car la colonne autrichienne qui était en marche pour rejoindre le général Gontreuil, s'engagea dans les montagnes entre la division de Massena et celle du général Guyeux : celui-ci avait déjà réussi à s'emparer du pont de la Chiusa-Autrichienne, qui fut cependant mieux défendu que celui de Pontaffel. Cette colonne abandonnée à elle-même et fatiguée par une route longue et pénible, n'était pas en état de s'ouvrir un chemin au travers de la division Massena, et fut faite prisonnière presque en totalité. Les Français évaluèrent la perte de leurs ennemis, dans ces deux affaires, à 5,000 hommes, 30 pièces de canon et 400 charriots de bagages. C'était exagéré ; mais la perte fut réellement très-considérable.

On ne peut s'empêcher d'observer que les Autrichiens eurent tort d'engager leur artillerie de réserve et leurs bagages dans les montagnes de la Carinthie, et qu'ils les eussent moins exposés s'ils les avaient envoyés par la Carniole ; mais l'imprévoyance, qui est très-rare parmi les Autrichiens, ne leur fut funeste, dans cette circonstance, qu'en raison de la fai-

blesse (pour ne pas dire plus) avec laquelle les défilés des Alpes furent défendus ; faible que le général en chef ne pouvait pas prévoir.

CHAPITRE III.

POSITION de l'archiduc. — Plan adopté par ce prince. — Empressement que montrent les sujets de l'empereur à s'armer pour sa défense. — Disposition de retraite faite par l'archiduc. — Les Français s'avancent dans l'Istrie, la Carniole et la Carinthie. — Position de Buonaparte. — Il se détermine à entamer des négociations de paix, et écrit à l'archiduc. — Proclamation adressée aux habitans de la Carinthie. — Les Français continuent à s'avancer. — Les Autrichiens évitent d'en venir aux mains. — Une suspension d'armes a lieu.

LE prince Charles, ayant perdu l'occasion d'exécuter le seul projet qui, s'il eût réussi, aurait pu empêcher les Français de pénétrer dans les États héréditaires, ne songeait plus qu'à les faire repentir de l'invasion qu'ils avaient entreprise : la position difficile et extraordinaire dans laquelle il se trouvait placé, ne lui laissait plus qu'une seule voie à suivre. Sous le poids d'une responsabilité dont les temps modernes offrent peu d'exemples, contraint de décider, dans moins d'un mois, de la chute ou de la conservation d'une ancienne et puissante monarchie dont son frère se trouvait être le chef, ayant sans cesse présente à la

pensée la terrible idée que toute la puissance et la gloire qui environnaient, depuis quatre siècles, l'illustre maison à laquelle il appartenait, pouvaient se trouver anéanties par une seule faute, par une seule circonstance malheureuse : tant de motifs ne lui permettaient plus d'agir comme dans les occurrences ordinaires ; il ne pouvait plus courir les chances de la victoire, ni compter sur les probabilités admises dans l'art de la guerre. Il fallait qu'il rendît le succès presque infaillible ; ce qu'il ne pouvait pas se promettre, jusqu'à ce qu'il obtînt sur l'ennemi tous les avantages, surtout ceux du nombre et des positions. Le cabinet de Vienne n'avait rien négligé pour parvenir à ce but ; et s'il ne fut pas toujours judicieux dans les mesures qu'il prit, il fut du moins ordinairement assez prudent pour ne pas attendre que le danger devînt trop imminent, avant d'y porter remède. Un certain nombre de troupes prises parmi celles qui pouvaient, sans inconvénient, être détachées de l'armée du Rhin, avaient déjà rejoint l'archiduc ; d'autres, en plus grand nombre, avaient été postées avec intelligence dans l'archevêché de Salzburg, d'où elles pouvaient, en cas de besoin, se porter, soit pour renforcer le corps du général

Kerpen dans le Tyrol, soit contre la gauche de Buonaparte. A la demande de l'Empereur et à la vue de leur patrie menacée, les belliqueux habitans de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bohême, avaient couru aux armes. Également dociles et braves, soumis et zélés, ils furent en peu de jours organisés et formés en régimens par des officiers envoyés de la part du Gouvernement, et étaient prêts à se sacrifier tous pour la cause de leur Souverain et de la Religion. Tous les habitans de Vienne en état de porter les armes, s'offrirent pour la défense de leur ville, dont on s'occupait à réparer les fortifications. Des troupes furent employées à hérissier de retranchemens les montagnes qui séparent l'Autriche de la Styrie; un camp fut formé à Neustadt, en avant de la capitale. Ce camp, qui dominait la route de Vienne, devait être occupé par 50,000 hommes de réserve, tirés, en majeure partie, de la Hongrie. Toutes les troupes dont on pouvait disposer, les bataillons de garnison et les régimens des frontières (composés des milices de la Croatie et de la Bosnie) étaient en marche pour rejoindre l'archiduc. En un mot, la maison d'Autriche montra alors le même calme et la même fermeté dont elle avait toujours

★

fait preuve dans les temps d'alarmes et d'adversité; et cette monarchie, après une guerre de six ans soutenue presque entièrement aux dépens de sa propre population, déploya des ressources à-la-fois morales et physiques, que ses ennemis étaient loin de lui supposer.

Cet état de choses était fait pour rassurer l'archiduc sur l'issue définitive de l'entreprise des Français. Des armées se formaient sur ses derrières; mais il fallait encore quelque temps pour les organiser et les pourvoir de ce qui leur était nécessaire. Un heureux enthousiasme s'était emparé de l'esprit des peuples; une seule défaite pouvait l'éteindre ou le rendre inutile. Rien alors ne devait être soumis au hasard; il fallait éviter toute affaire générale; et quoiqu'on ne dût pas tout-à-fait abandonner le terrain, il ne devait cependant être défendu que par d'habiles manœuvres et un choix heureux de positions. La science était plus nécessaire que le courage; l'archiduc devait enfin agir comme Fabius, jusqu'à ce qu'il fût en état de se conduire comme Camille.

Le prince combina son plan de défense et de retraite de la manière suivante: Il divisa son armée en trois corps principaux, dont l'un, sous les ordres du général Seckendorf,

occupait la route de Laybach , et défendait la Carniole et la vallée de la Save ; le centre , commandé par le général Mercantin , protégeait la vallée de la Drave et Clagenfurt ; et le troisième corps , formé des divisions du prince de Reuss et du général Kaim réunies , devait défendre la Styrie et arrêter les progrès de l'aile gauche des Français sur la route de Saint-veil et dans la vallée de la Muehr. On va voir que cette disposition était la meilleure que les lieux pussent comporter , puisqu'elle défendait les trois principales issues par où l'ennemi pouvait pénétrer , et qu'elle couvrait les États impériaux sur un front suffisamment étendu.

Buonaparte , dont le quartier-général avait pris la place de celui de l'archiduc à Gorice , resta dans cette ville jusqu'au 25. A cette époque , toute son armée était dans la Carniole et la Carinthie. Une partie de son aile droite s'était avancée jusqu'à Trieste dont elle s'était emparée , mais où elle n'avait pas trouvé autant de butin qu'on s'y attendait ; il en fut de même à Idria , où Buonaparte manda cependant que ses troupes s'étaient emparées d'une quantité de vif-argent préparé , évalué à deux millions. Son centre était déjà sur la Save , et son aile gauche sur la Drave. Sa gauche , qui , en for-

çant le défilé de Pontaffel, et en pénétrant jusqu'à Tarvis, avait surmonté les plus grands obstacles locaux, ne rencontra qu'une faible résistance les jours suivans, et arriva le 28 à Villach, sur les bords de la Drave, où Massena fut joint par les divisions Guyeux et Serurier. Le lendemain ce corps, fort d'environ 50,000 hommes, se porta de Villach contre Clagenfurt où son avant-garde entra le 30, après un léger avantage obtenu sur l'arrière-garde des Autrichiens. Le général Bernadotte occupait en même temps Laybach, que le général Sockendorf avait évacué le 28.

Buonaparte, maître de Clagenfurt, était parvenu où il lui avait déjà été facile et peu dangereux de s'avancer. Jusque là il avait pu tirer la majeure partie des approvisionnemens nécessaires à son armée, des dépôts et des magasins qu'il avait formés dans l'État de Venise; il n'avait pas encore fallu de forts détachemens pour garder ses communications : son armée n'avait pas beaucoup souffert dans les combats qu'elle avait livrés, et les troupes qui lui étaient opposées n'étaient pas encore en état de faire une grande résistance; mais quelques jours encore, et sa position devenait bien différente. En se portant en avant, il

rendait précaires ses communications avec l'Italie, et l'arrivée de ses subsistances devenait de plus en plus lente et incertaine. Pour assurer ce service et celui des hôpitaux, il fallait qu'il laissât derrière lui un certain nombre d'hommes ; il serait presque impossible de former des magasins dans un pays qui est loin d'être fertile, et dont les productions avaient déjà été consommées ou emmenées par l'armée autrichienne. Celle des Français se trouverait engagée dans un pays difficile et montagneux, habité par un peuple courageux, aussi accoutumé à la loyauté envers son Souverain, qu'à la profession des armes. A chaque pas les forces et les ressources des Autrichiens s'augmentaient progressivement. Déjà un corps de près de 15,000 hommes, avantageusement posté dans l'archevêché de Salzburg, menaçait le flanc gauche des Français. Les habitants du Tyrol se levaient en masse, et pouvaient aider les généraux Kerpen et Loudon à faire rétrograder les trois divisions françaises (qui avaient échoué dans la tentative qu'elles firent de pénétrer au-delà de Brixen) jusque dans les plaines du Mantouan et du Véronais. Si ces divisions éprouvaient quelques revers, l'éloignement de l'armée française pouvait encon-

rager le peuple, sinon le gouvernement de Venise, à se réunir contre les Français, et à faire cause commune avec les Tyroliens. Il était alors dans les choses possibles que, pendant que l'armée française s'avancait en Carinthie et en Styrie, ses communications avec Mantoue fussent tout-à-coup coupées, et les passages par où elle avait pénétré en Allemagne; fermés.

Ces considérations n'avaient pas échappé à Buonaparte, lorsqu'il entreprit de mettre son grand projet à exécution; mais il n'en avait pas jusque-là senti l'importance, parce que ses succès avaient même surpassé son attente. En projetant l'invasion des États héréditaires, ce général et le Directoire avaient eu plutôt en vue de frapper de terreur le cabinet autrichien, et de l'obliger à accepter telles conditions de paix qu'il leur plairait de dicter, que d'enyahir ses États et de les révolutionner. Ils s'étaient flattés qu'en ouvrant la campagne de si bonne heure, et en s'avancant rapidement vers la capitale, ils donneraient de nouveaux prétextes et plus de poids à la puissante cabale qui ne cessait depuis long-temps de demander la paix, et qui, pour en venir là, trouva moyen, par ses intrigues, d'entraver les me-

sures du cabinet autrichien , en neutralisant insensiblement les courageuses dispositions de l'Empereur , de l'archiduc Charles et d'une partie du ministère. Sans doute cette cabale , où les femmes jouaient un rôle important n'eut aucune correspondance avec le Directoire ; mais bien que ses principes ne se rapportassent en aucune manière avec ceux de cette autorité , elle n'en servit pas moins parfaitement bien ses intérêts , et elle était soumise , sans le savoir , à l'influence française par les agens intermédiaires d'une tierce puissance. Le cabinet du Luxembourg avait déjà fait plusieurs tentatives pour profiter des menées secrètes de cette faction formée par la lâcheté , la bassesse , l'ignorance , la vile ambition , et peut-être par l'esprit révolutionnaire. Il espérait conclure une paix par l'action de ces éléments , à la vérité hétérogènes , mais tous dirigés vers le même but et tendans aux mêmes fins. Un général républicain , nommé Clarke , avait été envoyé , quelque temps auparavant , de Paris en Italie , pour instruire Buonaparte des vues du Directoire , et pour porter ensuite des propositions de paix à Vienne , si le parti des amis de la paix pouvait parvenir à l'y faire recevoir ; mais la fermeté de l'Empereur et de

quelques membres du conseil prévalut cependant sur les menées des courtisans. Le général Clarke fut contraint de rester en Italie.

N'ayant pas réussi à conclure, par les séductions de la diplomatie, une paix qu'il ne désirait que pour mieux exécuter toutes les innovations qu'il méditait, le Directoire voulut tout-à-coup amener son ennemi à faire cette paix par la force des armes; et c'est ce motif qui l'engagea à ajourner la déchéance du Pape, et à hâter l'ouverture de cette campagne. Elle avait réussi jusqu'à ce moment, aussi bien que le Directoire pouvait le désirer; mais il fallait des succès prononcés pour produire tout l'effet qu'on en attendait : sans eux les plus grands désastres étaient à craindre. Arrivé à Clagenfurt, Buonaparte vit que le moment critique pour lui, aussi bien que pour son adversaire, s'approchait, et que dans cette circonstance celui des deux qui aurait le moins de hardiesse, se verrait obligé de céder à l'autre. Sachant d'ailleurs tout le danger qu'il courait lui-même, certain aussi que la cour de Vienne était encore plus effrayée de celui qui la menaçait, il jugea que le moment était favorable pour faire des propositions de paix; et en ayant eu la certitude par une voie secrète,

il écrivit, le 31 mars, la lettre suivante au prince Charles.

Au Quartier-général, à Clagenfurt, le 11 germinal an 5.

« M. LE GÉNÉRAL EN CHEF,

» Les braves militaires font la guerre, et
» désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas
» depuis six ans ? Avons-nous assez tué de
» monde et fait assez de maux à la triste hu-
» manité ? Elle réclame de tous côtés. L'Eu-
» rope, qui avait pris les armes contre la Ré-
» publique française, les a posées. Votre
» nation reste seule, et cependant le sang va
» couler encore plus que jamais. Cette sixième
» campagne s'annonce par des présages sinis-
» tres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons,
» de part et d'autre, quelques milliers d'hom-
» mes de plus ; et il faudra bien que l'on finisse
» par s'entendre, puisque tout a un terme,
» même les passions haineuses.

» Le Directoire exécutif de la République
» française avait fait connaître à S. M. l'Empe-
» reur le désir de mettre fin à la guerre qui
» désole les deux peuples. L'intervention de
» la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il
» donc aucun espoir de nous entendre ? et

» faut-il , pour les intérêts ou les passions
» d'une nation étrangère aux maux de la
» guerre , que nous continuions à nous entre-
» égorger ? Vous, M. le général en chef, qui ,
» par votre naissance , approchez si près du
» trône , et êtes au-dessus de toutes les pas-
» sions qui animent souvent les ministres et
» les Gouvernemens, êtes-vous décidé à mé-
» riter le titre de bienfaiteur de l'humanité
» entière , et de vrai sauveur de l'Allemagne ?
» Ne croyez pas , M. le général en chef, que
» j'entende par-là qu'il ne vous soit pas pos-
» sible de la sauver par la force des armes ;
» mais, dans la supposition que les chances de
» la guerre vous deviennent favorables , l'Al-
» lemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant
» à moi , M. le général en chef, si l'ouverture
» que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver
» la vie à un seul homme , je m'estimerai plus
» fier de la couronne civique que je me trou-
» verais avoir méritée, que de la triste gloire
» qui peut revenir des succès militaires.
» Je vous prie de croire, M. le général en
» chef, aux sentimens d'estime et de considé-
» ration, etc.

» *Signé BUONAPARTE* ».

Le lendemain, l'archiduc répondit à cette lettre de la manière suivante :

« M. LE GÉNÉRAL,

» Assurément, tout en faisant la guerre ;
» et en suivant la vocation de l'honneur et
» du devoir, je désire, ainsi que vous, la
» paix pour le bonheur des peuples et de
» l'humanité.

» Comme néanmoins, dans le poste qui
» m'est confié, il ne m'appartient pas de
» scruter ni de terminer la querelle des na-
» tions belligérantes, et que je ne suis muni,
» de la part de S. M. l'Empereur, d'aucun plein
» pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel,
» M. le général, que je n'entre là-dessus avec
» vous en aucune négociation, et que j'attende
» des ordres supérieurs sur un objet d'aussi
» haute importance, et qui n'est pas foncière-
» ment de mon ressort.

» Quelles que soient, au reste, les chances
» futures de la guerre ou les espérances de la
» paix, je vous prie de vous persuader, M. le
» général, de mon estime et d'une considéra-
» tion distinguée.

» *Signé* CHARLES F. M. . . . »

Le lendemain du jour où Buonaparte écrivit cette lettre au prince Charles, il adressa une proclamation aux habitans de la Carinthie, dans le même sens. Comme elle tendait au même but, et qu'elle était destinée à donner un nouvel appui au parti dont il a déjà été question, et sur lequel on comptait pour amener l'Empereur à faire la paix, on a cru qu'il ne serait pas inutile de transcrire ici cette pièce, où il y a plus d'adresse que dans les déclamations ordinaires des généraux français.

Buonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, aux habitans de la Carinthie.

Au Quartier-général, à Clagenfurt, le 12 germinal an 5.

« L'armée française ne vient point dans votre
» pays pour le conquérir ni pour porter aucun
» changement à votre religion, à vos mœurs,
» à vos coutumes ; elle est l'amie de toutes les
» nations, et particulièrement des braves peuples de la Germanie.

» Le Directoire exécutif de la République
» française n'a rien épargné pour terminer les
» calamités qui désolent le continent ; il s'était
» décidé à faire le premier pas et à envoyer le
» général Clarke à Vienne, comme plénipo-

» tentiaire; mais la cour a refusé de l'entendre ;
» elle a même déclaré à Vienne , par l'organe
» de M. de Saint-Vincent, qu'elle ne recon-
» naissait pas la République française. Le gé-
» néral Clarke demanda un passeport pour se
» rendre près de l'Empereur ; mais les minis-
» tres de la cour de Vienne ont craint , avec
» raison , que la modération des propositions
» qu'il était chargé de faire ne décidât l'Empe-
» reur à la paix. Ces ministres corrompus par
» l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne
» et leur prince, et n'ont plus de volontés que
» celles de ces insulaires perfides, l'horreur
» de l'Europe entière.

» Habitans de la Carinthie, je le sais, vous
» détestez autant que nous, et les Anglais qui
» seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre
» ministère qui leur est vendu. Si nous som-
» mes en guerre depuis six ans, c'est contre le
» vœu des braves Hongrois, des citoyens
» éclairés de Vienne, et des simples et bons
» habitans de la Carinthie.

» Eh bien ! malgré l'Angleterre et les mi-
» nistres de la cour de Vienne, soyons amis.
» La République française a sur vous les
» droits de conquête ; qu'ils disparaissent de-
» vant un contrat qui nous lie réciproque-

» ment. Vous ne vous mêlerez pas d'une
» guerre qui n'a pas votre aveu ; vous four-
» nirez les vivres dont nous pourrions avoir
» besoin. De mon côté, je protégerai votre
» religion, vos mœurs et vos propriétés ; je
» ne tirerai de vous aucune contribution. La
» guerre n'est-elle pas par elle-même assez
» horrible ! Ne souffrez vous pas déjà trop,
» vous, innocentes victimes des sottises des au-
» tres ! Toutes les impositions que vous aviez
» coutume de payer à l'Empereur, serviront à
» indemniser des dégâts inséparables de la
» marche d'une armée, et à payer les vivres
» que vous nous aurez fournis ».

Par cette proclamation qui ne s'accordait guères avec celle qu'il avait adressée quelques semaines auparavant à son armée, et dans laquelle il disait : *C'est la liberté que vous porterez à la brave nation hongroise*, le général français espérait calmer le zèle qu'avaient montré les peuples de l'Autriche et de la Hongrie, en prenant les armes pour la défense de leur Souverain, et leur persuader que la paix serait le résultat immédiat de ses succès, qui étaient en quelque sorte nécessaires à son accomplissement.

Si, comme on l'a démontré, il était dans l'intention de l'archiduc, de même qu'il était de son intérêt, d'éviter une bataille décisive, et de conserver son armée intacte jusqu'à ce qu'elle fût suffisamment renforcée pour pouvoir reprendre l'offensive; il était également essentiel pour Buonaparte d'en venir aux mains aussi promptement que possible. La supériorité du nombre qu'il conservait encore, lui promettait des succès; le courage et la confiance de son armée étaient toujours les mêmes; mais l'éloignement où elle se trouvait du lieu de son départ, les difficultés locales, le manque de vivres et l'idée des dangers qui l'attendaient aux approches de la capitale, si l'ennemi avait le temps de réunir toutes les forces de la monarchie pour sa défense; toutes ces considérations pouvaient opérer quelques changemens dans l'opinion de cette armée, opinion qu'il était urgent de conserver et même d'accroître. Une victoire pouvait seule produire cet effet; elle aurait en même-temps rendu nul le plan de temporisation adopté par les Autrichiens, et empêché qu'ils ne vinssent à bout de compléter leurs mesures défensives. Ces nouveaux motifs, joints au désir de s'opposer à la jonction de l'archiduc et du corps

de troupes qui venait de la Souabe , déterminèrent Buonaparte à offrir la bataille aussitôt que possible ; et les Impériaux, se voyant étroitement resserrés , furent forcés de l'accepter.

En conséquence de cette résolution , il se porta, le 1^{er} avril, de Clagenfurt sur Saint-Veit. L'archiduc , après avoir concentré sa droite près de lui, avait abandonné cette ville le 30, et avait porté son quartier-général à Freisach. L'approche des Français qui marchaient avec rapidité, l'engagea à quitter ce dernier endroit. Son arrière-garde en disputa néanmoins la possession pendant long-temps, et le 2 elle défendit le défilé qui conduit de Freisach à Neumarkt, avec non moins de bravoure et plus de succès ; car ayant été soutenue par le gros de l'armée posté sur les hauteurs, elle résista à tous les efforts de Massena, et, après un combat sanglant, resta maîtresse de la position.

L'archiduc n'avait ainsi ralenti son mouvement, et repoussé l'attaque des Français pendant ces deux journées, que pour donner le temps d'arriver au général Spork , qui venait de Salzburg avec des renforts. Ce général étant parvenu sur la Muehr, assura ainsi, malgré les dispositions de Buonaparte, sa

communication avec l'archiduc qui se retira dans la nuit à Hundsmarkt. Il fut suivi dans son mouvement par l'ennemi qui espérait le forcer d'accepter la bataille. Celui-ci ne put cependant atteindre, vers la fin du jour, que son arrière-garde, qu'il attaqua vigoureusement, mais qui le reçut aussi bien qu'auparavant, et vendit cher le terrain qu'elle fut obligée de céder. Dans le rapport qu'il fit de ces trois affaires, Buonaparte fait monter très-haut la perte des Autrichiens en tués et blessés, et assure avoir fait 1,200 prisonniers. Le fait est que cette perte fut exagérée sous ces trois rapports, et qu'elle n'excédait pas celle des Français. Ce qui le prouve, c'est que les Impériaux ne perdirent pas une seule pièce de canon. On ne doit pas conclure qu'ils aient été battus, parce qu'ils se retirèrent; *ils ne le furent qu'en conséquence du système de défense adopté par le prince.* Fidèle à ce système, l'archiduc, qui n'avait plus de motifs urgens, ni même assez d'avantages locaux pour défendre le terrain pied à pied, comme les jours précédens, continua sa retraite de Hundsmarkt sur Judenburg, Knittelfeld et Vorderberg. Buonaparte occupant successivement les positions abandonnées par les Impériaux,

★

se vit maître de toute la Carinthie, et entra dans la Styrie; tandis que son aile droite, appuyée par un petit détachement qui marchait à sa hauteur dans l'Istrie, s'avancait dans la Carniole sur les deux rives de la Save.

Arrivé à Judenburg, ce général recueillit les avantages de sa hardiesse et de ses manœuvres politiques. Les généraux Bellegarde et Meerfeldt vinrent le trouver avec pleins pouvoirs de traiter d'une suspension d'armes, et même de la paix. Après avoir eu une conférence avec le général français, dans laquelle ils convinrent avec lui du premier objet de leur négociation, la demande lui en fut faite de la manière suivante :

Judenburg, le 7 avril 1797.

« Sa Majesté l'Empereur et Roi n'ayant rien
» de plus à cœur que de concourir au repos
» de l'Europe et de terminer une guerre qui
» désole les deux nations ;

» En conséquence de l'ouverture que vous
» avez faite à son Altesse royale par votre
» lettre de Clagenfurt, Sa Majesté l'Empe-
» reur nous a envoyés vers vous pour s'en-
» tendre sur cet objet d'une si grande impor-
» tance.

» Après la conversation que nous venons
» d'avoir avec vous, et persuadés de la bonne
» volonté comme de l'intention des deux puis-
» sances de finir le plus promptement pos-
» sible cette guerre désastreuse, son Altesse
» royale désire une suspension d'armes de dix
» jours, afin de pouvoir, avec plus de célérité,
» parvenir à ce but désiré, et afin que toutes
» les longueurs et les obstacles que la conti-
» nuation des hostilités porterait aux négocia-
» tions soient levés, et que tout concoure à
» rétablir la paix entre les deux grandes na-
» tions.

» *Signé* le comte de BELLEGARDE, lieute-
» nant-général; MEERFELDT, général-
» major. »

Buonaparte répondit à cette note par celle
qui suit, datée du quartier-général à Judem-
burg, le 7 avril.

A MM. les généraux Bellegarde et Meerfeldt.

« MESSIEURS,

» Dans la position militaire des deux armées,
» une suspension d'armes est toute contraire
» à l'armée française; mais si elle doit être un
» acheminement à la paix tant désirée et si
» utile aux deux peuples, je consens sans
» peine à vos désirs. »

» La République française a manifesté sou-
» vent à S. M. le désir de mettre fin à cette
» lutte cruelle ; elle persiste dans ses mêmes
» sentimens , et je ne doute pas , après la con-
» férence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec
» vous , que sous peu de jours la paix ne soit
» enfin rétablie entre la République française
» et Sa Majesté.

» Je vous prie de croire aux sentimens d'es-
» time et de considération distingués avec les-
» quels je suis etc.

Signé BUONAPARTE.

Ces deux notes en forme furent immédiate-
ment suivies d'une suspension d'armes , aux
conditions suivantes :

Le général en chef Buonaparte , comman-
dant en chef l'armée française en Italie ;

Et S. A. R. l'archiduc Charles ; commandant
en chef l'armée impériale ;

Voulant faciliter les négociations de paix
qui vont s'ouvrir, conviennent : •

Art. 1^{er}. Il y aura une suspension d'armes
entre les armées française et impériale , à
dater de ce soir 7 avril , jusqu'au 13 avril au
soir.

Art. 2. L'armée française gardera la ligne sui-
vante : Les avant-postes de l'aile droite de

cette armée resteront dans la position où ils se trouvent aujourd'hui , entre Fiume et Trieste ; la ligne se prolongera en occupant Treffen , Lithay , Windisch-Feystritz , Marburg , Ehrenhausen , la rive droite de la Muehr , Gratz , Bruck , Leoben , Traffejach , Mautern , le chemin de Mautern jusqu'à Rottenmann ; Rottenmann , Irding , la vallée de Lems jusqu'à Rastadt , Saint-Michel , Spital , la vallée de la Drave et Lientz.

Art. 3. La suspension d'armes aura lieu également pour le Tyrol. Les généraux commandant les troupes françaises et impériales dans cette partie , régleront ensemble les postes qu'ils doivent occuper.

Art. 4. Les hostilités ne recommenceront dans le Tyrol que vingt-quatre heures après que les généraux en chef en seront convenus ; et dans tous les cas , vingt-quatre heures après que les généraux commandant les troupes françaises et impériales dans le Tyrol , s'en seront réciproquement prévenus.

Fait à Judenburg , le 7 avril 1797.

Signé BELLEGARDE , lieutenant - général ;
MEERFELDT , major-général ; BUONAPARTE ,
commandant en chef de l'armée de la République française.

Cet armistice était, sous quelques rapports, avantageux à l'armée autrichienne ; mais il l'était bien davantage pour l'armée française, puisque, si la cessation d'hostilités ne durait que six jours, cette armée se trouvait sans avoir tiré un coup de fusil, en possession d'une ligne qui ne serait peut-être pas tombée en son pouvoir dans le même espace de temps, et qui lui donnait un avantage considérable en cas de rupture. En jetant les yeux sur la carte, on verra que la position, occupée par l'armée française en conséquence de la suspension d'armes, était singulière, puisqu'elle formait une espèce de cercle, ou plutôt une ellipse ; le centre (de tous les points le plus avancé) était à Bruck ; l'extrémité de l'aile droite entre Fiume et Trieste, et celle de l'aile gauche à Lientz, à l'embouchure de la vallée de la Drave.

CHAPITRE IV.

SITUATION des Autrichiens et des Français dans le Tyrol. —

Les habitans de ce pays se lèvent en masse. — Les généraux Loudon et Kerpen se portent en avant. Le premier s'empare de Botzen, et l'autre de Brixen. — Retraite des Français par les vallées du Puster et de l'Adige. — Révolution d'une partie de l'Etat de Venise. Vues des Français. — Conduite des Vénitiens. — Prolongation de l'armistice. — Signature des préliminaires de paix, à Léoben, le 18 avril. Ce que l'on publie de leur contenu. Ils ne sont que partiellement ratifiés par le Directoire. Les négociations changent de nature et sont prolongées.

ON vient de voir que la trêve avait été rendue commune aux corps français et autrichiens dans le Tyrol. On n'a pas encore parlé des dernières opérations de ces corps pour ne pas interrompre la relation de celles de Buonaparte ; mais quoiqu'on ne les ait pas rapportées ensemble, elles n'en sont pas moins étroitement liées, et lorsque le général français accéda à l'armistice, ses regards étaient sans doute également fixés sur le Tyrol et sur la Styrie.

On a vu aussi au chapitre II, que les généraux Loudon et Kerpen s'étaient retirés, le

premier sur Meran, et l'autre sur Sterzing, qui est le dernier poste défensif du Tyrol, les Alpes entre cet endroit et Inspruck s'abaissant également du côté de l'Allemagne et du côté de l'Italie. De la conservation de ce poste dépendaient le salut de tout ce que les Autrichiens possédaient encore dans le Tyrol, ainsi que la possibilité de recouvrer ce qu'ils avaient perdu. Mais s'il était de la plus haute importance que les généraux Kerpen et Loudon se maintinssent dans leurs positions, cette tâche était loin d'être facile : l'avantage de position qu'ils possédaient encore, ne compensait pas à beaucoup près l'infériorité de leurs forces, et ils n'avaient pas lieu d'espérer de sitôt des renforts suffisants. Le courage et la fidélité des Tyroliens leur en tinrent lieu. Ces montagnards, semblables aux Suisses par leur caractère belliqueux et leur attachement à leur patrie, s'armèrent spontanément de tous côtés pour sa défense. Leur zèle fut guidé par le comte de Lehrbach qui commandait dans le Tyrol. C'était un homme instruit et courageux, qui, depuis la révolution, avait fait preuve au conseil, dans les négociations, et à la tête des Tyroliens, de fermeté, de talent et d'un vif attachement pour l'honneur et les intérêts de son souverain. Con-

duits par un chef digne d'eux , les Tyroliens qui avaient déjà fourni plusieurs compagnies de chasseurs-volontaires, se levèrent en masse, s'organisèrent et se mirent les uns sous les ordres du général Kerpen , les autres sous ceux du général Loudon. Cette levée qui commença le 26 mars , procura à ces généraux un renfort d'à peu-près 20,000 hommes , qui aurait pu être porté en peu de temps au double ; car l'enthousiasme était tel que des enfans, des vieillards , et même des femmes , demandèrent des armes , et se montrèrent prêts à se sacrifier pour la défense de leurs foyers.

Ces sentimens et ces ressources permirent aux généraux autrichiens de penser à reprendre l'offensive. Après le combat du 26, les Français qui avaient réuni leurs forces entre Brixen et Botzen, ne firent aucune tentative sérieuse de se porter en avant, et il ne se passa rien jusqu'à la fin de mars, sinon quelques escarmouches d'avant-postes. La position qu'occupait le général Joubert était la meilleure qu'il pût choisir dans l'état où les choses se trouvaient alors ; et il lui importait de ne pas la quitter ; car il pouvait, étant maître des vallées de l'Adige et du Puster, se retirer par l'une ou s'avancer par l'autre, selon les circonstances. De plus la pru-

dence lui prescrivait de se réserver la faculté de communiquer avec Buonaparte, et même de le rejoindre promptement et sans obstacles. En restant à Brixen, il pouvait effectuer cette jonction par Prunecken et Lientz : si, au contraire, il s'était avancé jusqu'à Inspruck, il aurait non-seulement perdu cette facilité, mais il aurait de plus mis une grande chaîne de montagnes entre lui et la vallée de la Drave ; il se serait exposé à être attaqué par les Autrichiens qui se trouvaient dans l'archevêché de Salzburg, et aurait en outre couru le risque de voir sa retraite entièrement coupée par le corps du général Loudon et les volontaires tyroliens.

Pendant que ces motifs retenaient les Français à Brixen et sur l'Adige, les généraux Kerpen et Loudon concertaient le projet de les en chasser. Le 2, celui-ci, à la tête de 15,000 hommes (dont plus de la moitié étaient des paysans armés), marcha contre l'ennemi, et l'attaqua entre Brixen et Botzen. Ayant fait replier les avant-postes ennemis, il les poussa le jour suivant avec tant de vigueur, que les Français furent obligés d'évacuer Botzen pendant la nuit ; le général Loudon y entra le lendemain. Encouragé par ce premier succès, et par la confiance qu'il inspirait aux Tyro-

liens, il chercha à en profiter pour rétablir ses communications avec le général Kerpen, et pour couper celles du Tyrol allemand avec le Tyrol italien qu'occupaient les corps français. En conséquence, il fit avancer le 5, un corps de troupes sur Deutschenoffen et Branzol, marcha lui-même avec un autre sur l'arrière-garde ennemie qui se retirait par Clausen et Steben, et le chassa successivement de ces deux endroits. Sur ces entrefaites le général Kerpen qui s'était aussi mis en mouvement de Sterzing, culbuta les avant-postes français et les repoussa jusqu'à Brixen, où ils ne s'arrêtèrent pas ; il y entra le 6.

Chassés de Botzen et de Brixen, où ils abandonnèrent plusieurs magasins considérables, et de tous les postes qu'ils occupaient entre ces deux villes, les Français se retirèrent, une partie par la vallée de l'Adige sur Trente, l'autre (qui était la plus considérable) par la vallée du Puster sur Prunecken, d'où elle se dirigea sur Lientz ; elle arriva le 8 dans cette ville. Là, ces troupes furent rejointes par un corps de cavalerie envoyé par Buonaparte pour garder la vallée de la Drave, et établir une communication immédiate par cette vallée, entre les armées du Tyrol et de la Carinthie.

Le général Kerpen porta, le 8, son quartier-général à Prunecken, poussa, le 9, ses avant-postes jusqu'à Silian, et, le 10, jusqu'à Lientz. Joubert rejoignit le corps principal par Prunecken, Toblach, Lientz, Traaburg, Greifenburg, Saxemburg, Spital, Patermion et Villach.

Pendant que les Français étaient ainsi chassés de la vallée du Puster et de tout le Tyrol allemand, après avoir perdu quelques centaines d'hommes tués ou faits prisonniers, ils ne se maintenaient pas avec plus d'avantage dans le Tyrol italien. Le général Loudon, après les avoir obligés d'évacuer Botzen, et s'être entendu avec le général Kerpen, les suivit le long de l'Adige; il les joignit près de Larco, les attaqua vivement, les battit et les força d'accélérer leur retraite; il les chassa successivement de Trente, de Rovérédo, Torbola et Riva sur le lac de Garda, et le 12, les Autrichiens étaient déjà maîtres de ces différentes villes, après avoir contraint l'ennemi de chercher un refuge dans la citadelle de Vérone, et s'être emparés de quelques magasins considérables, de 12 pièces de canon, et de plus, 500 prisonniers.

Ce n'était pas seulement de l'armée du gé-

néral Loudon que les Français avaient à se garantir; ils n'avaient pas moins à craindre des habitans du Véronais que de ceux du Tyrol; mais pour mieux juger de ce qui se passait alors, il est nécessaire de faire connaître ce qui avait eu lieu auparavant.

Les nombreux triomphes obtenus pendant l'espace de dix mois par l'armée française en Italie, avaient mis le Directoire à même de développer sa véritable politique, et il en avait agi envers ce pays comme il désirait et espérait en agir un jour avec toute l'Europe. Le Milanais, le Modenais, les duchés de Ferrare et de Bologne étaient déjà régénérés; le Piémont n'était plus qu'un apanage de la République, et si le roi de Sardaigne conservait encore le titre et l'apparence de la souveraineté, ce ne pouvait être que jusqu'à ce que le caprice ou l'intérêt portassent le Gouvernement français à le priver de l'un et de l'autre; la République de Gênes et le grand-duc de Toscane payaient exactement ce qui leur en coûtait pour la conservation de leur existence politique. En épargnant le duc de Parme, le Directoire attachait plus particulièrement l'Espagne à la cause de la République. Quant à la coopération de cette puissance, on n'y avait aucun égard. Quoique le

Saint-Père n'eût été dépouillé que de la moitié de ses États, ce sacrifice fait au désir de pénétrer en Allemagne, était chèrement compensé par les conditions du traité de paix conclu quelques temps auparavant avec le Saint-Siège. Les 30 millions que le Directoire avait gagnés d'un trait de plume, et qu'il aurait eu beaucoup de peine à réaliser en s'emparant de tout l'état ecclésiastique, ne purent être obtenus par Sa Sainteté sans fouler ses provinces et sans occasionner des mécontentemens parmi les habitans. Ce furent ces inconvéniens qui facilitèrent par la suite l'exécution des projets que le Directoire avait formés aussi bien contre les États du Pape que contre ceux du roi de Naples. Déjà, malgré le traité de paix signé avec ce dernier souverain à une époque où il pouvait causer des inquiétudes sans courir lui-même aucun danger, une partie de sa cour intrigait pour amener l'Autriche à traiter, tandis qu'on employait ailleurs des ressorts d'une nature toute différente. On poussait les nobles à conspirer, et le peuple à se soulever; on flattait les préjugés de l'aristocratie, en même-temps que l'on louait les rêves de la philosophie; on fit usage d'élémens étrangers pour hâter une dissolution politique. Les moyens

qu'on employa étaient différens , mais le but était le même.

Il existait encore un État qui était républicain , mais non pas démocratique ; qui avait observé la plus exacte neutralité , mais qui , au lieu d'en être dédommagé , l'avait au contraire achetée ; un État qui aurait pu , s'il avait réuni ses forces à celles des Autrichiens , quelques mois auparavant , arrêter les Français , mais qui seul était hors d'état de le faire ; un État régi par un Gouvernement ancien , sage , consacré par une longue existence , et dont les habitans étaient heureux , riches et fidèlement attachés à leur République. Le Directoire se détermina à changer aussi ce Gouvernement , et il y était engagé par plusieurs motifs. Il voyait dans l'État de Venise un pays qui , non-seulement pouvait être rendu démocratique , ou bien réuni à la République cisalpine , mais qui encore dans ses mains pouvait lui offrir la facilité de conclure une paix conforme à ses vues. Il présumait de même , avec quelque fondement , que l'acquisition de l'État de Venise , sur lequel l'Autriche avait toujours jeté un œil d'envie , indemniserait suffisamment cette puissance de la perte des Pays-Bas et du Milanais ; mais il savait en même-temps que

le cabinet de Vienne éprouverait de la répugnance à commettre une usurpation pour laquelle il n'y aurait aucun prétexte , et qui ne pouvait avoir lieu qu'à force ouverte. Le Directoire ne se laissa pas arrêter par cette considération , la possession de Venise devant surtout lui assurer celle de toutes ses autres conquêtes. Cependant le Gouvernement vénitien s'était jusqu'alors conduit avec beaucoup de réserve ; il n'avait à la vérité que peu de troupes ; mais dans les circonstances il fallait éviter d'accroître les embarras. Ces motifs déterminèrent le Directoire à employer une autre voie. Comme les Français occupaient toutes les provinces de la Terre-Ferme , ils répandirent bientôt , à l'aide des patriotes cisalpins , les principes démocratiques parmi le peuple. Il leur fut facile de former un parti nombreux de mécontents , et ils attendirent le moment le plus favorable pour le faire agir. Celui dont ils firent choix fut l'époque où ils s'avançaient pour envahir l'Allemagne , et où il était essentiel de diviser et d'occuper au-dedans un Etat qu'ils devaient laisser sur leurs derrières. La première explosion eut lieu le 13 mars à Bergame. Les patriotes prirent la cocarde tricolore , forcèrent le reste des habitans

à en faire de même, désarmèrent les troupes qu'ils licencièrent, déposèrent les magistrats, les remplacèrent par une municipalité choisie par eux, et se mirent sous la protection de la France. Cet exemple fut bientôt suivi par les autres habitans du Bergamasque, par ceux du Bressan et d'une partie du Véronais. La République de Venise se vit ainsi, en un instant, dépouillée de ses plus belles provinces de la Terre-Ferme. Mais cette révolution ne devait pas s'arrêter là; car ces événemens n'eurent pas plutôt lieu, que quelques membres indigens des familles privilégiées de la République, et un petit nombre de citoyens, voués au Gouvernement français, témoignèrent le désir de vouloir abolir l'aristocratie et de changer la constitution de l'Etat. Le Sénat et ceux qui étaient plus particulièrement chargés de la direction des affaires, étaient incapables d'agir avec énergie dans un moment aussi critique. Ils protestèrent cependant contre l'indépendance des provinces du Véronais, du Bergamasque et du Bressan, et mirent tous leurs soins à maintenir la tranquillité dans la capitale, et à conserver le Gouvernement établi. La motion faite dans le Sénat d'établir un Gouvernement aristocratique et démocratique, fut

★

rejetée à une majorité de trois cent quatre-vingt-onze voix contre cinq ; ce qui prouve , sans réplique , l'attachement qu'avaient les familles patriciennes pour l'ancienne constitution de leur République.

Il en était de même du plus grand nombre des sujets de la Terre-Ferme , qui la préféraient au nouvel ordre de choses. Ils n'avaient d'abord adopté celui-ci que par la crainte des Français dont l'influence avait opéré cette révolution , quoique ceux-ci aient prétendu le contraire dans leurs actes publics. L'attachement à leur Gouvernement d'une partie des habitans des villes et de presque tous ceux des campagnes , dans le Bressan et le Véronais , ne tarda pas à se manifester , et quelques scènes sanglantes eurent lieu vers la fin de mars dans différens endroits et particulièrement à Brescia, entre les patriotes et les autres citoyens soutenus par les troupes vénitiennes.

Telle était la situation des affaires , quand le général Loudon battit les Français au commencement d'avril , et les repoussa sur le territoire vénitien , des deux côtés du lac de Garda. Les Italiens , se doutant peu que la paix fût aussi près de se conclure , s'attendaient à ce que ce général pousserait plus loin ses progrès , et

tomberait sur les derrières de l'armée de Buonaparte, qu'ils regardaient comme étant perdue. L'enthousiasme des Tyroliens, se communiqua aux habitans de l'état de Venise. Ils s'armèrent de tous côtés, massacrèrent les patriotes ainsi que quelques Français qui leur tombèrent entre les mains à Vérone. Ce furent là les motifs que l'on donna peu-après pour la conquête de Venise et pour la destruction de la République. L'importance de cet événement a rendu nécessaire les détails où l'on est entré sur les circonstances qui l'ont précédé. Nous allons maintenant revenir à la Styrie.

La trêve de six jours, conclue le 7 avril, fut employée à négocier avec toute la célérité qu'exigeait sa courte durée. La ville de Léoben fut choisie pour le lieu des conférences, et en conséquence, déclarée neutre. Les négociations étaient suivies d'un côté par les généraux Buonaparte et Clarke; de l'autre, d'abord par l'archiduc Charles, et ensuite par le général Meerfeldt, et le marquis de Gallo qui avait été quelques temps auparavant en correspondance avec le général en chef français, et était convenu avec lui des principales conditions de l'armistice. Il ne leur fut pas difficile alors de s'entendre; et de poser les premières bases

d'un traité. Il fallut cependant une prolongation de la trêve pour instruire l'Empereur de ce qui avait lieu et pour recevoir sa réponse. Celle-ci ne fut pas long-temps attendue, et le cabinet de Vienne, s'étant déterminé à accepter les conditions proposées, les *préliminaires de paix* furent signés de part et d'autre le 18. Les négociateurs respectifs expédièrent aussitôt des courriers pour en porter la nouvelle à Vienne, à Paris et aux armées de Hoche et de Moreau. Cet heureux événement répandit une joie presque universelle en France et en Allemagne. *Le peuple y vit la fin des maux que la guerre entraîne; les classes élevées, la continuation de leurs plaisirs; la foule innombrable des politiques ordinaires, le nec plus ultra de l'influence de la révolution française sur l'Europe; le petit nombre d'hommes éclairés, qui jugent du présent par le passé, suspendirent leur jugement, et ajournèrent leurs espérances jusqu'au moment où ils connaîtraient les conditions de cette paix, et où ils les verraient fidèlement exécutées.*

Ces conditions n'étant que préparatoires à un traité, et se trouvant même dans le cas d'éprouver quelques changemens avant que les deux puissances les eussent ratifiées, on

ne les publia pas officiellement. La cour de Vienne laissa au public le soin de les arranger selon son idée , et de se persuader que le premier article garantissait l'intégrité de l'empire d'Allemagne. Le Directoire se borna à annoncer au Corps-Législatif, que la base des préliminaires était , 1°. la cession de la Belgique par l'Empereur ; 2°. la démarcation des frontières de la France reconnue comme elle avait été décrétée par les lois de la République ; 3°. l'établissement et l'indépendance d'une République en Lombardie. Le Directoire n'hésita pas à faire connaître ces trois articles , parce qu'ils étaient favorables à la France ; mais on garda le silence le plus profond sur ceux qui regardaient l'Empereur, par la raison que les trois directeurs Rewbell , Barras et La Reveillère les jugèrent trop avantageux pour ce souverain , et crurent qu'en les accordant , Buonaparte avait dépassé ses pouvoirs , ou que du moins il en avait mésusé.

Ils ne demeurèrent cependant pas long-temps secrets parmi les gens initiés dans les affaires à Paris. Carnot confirma lui-même ce que l'on apprit à cet égard ; et les suites du traité de Léoben prouvèrent sa véracité. L'un des articles portait la restitution de Mantoue à l'Empereur.

et ce n'était pas le moins important, ni le moins avantageux pour lui ; mais le Directoire refusa de le ratifier. Ce refus sur un des points principaux, et sur quelques autres d'une moins grande importance, empêcha que les préliminaires de Léoben ne fussent convertis en un traité de paix, et donnèrent lieu à de nouvelles et longues négociations entre les cabinets de Vienne et de Paris , négociations qui ne furent terminées qu'au bout de cinq mois par un traité qu'il n'est pas encore temps de discuter. Il n'en sera pas fait mention jusqu'à ce que l'on ait rendu compte, par ordre de dates, des événemens qui le précéderent. Nous allons maintenant donner le détail des opérations militaires qui commencèrent sur le Rhin , précisément à l'époque où l'on signait le traité de Léoben, et auxquelles ce traité mit fin. La connaissance de ces événemens est nécessaire pour pouvoir établir une opinion générale sur la campagne, à-la-fois si courte et si extraordinaire , que l'on vient de décrire.

CHAPITRE V.

INACTION des armées impériale et française , pendant l'hiver. — Elles sont toutes deux affaiblies par des renforts envoyés en Italie. — Forces et positions de ces armées au 1^{er}. avril 1797. — Désavantages qu'avaient les Autrichiens. — Plans offensifs du Gouvernement français.

LA campagne de 1796 s'était terminée en Allemagne par la prise des forts de Kelh et de Hunningue, qui avaient été rendus, celui-là le 9 janvier, et l'autre le 2 février 1797. Les Français ayant été entièrement expulsés de la rive droite du Rhin par la reddition de ces deux forts, le fleuve séparait de nouveau les armées de l'archiduc Charles et de Moreau. Cette barrière commune, jointe à la rigueur de la saison, leur permit enfin de goûter un repos dont elles avaient toutes deux également besoin, et elles restèrent sur la défensive. Les troupes autrichiennes et françaises sur le Bas-Rhin, étaient dans la même position; elles continuaient à observer l'armistice conclu tacitement entre leurs chefs, pendant le mois de décembre précédent.

Aucune hostilité n'eut lieu entre Bâle et Dusseldorff, depuis le 2 février jusqu'au 17 avril. Les armées opposées s'occupèrent, pendant la courte durée de leurs quartiers d'hiver, à compléter leurs régimens, à fortifier leurs positions, et à faire les préparatifs d'une nouvelle campagne.

Ce n'était cependant pas sur ce point que les puissances belligérantes étaient dans l'intention d'opérer les plus grands efforts; leurs armées d'Allemagne qui, jusqu'en 1796, avaient joué le principal rôle dans cette guerre; ne devaient plus être à l'avenir que des instrumens secondaires. C'était vers l'Italie que les cabinets de Vienne et de Paris tournaient toute leur attention : c'était là que ce premier avait le plus à craindre, l'autre le plus à espérer. Les circonstances étaient devenues telles, que le sort de l'Allemagne devait être, en quelque façon, décidé par les armées d'Italie, à qui le climat permettait d'ouvrir la campagne de meilleure heure. Aussi les deux puissances contendantes étaient-elles dans l'intention de rassembler dans cette dernière contrée les forces les plus nombreuses; et chacune d'elles se hâta d'y diriger une partie des troupes qu'elle avait sur les bords du Rhin. Le directoire tira, au mois de

février, environ 20,000 hommes des armées de Beurnonville et de Moreau, et les envoya sous les ordres de Bernadotte pour renforcer Buonaparte. Le vide qu'occasionna leur départ dans les armées d'Allemagne, fut en partie rempli par les troupes tirées de la Hollande, des Pays-Bas et de l'intérieur de la France.

Les armées impériales se trouvaient encore plus affaiblies. Près de 40,000 hommes avaient été, pendant l'hiver, successivement détachés en Italie (1). Un corps de 25,000 hommes avait été tiré de la Bohême et de la Haute-Autriche pour venir les remplacer; mais il était aussi inférieur à ce premier par le nombre que par sa composition, ne consistant guère qu'en recrues ou en jeunes soldats qui connaissaient à peine le service. Nonobstant toutes les pertes qu'avait éprouvées l'armée autrichienne dans la campagne précédente, tant par le fer de l'ennemi, que par les maladies auxquelles avait

(1) 6,000 hommes du duché de Wurtemberg, sous les ordres du colonel Saint-Julien, y marchèrent à la fin d'octobre 1796; 9,000 hommes y furent envoyés des bords de la Lahn, au mois de janvier suivant; 10,000 au mois de février; et peu après 15,000 autres furent tirés des armées du Rhin, pour défendre l'archevêque de Salzbourg.

donné lieu le siège de Kehl , où avait péri l'élite de son infanterie ; et malgré tous les renforts envoyés à l'armée d'Italie, celle du Rhin se trouvait, au 15 avril, forte d'environ 100,000 hommes, en y comprenant les troupes des cercles, et le corps du prince de Condé. Cette armée bordait le Rhin depuis Bâle jusqu'à la Sieg. 55,000 hommes étaient répartis le long de cette ligne depuis les frontières de la Suisse jusqu'au Mayn ; près de 30,000 hommes occupaient l'espace compris entre le Mayn et la Sieg ; les 25,000 restans formaient les garnisons de Philipsburg , Manheim , Mayence , Ehrenbreitstein , et du fort du Rhin devant Manheim, et occupaient quelques postes sur la Seltz et la Nahe en avant de Mayence.

Le général Delatour commandait sur le Haut-Rhin, et le général Werneck sur le Bas-Rhin. Le général Mack était quartier-maître général, et il était présomablé qu'il aurait le commandement en chef. La cour de Vienne se flattait qu'il pourrait suppléer, par son habileté, à ce qui manquait à cette armée ; et en effet les talens de son chef étaient tout ce qu'elle avait de mieux à opposer dans la circonstance , puisqu'elle se trouvait avoir le désavantage sous tous les autres rapports. Elle était non-seulo-

ment inférieure à l'armée française quant au nombre, mais encore par l'espèce des troupes, en ce qu'elle avait une bien plus grande quantité de recrues que celle-ci : sa position se trouvait également mauvaise, soit pour agir offensivement ou défensivement ; elle n'avait pas de places fortes de Bâle à Manheim, tandis que les Français, outre la barrière du Rhin, étaient en possession d'une ligne de forteresse depuis Huningue jusqu'à Landau. Son centre était à la vérité défendu par les places de Philipsburg, Manheim, Mayence et Ehrenbreitstein ; mais ses deux flancs se trouvaient à découvert, et ceux de l'ennemi étaient bien appuyés. Celui-ci ne présentait que deux côtés vulnérables ; le premier vers la Haute-Alsace (contiguë à la Suisse), qui se trouve être le point faible de la ligne de défense de l'est de la France ; mais pour l'attaquer avec avantage, il aurait fallu passer le Rhin, assiéger Huningue, et couvrir ce siège avec une forte armée d'observation. Les Autrichiens n'étaient pas assez en forces pour effectuer ce projet, sans laisser d'autres points entièrement sans défense : en outre, l'état des affaires en Italie ne leur permettait pas de s'engager dans une semblable entreprise. Il aurait, de plus, fallu pour que cette tentative conduisît à un succès

certain et de quelque importance, qu'elle se rattachât à un plan d'invasion en France par la Franche-Comté ; plan vaste et hardi qui avait été rejeté plusieurs fois par la cour de Vienne, lorsqu'elle avait la faculté de le mettre à exécution. En second lieu, on aurait pu opérer une attaque du côté du Hunsrück, du duché de Deux-Ponts ou de la Moselle ; mais il a été assez clairement démontré, dans la campagne de 1796, combien étaient grands les obstacles et les inconvéniens qu'offrait ce plan offensif ; et on a vu avec quelle promptitude le prince Charles avait été obligé d'y renoncer. Il y avait en 1797 bien moins de chances de succès dans cette tentative ; premièrement, parce que l'Autriche ne possédait plus une si grande étendue de territoire dans les pays dont il vient d'être fait mention ; ensuite, parce que les Français étaient maîtres de la tête-de-pont de Neuwied, et enfin parce que ces premiers étaient beaucoup plus faibles que dans la campagne précédente.

L'armée autrichienne n'était donc pas en état d'attaquer ; elle ne se trouvait même pas beaucoup plus en position de se défendre ; obligée, comme elle l'était, de garder une ligne tout-à-fait hors de proportion avec ses

moyens, et qu'elle n'avait pas pu conserver en 1796, avec des forces bien plus considérables. Comme en 1794, le général Mack (quoique cependant avec moins de ressources) se voyait dans la nécessité d'occuper une ligne dont le centre seul était assuré, tandis que les deux flancs étaient à découvert, et dans le cas d'être tournés ; dans cette position, tout ce qui lui était possible de faire était de prévenir autant qu'il dépendait de lui les malheurs qui pouvaient arriver ; ce qui fut cause qu'il ne put *être que négativement utile* à son souverain (si l'on peut s'exprimer ainsi), et qu'il fut hors d'état de rien entreprendre pour sa propre réputation. Si, comme quelques personnes l'ont cru, il s'attacha plus à cette dernière considération qu'à la première, lorsqu'en 1794 il résigna le commandement de l'armée impériale, il est certain qu'il en agit différemment lorsqu'il consentit, en 1797, à le reprendre, et il n'y eut plus, dès lors, le moindre doute sur son patriotisme.

Les généraux français Moreau et Hoche qui commandaient, le premier sur le Haut-Rhin, et le second sur le Bas-Rhin, où celui-ci avait remplacé Beurnonville, réunissaient environ 150,000 hommes. Ces troupes bordaient les rives du Rhin et gardaient les forteresses

de Huningue et de Landau ; elles fournissaient des garnisons aux places fortes de la Sarre et de la Moselle , occupaient une partie du Palatinat , tout le duché de Deux-Ponts et la presque totalité du Hunsrück ; elles avaient des postes sur la Nahe , et depuis l'embouchure de cette rivière , s'étendaient sur la rive gauche du Rhin jusqu'à Cologne , et sur la rive droite , depuis cette ville jusqu'à Dusseldorf. On voit , d'après ce que l'on vient de dire , combien cette position était préférable à celle des Autrichiens , soit pour l'offensive ou la défensive. Si les Français possédaient le double avantage du nombre et de la position , leur supériorité était la même quant à la composition des troupes ; parce que les pertes éprouvées par les armées de Hoche et de Moreau , dans la précédente campagne , n'avaient pas été remplacées par des recrues , mais par des corps de troupes organisés depuis le commencement de la guerre , et qui avaient pour la plupart servi en Flandres , en Espagne et dans la Vendée.

Il était loin de l'intention du Directoire de ne pas faire usage d'aussi puissans moyens ; il avait vu avec trop de regret ses armées expulsées de l'Allemagne , pour ne pas désirer

de les voir y rentrer en triomphe : d'ailleurs , les circonstances politiques et militaires en rendaient l'invasion beaucoup plus facile qu'en 1796 , et les vues ambitieuses du Directoire s'étaient accrues en raison de la faculté qu'il avait acquise de les satisfaire. Il ne visait à rien moins qu'à conquérir tous les Etats héréditaires de l'Autriche , à dépouiller l'Empereur en entier ou en partie de ses Etats et de sa dignité , à transporter la révolution en Allemagne , ou à faire chèrement payer aux petits princes leur existence politique.

Pour exécuter ces projets et réaliser les espérances qui portaient le Directoire à entreprendre une campagne offensive , il était nécessaire d'en accélérer l'ouverture. Buonaparte avait rendu la brèche praticable ; il fallait l'aider à l'agrandir , ou que la France se déterminât à courir le risque de le voir ensevelir sous ses ruines. Il continuait à s'avancer en Allemagne ; mais les dangers qu'il courait , augmentaient en proportion de ses progrès , et il manquait également de secours pour se maintenir ou pour se retirer. Les généraux Hoche et Moreau reçurent en conséquence l'ordre de lever leurs cantonnemens , et de passer le Rhin aussitôt que possible.

Cette opération n'offrait pas la même difficulté à ces deux généraux. Moreau n'avait pas de pont, et ne pouvait passer le fleuve que de vive force et en face de l'ennemi. Hoche, au contraire, outre la ville et le camp retranché de Dusseldorf, qui lui assuraient un passage facile, avait la tête-de-pont de Neuwiêd, laquelle, à la cessation de l'armistice, fut remise intacte entre ses mains : de plus, son armée s'étant parfaitement reposée pendant cinq mois, avait eu plus de temps que celle de Moreau de se remettre de ses pertes, et de se préparer à rouvrir la campagne. Il était donc à propos que ce fût elle qui commençât les hostilités, et que par quelques succès elle pût faciliter les opérations de l'armée du Haut-Rhin.

CHAPITRE VI.

L'ARMÉE du général Hoche passe le Rhin à Neuwied ; elle attaque et emporte la position retranchée des Autrichiens. — Ils se retirent sur la Lahn ; l'abandonnent et se portent ensuite sur la Nidda. — Les Français passent ces rivières , et arrivent devant Francfort. — Suspension des hostilités.

LE 18 avril, à trois heures du matin, l'avant-garde du général Hoche passa le Rhin à Neuwied, et s'avança dans la plaine. Le gros de l'armée la suivit de près, et se forma en ordre de bataille en face et à la portée des batteries autrichiennes. Les Impériaux étaient postés entre Hettersdorf et Bendorf, leur droite appuyée à ce premier village, leur gauche au dernier. Ils occupaient cette position depuis la fin de la dernière campagne, dans le dessein de masquer la tête-de-pont de Neuwied, et pour empêcher les Français de s'étendre au-delà ; elle était fortement retranchée et défendue par de bonnes redoutes, qu'ils avaient eu le temps de perfectionner pendant l'hiver. Ces redoutes n'étaient cependant pas si formida-

bles, et la position en général n'était pas aussi propice pour les Autrichiens, que les Français le prétendirent dans leurs rapports sur cette affaire. Sous un autre point de vue, les premiers avaient un immense désavantage; ils devaient être attaqués par 55,000 hommes, lorsqu'ils n'en avaient pas 10,000, et il n'y en avait pas réellement plus de 6,000 postés de manière à offrir une résistance immédiate. Le général Werneck se trouvant dans les montagnes, entre Altkirchen et Hachenburg, avec la majeure partie de l'armée, le général Kray, qui commandait devant Neuwied, consultant plutôt son courage que le nombre de ses troupes, se détermina non-seulement à attendre les Français, mais encore à engager le combat par une vive canonnade (1). Ceux-ci y répondirent avec vigueur, mais ils étaient trop en

(1) Avant que cette attaque eût lieu, le général Kray qui avait été instruit de l'armistice conclu à Judenburg, le 7 avril, proposa au général Hoche de suspendre les hostilités.... Mais celui-ci, n'ayant réellement pas connaissance de cet armistice, ou prétendant n'en rien savoir, refusa d'y accéder, à moins que les Autrichiens ne consentissent à remettre en son pouvoir la forteresse d'Ehrenbreitstein, et le cours de la Lahn. Kray ne le voulut pas, et les choses en restèrent là.

Note de l'Auteur.

forces pour s'en tenir là. Ils passèrent la rivière, se formèrent en colonnes et se portèrent pour attaquer Hettersdorf et Bendorf. Cette attaque fut faite avec audace. L'ennemi soutint avec courage le feu des retranchemens qui se trouvèrent bientôt assaillis de tous côtés. Les Autrichiens se défendirent en désespérés ; mais cette résistance, plutôt honorable que nécessaire, ne servit qu'à accroître l'effusion du sang. *La supériorité du nombre* l'emporta ; les deux villages furent enlevés, et la cavalerie française completa la victoire. Le général Hoche en profita sans perdre de temps ; il gagna du terrain, et poursuivit les Autrichiens qui étaient en pleine retraite, les uns sur Montabauer, les autres sur Dierdorf. Cependant ayant reçu des renforts, ils s'arrêtèrent dans ces deux endroits, particulièrement dans le dernier, où ils continrent long-temps les troupes légères de l'ennemi. Le gros de l'armée française étant arrivé après une longue marche, les Autrichiens furent de nouveau chassés de ce poste, ainsi que de Montabauer, où 15,000 Français les avaient poursuivis.

Tandis que la droite et le centre de Hoche obtenaient ces avantages, sa gauche, forte de plus de 25,000 hommes, et commandée par le

général Championnet, n'avait pas moins de succès. Elle s'était portée de Dusseldorff sur la Sieg, répartie en deux divisions : l'une marchant sur Ukerath, l'autre sur Altenkirchen. On doit se rappeler combien de fois ces deux positions furent prises et reprises pendant la précédente campagne, et combien de sang elles coûtèrent. Les deux corps autrichiens qui les occupaient étaient trop faibles pour résister avec succès, aux attaques de Championnet; ils n'en disputèrent pas moins bravement le terrain, mais ils furent enfin obligés de le céder.

Dans le rapport que le général Hoche adressa au Directoire sur cette affaire, il ne fit pas mention du nombre d'Autrichiens tués ou blessés; il disait avoir pris 7,000 hommes et 27 pièces de canon, sans compter un grand nombre de caissons, de chariots et de chevaux. Ce compte est sans doute exagéré; mais il paraît certain que les Impériaux perdirent, dans les différens combats du 18, près de 4,000 hommes tués, blessés et faits prisonniers. La bataille de Neuwied seule leur coûta plus de 2,000 hommes et 20 pièces de canon. Les Républicains perdirent au moins la moitié de ce nombre d'hommes.

De si grands avantages obtenus par les Français en un seul jour, leur promptitude à en profiter, leur grande supériorité de forces qui leur faisait espérer de nouvelles victoires, tout, en un mot, semblait faire perdre l'espoir de voir le général Werneck en mesure de conserver sa position en avant de la Lahn, ou d'empêcher l'ennemi de la passer. Une partie de son aile gauche fut obligée, le 19, de se retirer au-delà de cette rivière, pendant que le centre et l'aile droite tâchaient d'arrêter les progrès de l'ennemi entre la Sieg et la Lahn supérieure.

Les Français s'avançaient sur tous les points avec une telle rapidité, et principalement sur la Lahn inférieure, où ils trouvèrent moins d'obstacles, que le 19 au soir leurs troupes légères passèrent cette rivière à Limburg, et poussèrent leurs avant-postes bien au-delà de cette ville. Le 20 ils investirent la forteresse d'Ehrenbreitstein. L'aile droite et partie du centre de leur armée, passèrent la Lahn à Weilbourg et Nassau, le même jour où les troupes qui leur étaient opposées se retiraient sur Mentz, Königstein et Francfort. Le général Werneck avait pris le 19 une forte position à Kleinnister, où il avait réuni la majeure partie

de son armée; il fut contraint de l'abandonner le lendemain, et de se retirer sur Wetzlar et Giessen, se trouvant trop faible pour hasarder une bataille contre presque toute l'armée française qu'il avait devant lui, et son flanc gauche étant déjà menacé par le corps ennemi qui avait passé la Lahn à Weilburg.

Son arrière-garde fut très-harcelée dans sa retraite; elle eut plusieurs combats à soutenir, où elle souffrit beaucoup. L'aile droite des Français marchait avec tant de célérité de la Lahn sur le Mayn, que le général Werneck pouvait craindre qu'elle ne s'avancât jusqu'à Francfort, et ne s'emparât de cette ville avant qu'il pût lui-même arriver sur le Mayn. C'est, sans doute, par ce motif qu'il abandonna Wetzlar le 21, ainsi que Giessen, où les Français entrèrent le même jour. Les deux armées marchant très-près l'une de l'autre, il s'ensuivit plusieurs affaires d'arrière-garde, où les deux partis perdirent également du monde.

Le 22, les Autrichiens continuèrent leur retraite et repassèrent la Nidda que leurs ennemis traversèrent en même-temps: La cavalerie française poursuivit si vivement deux escadrons de hussards autrichiens qui cherchaient

à se sauver dans Francfort, qu'elle fut sur le point d'entrer dans cette ville pêle-mêle avec eux ; et nul doute qu'elle ne s'y serait introduite, si un officier d'infanterie autrichien qui était sur le rempart avec 50 hommes, n'eût fait feu à temps sur la cavalerie française : elle fut un moment déconcertée et en désordre ; ce qui donna le temps de lever le pont-levis et sauva Francfort ; car l'avant-garde française était à peine arrivée sous les murs de la ville, que le général Lefèvre, qui la commandait, fut informé, par le général autrichien, que les préliminaires de paix avaient été signés, et qu'un courrier envoyé par Buonaparte pour en instruire le général Hoche, venait d'arriver. Cette nouvelle fit tout-à-coup cesser les hostilités, et arrêta les mouvemens des deux armées. Les Autrichiens s'en réjouirent beaucoup plus que les Français dont les généraux voyaient à regret s'évanouir les espérances de conquête, de gloire et de fortune, qui leur étaient offertes. Ce ne fut pas même sans difficultés qu'on parvint à les convaincre de la vérité de l'armistice, et à leur persuader de remettre l'épée dans le fourreau. Les généraux Werneck et Hoche s'occupèrent aussitôt à déterminer une ligne de démarcation

en arrière de laquelle leurs armées respectives devaient attendre l'issue définitive des négociations.

Cet arrangement n'eut pas lieu sans beaucoup de débats et de difficultés. Le général Hoche prétendait que Francfort devait être remis entre ses mains, par la raison que ses troupes étant arrivées devant la ville avant qu'on reçut la nouvelle de la paix, elles ne pouvaient manquer de s'en rendre maîtres en peu de temps. Ce raisonnement était loin de paraître concluant au général autrichien; mais il était plus facile d'en prouver la fausseté au général Hoche, que d'obtenir qu'il y renonçât; ce qu'il fit enfin. Francfort fut ainsi préservé de la domination des Français, et on sauva quelques millions qu'aurait coûté le séjour qu'ils eussent pu y faire.

Pendant que la paix arrêtait la marche triomphante des Français sur le Bas-Rhin, les sacrifices qu'ils furent obligés de faire sur le Haut-Rhin, n'étaient pas moins grands; mais avant de parler des événemens qui eurent lieu sur ce point, il est nécessaire de fixer son attention sur ce que l'on vient de lire. On a vu l'armée française s'avancer en cinq jours du pont de Neuwied à celui de Francfort (à peu-

près vingt-cinq lieues); ce qu'une armée marchant sans obstacles aurait eu de la peine à faire dans le même espace de temps. On a vu que sa marche n'a été interrompue que pour combattre et vaincre, et emporter en peu d'heures un camp dont les retranchemens avaient coûté plusieurs mois de travaux. On a vu cette armée remporter chaque jour quelque avantage important, chasser l'ennemi des plus fortes positions, et l'obliger à fuir avec la même vitesse qu'elle avançait.

A quelle cause peut-on attribuer des succès aussi complets?

Ne peut-on pas raisonnablement la trouver dans les positions qu'occupait l'armée autrichienne, qui n'était pas appuyée sur la droite, qui était inférieure en nombre, puisqu'elle montait à 30,000 hommes, et qu'elle avait à combattre une armée au moins double de sa force? Ne peut-on pas aussi attribuer sa défaite au découragement des généraux et des soldats, par suite des revers essayés en Italie, et à la confiance que ces mêmes revers inspiraient aux Français?

Ces raisons semblent suffisamment expliquer le résultat des événemens qui eurent lieu;

et en admettant que la première soit fondée , l'autre doit évidemment l'être aussi : cependant il faut croire que l'issue de cette courte campagne est due à des causes plus ordinaires, et en partie aux fautes commises par les généraux autrichiens. En effet, les généraux Clairfayt en 1795, et Wartensleben en 1796, se trouvèrent (surtout ce dernier) absolument dans la même position, avec des désavantages à peu-près égaux, et des forces aussi inférieures que le général Werneck; et ils employèrent deux fois autant de temps à faire la même retraite : elle eut lieu avec plus d'ordre et moins de pertes; mais ils montrèrent plus de prévoyance, de prudence et d'activité; leurs opérations défensives étaient mieux combinées, et ils n'avaient pas abandonné à leur sort 5 à 6,000 hommes exposés à être attaqués à chaque moment, et qui furent enfin cernés dans leurs retranchemens par 30,000. Les ouvrages construits pendant l'hiver, dans le dessein de réunir l'extrémité de la ligne de démarcation avec la forteresse d'Ehrenbreitstein, et avec le camp retranché de Neuwied, balançaient l'avantage que donnait aux Français la tête-de-pont qu'ils avaient dans ce dernier endroit, et donnaient à

Werneck un avantage pour la défense de la Lahn, que n'avaient pas les généraux Clairfayt et Wartensleben.

Si l'on peut accuser le général Werneck d'avoir mal défendu la position qu'il avait prise, il est encore plus blâmable de l'avoir choisie. Rien n'était aussi imprudent que de vouloir, avec 30,000 hommes au plus, garder la plaine inutile de Neuwied, et tout le cours de la Lahn, qu'on aurait à peine pu défendre avec une armée de 50,000 hommes. Tout militaire un peu instruit conviendra qu'il devait prendre au mois de mars une position sur la Lahn aussi concentrée que possible, d'où il aurait pu, au premier échec, effectuer sa retraite sur Friedberg, et se retrancher sur la Nidda. En agissant ainsi, il se serait réservé le moyen de passer ensuite le Mayn avec sûreté, sans être obligé d'avoir à faire à un ennemi supérieur en nombre. On peut donc, en toute justice, attribuer l'inutile résistance et les malheurs de l'armée autrichienne à des fautes de toute espèce, commises par les généraux qui la commandaient. Cette opinion est justifiée par l'accusation portée par le général Kray contre le général Werneck; accusation qui fut jugée assez grave pour être portée devant un conseil

de guerre. Le général Kray fut mis aux arrêts pour un temps assez limité ; mais le conseil de guerre reconnut qu'au fond il avait raison , et le général Werneck fut pour toujours privé de son commandement , et obligé de prendre sa retraite.

CHAPITRE VII.

Après les préparatifs nécessaires, Moreau effectue de vive force le passage du Rhin, le 20 avril. — Les Autrichiens font le même jour et les jours suivans d'inutiles tentatives pour l'obliger à repasser ce fleuve. — Parvenue sur la rive droite, toute l'armée française attaque les Autrichiens, qui sont battus et mis en déroute. — Les Français s'emparent de Kehl. — La nouvelle de la conclusion de la paix suspend les hostilités.

TANDIS que Hoche obtenait en cinq jours de si nombreux avantages, Moreau remportait, en moins de temps encore, des succès aussi brillans, plus difficilement obtenus, et plus chèrement achetés.

Le 19 avril, toute son armée leva ses cantonnemens qui s'étendaient de Huningue à Landau, et marcha vers le Rhin, qu'il était dans l'intention de passer la nuit suivante. Comme on l'a déjà observé, Moreau n'avait pas de pont sur cette rivière; et d'après ses propres rapports, il ne se trouvait pourvu que d'un seul équipage de pontons. On ne pouvait établir un pont avec sûreté et promptitude, sans s'être préalablement assuré d'un

lieu de débarquement ; ce qu'on ne pouvait obtenir que par surprise ou de vive force. Moreau espérait pouvoir réussir à combiner ces deux moyens. Afin d'embarrasser les Autrichiens en les inquiétant sur différens points à la fois , et pour les empêcher de diriger leurs principales forces sur celui qu'il menaçait réellement, il concerta plusieurs fausses attaques pour masquer la véritable qui devait avoir lieu au-dessous de Strasbourg vis-à-vis de Kilstett. Il avait choisi ce point comme le plus favorable, soit par la nature du terrain , soit parce qu'il était plus à la proximité des moyens nécessaires à l'exécution de l'entreprise , ou peut-être par la facilité qu'il offrait pour l'envoi des renforts , et pour mettre à profit les premiers succès qu'on obtiendrait.

Moreau avait résolu d'effectuer le passage du Rhin à la pointe du jour ; mais la difficulté de réunir un nombre suffisant de bateaux , ayant retardé l'embarquement de ses troupes , cet embarquement ne put avoir lieu qu'à six heures. Un feu soutenu d'artillerie et de mousqueterie s'était engagé plus de deux heures avant, depuis Brisach jusqu'au Fort-Louis, tant sur les rives opposées que sur les petites îles occupées par l'une et l'autre armée. Les avant-

postes autrichiens le long de la rivière ayant été avertis par ces attaques , Moreau ne pouvait plus espérer de les surprendre. Il ne lui restait alors qu'à différer le passage ou à le tenter de vive force ; il se détermina pour ce dernier parti.

L'attaque devait être faite par près de 15,000 hommes divisés en trois corps , commandés par les généraux Jordis , Davoust et Duhesme. Ce fut ce dernier qui, avec cinq bataillons, partit le premier du point où la petite rivière d'Ill tombe dans le Rhin, et qui s'avança vers la rive opposée. Aussitôt que les Autrichiens s'en aperçurent, ils dirigèrent sur les embarcations un feu très-vif d'artillerie et d'infanterie ; mais les Français se trouvant presque entièrement à couvert par les îles , souffrirent peu , et effectuèrent leur débarquement dans l'île la plus voisine de la rive droite. Ayant chassé les postes autrichiens qui l'occupaient, ils passèrent au gué un bras étroit de la rivière, et parvinrent, sans beaucoup de difficultés , sur cette rive. Celle-ci n'était défendue que par les grand'gardes ordinaires , qui voyant des forces supérieures se porter contre elles , se replièrent sur leur réserve. Avant qu'on ne pût rassembler assez de troupes pour attaquer

les Français, leurs embarcations eurent le temps de retourner à la rive gauche, et d'en ramener de nouveaux renforts. Présument qu'ils ne tarderaient pas à être attaqués, et sentant la nécessité de s'emparer d'un poste qui les mit, jusqu'à ce que leur armée fût réunie, à couvert du feu de l'artillerie et des attaques de la cavalerie autrichienne, ils marchèrent, dès qu'ils se virent suffisamment en force, contre le village de Diersheim, d'où ils furent d'abord chassés avec perte, mais dont ils se rendirent enfin maîtres. Ils le défendirent mieux que n'avaient fait les Autrichiens, qui tentèrent en vain plusieurs fois de le reprendre. Pendant que ces premières affaires avaient lieu, les Autrichiens affluaient de toutes parts, et rassemblaient tout ce qu'ils avaient de troupes dans le voisinage. De leur côté, les Français recevaient à chaque instant de nouveaux renforts, soit par leurs embarcations, soit par un pont volant qu'ils avaient établi. Ce fut au moyen de ce pont qu'ils reçurent de Strasbourg quelques pièces de canon et quelques centaines de chevaux, qui leur permirent de faire des dispositions plus régulières. Ils formèrent un demi-cercle, leur centre s'appuyant à Diersheim, leur droite et leur

gauche au Rhin ; ils ne pouvaient pas , de cette manière , être forcés sur leurs flancs , et étaient à même de protéger et d'entretenir leurs communications avec la rive gauche. Les Autrichiens , convaincus que chaque instant augmentait le nombre et les forces de l'ennemi , et diminuait proportionnellement la possibilité où ils étaient de le contraindre à repasser la rivière , prirent la résolution , après s'être réunis en nombre suffisant et avoir fait taire le feu des Français , d'attaquer le village de Diersheim : ils le firent avec tant d'intrépidité , qu'ils y pénétrèrent et en chassèrent presque entièrement l'ennemi ; mais comme celui-ci savait que la victoire , de même que la retraite , dépendaient de la possession de ce village , il y porta toutes ses forces. Ce mouvement donna lieu à une affaire d'infanterie qui fut la plus vivement disputée et la plus sanglante de toutes celles de la campagne. Les deux partis savaient que du succès de ce combat dépendait presque en entier le sort de l'Allemagne. D'un côté , l'espoir de vaincre ; de l'autre , la honte de la défaite animaient le courage des troupes , et leur faisaient redoubler d'efforts. Quoiqu'aucun des deux partis ne le cédât à l'autre en bravoure , les Autrichiens gagnaient cepen-

*

dant du terrain, et ils pouvaient, avec quelque raison, espérer que la victoire leur serait restée, si les forces étaient demeurées les mêmes; mais les renforts que recevaient les Français se succédaient si rapidement, qu'ils se trouvèrent en peu de temps très-supérieurs à leurs ennemis, qui furent enfin obligés de céder au nombre et de renoncer à l'attaque du village. Ils perdirent aussi celui d'Honau, où les Français se logèrent. Les Autrichiens firent sur la gauche une autre attaque qui n'eut de succès qu'au début. La nuit arrêta l'effusion du sang; les Français en profitèrent pour se fortifier sur la rive droite; ils établirent un pont de bateaux, et s'en servirent si habilement pour le transport de ce qui leur manquait encore, qu'ils furent le lendemain en état de résister à toutes les entreprises de leurs adversaires.

Les Autrichiens ayant été joints par les troupes qui se trouvaient dans les vallées de la Kintzig, de Renchen, d'Achern et de la Murg, au nombre de 18,000 hommes, se préparèrent, pendant la nuit, à faire une nouvelle tentative. Le général en chef Latour n'étant pas encore arrivé, le général Sztarray prit le commandement. Convaincu que chaque

instant ne faisait qu'ajouter aux forces des Français ; que si on laissait encore passer la journée sans rien entreprendre, il deviendrait pour ainsi dire impossible de les empêcher de s'étendre en Allemagne, et qu'enfin il n'y avait d'autre moyen de mettre celle-ci à l'abri, qu'en faisant un effort vigoureux et instantané : il résolut de le tenter. En conséquence, les Autrichiens dirigèrent, à la pointe du jour, un feu si violent d'artillerie sur les villages de Diersheim et de Honau, qu'ils démontèrent les batteries françaises. Cette canonnade fut suivie d'une attaque si vive, qu'elle eut d'abord quelque succès. La droite de l'ennemi plia, et il eut vraisemblablement été chassé de sa position, si dans le moment le plus critique deux demi-brigades ne se fussent pas portées à son secours et ne lui eussent rendu la supériorité. La même chose arriva au centre et à la gauche, où une colonne d'infanterie autrichienne fit inutilement des prodiges de valeur. Elle était sur le point de s'emparer du village de Diersheim, lorsque Moreau la fit attaquer en flanc par deux bataillons. Ces bataillons s'étant avancés dans la plaine, furent aussitôt chargés par la cavalerie autrichienne. Les Français, pour s'y opposer, et afin de dégager leur in-

fanterie, firent porter à leur tour leur cavalerie en avant. Ces attaques réciproques et souvent répétées, donnèrent lieu à l'un des combats de cavalerie le plus terrible et le plus obstiné que l'on eut encore vu. Les renforts continuels qui parvenaient aux Français, décidèrent enfin la victoire en leur faveur, et les Autrichiens se virent contraints d'aller reprendre leur première position, sans avoir rien pu faire contre celle de l'ennemi. Ils ne durent plus, dès ce moment, songer qu'à se défendre : toute l'armée française ayant passé le Rhin, il ne restait plus aucune chance de le lui faire repasser.

Moreau, de son côté, ne perdit pas un instant à prendre l'offensive. Il divisa son armée en trois colonnes : celle du centre était la plus forte ; elle se dirigea sur les villages de Lientz et de Hoben, pendant que celle de droite marchait sur la Kintzig, et celle de gauche sur la Renchen. Les Autrichiens harassés, affaiblis et découragés par deux jours de sanglans et inutiles combats, ne purent tenir contre des troupes fraîches et supérieures en nombre. Les Français s'emparèrent facilement de la grande route qui conduit de Kehl à Stolhoffen, et se disséminèrent dans la plaine

où leur cavalerie acheva la défaite des Autrichiens, et les mit dans une déroute complète. La majeure partie de leur artillerie et de leurs bagages tomba au pouvoir des vainqueurs, qui firent aussi 4,000 prisonniers, au nombre desquels se trouvait un général. Le rapport de Moreau s'accordait avec celui des Autrichiens sur leur perte en tués et blessés. Comme de coutume, il ne parla pas de la sienne. On croit cependant qu'elle excéda celle des Autrichiens, puisque ceux-ci eurent pendant deux jours l'avantage de position et d'une nombreuse artillerie, et que les Français ne furent redevables de leurs derniers succès qu'à leur persévérance. Ils sacrifièrent beaucoup de monde pour s'établir, et il est constant qu'ils eurent six généraux blessés; ce qui prouve qu'ils payèrent chèrement la victoire. Les prisonniers qu'ils firent si facilement sur un ennemi qui fuyait de tous côtés, n'en furent pas le seul fruit. Leur gauche marcha le même jour sur Freystadt; leur centre sur Renchen et Oberkirch, et leur droite sur Offenburg et Geggembach. Dans l'après-midi ils s'emparèrent, sans tirer un seul coup de fusil, du fort de Kehl, que quelques mois auparavant ils avaient rendu après une si valeureuse défense. Les

fortifications en avaient été imparfaitement réparées. L'officier qui le commandait redoutant les suites de l'assaut dont il était menacé, remit le fort et sa garnison dans les mains des Français.

Le lendemain, ceux-ci s'avancèrent dans toutes les directions et occupèrent, sans avoir éprouvé beaucoup de résistance, Stolfhofen, Freydenstadt, Haslach et Ettenheim. C'est dans ce moment qu'ils reçurent la nouvelle de la paix signée à Léoben.

Les généraux Latour et Moreau ayant en conséquence conclu une suspension d'armes, elle fut annoncée aux deux armées.

Ainsi se termina en Allemagne, une campagne qui venait à peine de s'ouvrir, qui fut particulièrement remarquable par les combats meurtriers qui eurent lieu pendant sa courte durée, et dans laquelle, il faut en convenir, les soldats autrichiens montrèrent plus de bravoure que leurs généraux de capacité. La conduite de ces derniers, sur le bas et le Haut-Rhin, est loin d'être irréprochable. Mais en résultat, le passage de cette rivière était beaucoup plus difficile et fait plus d'honneur à Moreau qu'à Hoche. Celui-ci était maître d'un pont tout établi et même fortifié; tandis que

l'autre qui n'avait rien de semblable, n'était pas même pourvu du nombre de bateaux nécessaires. Ce passage, qu'il effectua malgré d'innombrables obstacles, fut très-sanglant, et est devenu depuis l'un des fondemens de sa réputation militaire.

La courte durée de cette campagne n'exige pas qu'on entre dans de plus grands détails à son sujet. On ne hasardera même aucune conjecture sur les conséquences qu'elle aurait pu avoir, parce que celles-ci étaient tellement liées aux opérations militaires qui avaient lieu alors en Italie et dans le sud de l'Allemagne, qu'on ne peut les juger séparément. Nous allons donc revenir aux armées belligérantes sur les frontières d'Allemagne et d'Italie, et présenter quelques observations sur la campagne entière, et sur ses résultats présumés, si elle avait été continuée.

CHAPITRE VIII.

EXAMEN du plan d'invasion suivi par Buonaparte, où l'on discute la question de savoir s'il s'accordait avec les principes ordinaires de la guerre offensive, et avec ceux d'une guerre de conquête; s'il fut exécuté avec prudence. — Quel eût été son résultat, s'il n'avait pas été entravé par l'armistice et par les préliminaires de paix qui le suivirent.

LA particularité la plus frappante qu'offre la campagne de Buonaparte, est le but que ce général se proposait. Traverser le Frioul, la Carinthie, la Carniole, la Styrie et l'Autriche, chasser l'Empereur de sa capitale, ou lui dicter, sous les murs de Vienne, une paix humiliante; c'est non-seulement ce qui n'avait jamais eu lieu, mais encore ce qu'aucun des rois de France, temporairement maîtres de l'Italie, dans les trois derniers siècles, n'avait osé entreprendre. Il est vrai que Louis XIV avait conçu au commencement du dix-huitième siècle, le projet de pénétrer en Allemagne par l'Italie; mais c'était par le Tyrol que les troupes devaient effectuer cette invasion. Ce projet dont l'exécution fut à peine commencée, n'avait pour

but que de réunir sur les bords du Danube, une partie de l'armée d'Italie à celle de l'électeur de Bavière. Buonaparte voulait que *l'une des plus brillantes campagnes qui aient jamais été faites*, fût suivie d'une autre qui eût été sans égale, comme elle aurait été sans modèle; il voulait en deux mois, à la tête d'une armée républicaine, porter à la maison d'Autriche des coups plus sensibles que tous ceux qu'avaient dirigés contre elle, pendant cinq années de guerre, les premiers généraux du plus puissant monarque que la France eût encore vu sur le trône.

Il est présumable que ce dernier motif ne contribua pas moins que l'intérêt de la République, à confier cette entreprise à l'esprit ardent et à l'âme altière de ce jeune Corse.

On ne peut nier que l'objet de cette campagne ne fut tout-à-fait dans l'esprit de l'espèce de guerre que les Français faisaient, nous voulons dire d'une guerre révolutionnaire. Mais était-elle également dans les véritables principes de la guerre offensive ordinaire, et de la guerre de conquête? La première consiste sans doute à faire à son ennemi tout le mal possible, et à poursuivre ses avantages aussi loin qu'ils peuvent s'étendre. On ne doit cepen-

dant l'entreprendre qu'avec des vues limitées , et sur des données , sinon certaines , du moins peu sujettes à varier ; elle ne doit être poussée que jusqu'au point où l'on n'a pas à craindre de la voir dégénérer en une guerre défensive , toujours difficile à soutenir. On ne doit pas non plus tenter une guerre d'invasion, sans être assuré de pouvoir se soutenir , autant qu'il est nécessaire, dans les pays conquis, soit par les dispositions favorables des habitans, en opérant d'après leurs vœux une révolution dans leur Gouvernement , ou en s'emparant d'un grand nombre de places fortes qui puissent à-la-fois garantir contre les insurrections, les surprises et le manque de subsistances. En un mot, on ne doit pas l'entreprendre , si l'on ne peut la faire qu'en s'exposant à des dangers imminens, et sans se placer dans une position où les succès peuvent faire naître des revers. Voyons si le plan et la conduite du général français, s'accordaient avec ces règles fondamentales des deux espèces de guerre dont nous venons de parler, et dont l'oubli a causé la disgrâce de tant de généraux, et la perte de tant d'armées.

La position de Buonaparte était au mois de mars 1797, sous tous les rapports, plus

favorable que celle de ses adversaires ; ses forces étaient plus du double des leurs ; il avait derrière lui Mantoue et Peschiera , tandis que ceux-ci n'étaient appuyés par aucune forteresse. Il venait de terminer une campagne brillante , où il n'avait fait que vaincre et conquérir ; ses troupes étaient pleines de confiance en lui ; l'armée autrichienne , au contraire , était découragée. Ces circonstances lui prescrivaient d'attaquer ; mais à quelle époque et sur quels points devait-il le faire ? Telle est la question.

Le Directoire résolut de renouveler en 1797 le plan qui ne lui avait pas réussi l'année précédente , et de faire pénétrer les deux armées du Rhin et d'Italie au cœur des Etats héréditaires d'Autriche. Les avantages décisifs obtenus par l'armée d'Italie dans la campagne de 1796 , et la probabilité que ces avantages avaient disposé le cabinet de Vienne à la paix , rendaient à-la-fois ce projet moins difficile et plus favorable qu'en 1796. Si Buonaparte avait plutôt consulté la cause qu'il servait , que sa vanité et son ambition ; s'il avait écouté la voix de la raison au lieu de se fier à son étoile ; s'il avait pu consentir à partager avec un autre la gloire de porter la terreur jusqu'aux portes

de Vienne, au lieu d'ouvrir la campagne six semaines avant que ne pouvaient le faire les généraux Hoche et Moreau, il aurait différé de se mettre en mouvement, sinon jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés; le premier sur les bords du Mayn, l'autre sur ceux du Danube, du moins jusqu'à ce qu'ils eussent forcé le passage du Rhin, de manière à être assuré de leur coopération. Si au lieu de s'avancer au milieu d'un pays d'un accès difficile, stérile et rempli de défilés, ayant ses deux flancs tout-à-fait à découvert, et laissant derrière lui l'Italie qui avait tant de vengeances à exercer; si au lieu de chercher à occuper une ligne de cent lieues d'étendue avec moins de 80,000 hommes qui devaient à-la-fois assurer ses communications, faire face sur ses deux flancs, obliger à la retraite une armée qui se renforçait chaque jour, et pénétrer au centre des États d'un prince qui avait vingt millions de sujets fidèles; si en un mot au lieu d'entreprendre une expédition insensée, il avait profité de l'avantage que lui donnaient les forces supérieures qu'il avait sous son commandement pour chasser entièrement les Autrichiens du Frioul, les rejeter au-delà des Alpes, depuis le golfe de Venise jusqu'aux frontières des Grisons, afin d'ados-

ser son armée aux Alpes allemandes ; maître alors des défilés qui conduisent dans la Carniole , la Carinthie et la Bavière , et des vallées de la Save , de la Drave , de l'Inn et du Lech , il aurait été à même d'attendre dans cette position inattaquable que le général Moreau eût traversé les montagnes de la Souabe , ou de marcher pour favoriser les progrès de ce général , en portant sa gauche sur les derrières de l'armée autrichienne du Haut-Rhin. S'il avait pris l'un ou l'autre de ces partis , la supériorité des armées républicaines sur celles qui leur étaient opposées , était telle à cette époque , que celles-ci eussent vraisemblablement été obligées de se replier ; et il était probable qu'avant la fin du mois de juin , 200,000 Français auraient occupé la Styrie , l'Autriche ou la Bohême. On ne doit pas conclure de là que la chute de l'empire d'Autriche s'en serait suivie ; mais puisque le Directoire avait proclamé son intention de le détruire ou au moins de l'ébranler ; puisqu'il nourrissait la vaine espérance d'accomplir ce projet gigantesque , il aurait dû employer les forces destinées à l'exécuter d'une manière plus sûre et plus efficace.

On objectera peut-être que Buonaparte n'avait d'autre motif , en ouvrant la campagne

d'aussi bonne heure, que de profiter du moment où l'armée autrichienne se trouvait encore presque dans le même état de faiblesse et de découragement, où l'avaient jetée les terribles revers qu'elle avait éprouvés quelques semaines auparavant; et que s'il avait attendu un mois entier, l'archiduc Charles se serait trouvé en état de lui tenir tête et de lui fermer le chemin de l'Allemagne. Les faits eux-mêmes répondent à ces objections. L'archiduc était encore, à l'époque du 7 avril, jour auquel l'armistice fut conclu, c'est-à-dire, près d'un mois après l'ouverture de la campagne, inférieur en nombre à Buonaparte; et cependant ce prince, en se retirant, avait épargné plus de la moitié du chemin aux renforts qu'il attendait de l'Autriche, de la Bohême et de la Hongrie. On doit en outre observer que les premières troupes qui arrivèrent au secours du prince Charles, étaient celles qui lui furent envoyées du Rhin, et dont le plus grand nombre resta dans l'archevêché de Salzbourg. Il est probable maintenant que si l'armée française en Italie se fût mise en mouvement en même temps que celle du Rhin, les troupes autrichiennes, envoyées du Rhin, auraient fait un mouvement rétrograde vers la Souabe, et

même qu'on y aurait fait marcher quelques régimens qui, dans ce moment critique, se dirigeaient des états héréditaires pour rejoindre l'archiduc. De plus, on est porté à croire que trois armées nombreuses qui eussent opéré ensemble, auraient mis l'Autriche dans un embarras plus grand, en y causant de plus sérieuses alarmes, qu'une seule armée contre laquelle elle pouvait tout-à-coup réunir la totalité de ses forces. Ces différentes considérations semblent justifier l'opinion qui avait porté Buonaparte à violer les deux règles fondamentales des deux espèces de guerres défensives, ce que l'on prouvera encore plus clairement dans le courant de ce chapitre; que son plan était plutôt une combinaison de sa témérité et de son ambition pour la gloire, qu'une disposition produite par le courage et le talent; que ce plan était plus dans les principes de Charles XII que dans ceux du grand Condé.

Si on le censure aujourd'hui malgré tout le succès qu'il eût, succès que Buonaparte obtint en sachant allier la politique à ses armes, on verra néanmoins que ce projet, conçu avec peu de sagesse, fut exécuté avec peu de prudence. On ne critiquera pas ce que le général français fit personnellement depuis le

moment de son départ d'Udine jusqu'à son arrivée à Judenburg. On convient que sa marche fut rapide, ses mouvemens brillans, et ses attaques bien combinées; mais il ne paraît pas que les généraux qu'il laissa sur l'Adige eussent fait tout ce que les circonstances commandaient, soit qu'ils eussent exécuté ses ordres, soit qu'ils eussent agi indépendamment de lui. Le centre et la droite de l'armée devaient s'avancer sur Vienne, tandis que la gauche resterait dans le Tyrol. Celle-ci devait prendre une position qui, en la mettant hors d'insulte, devait garantir en même-temps le reste de l'armée qui opérait à une certaine distance d'elle. Alors le général Joubert aurait dû, au lieu de laisser (comme il fit) les généraux Kerpen et Loudon, maîtres de la plus forte position qu'offre le Tyrol, les chasser entièrement de la partie supérieure de cette province, les repousser au-delà des Alpes, et leur en avoir fermé l'entrée. Il aurait dû ensuite détacher un petit corps pour occuper l'entrée de la vallée de la Drave. En agissant ainsi, le général Joubert eut prévenu, jusqu'à un certain point, la levée en masse du Tyrol; il aurait été en sûreté contre une attaque, ou au moins contre le danger d'être forcé dans la position qu'il occupait; il au-

rait donné le temps au général Kilmaine, qui commandait quelques troupes restées dans le Tyrol, de se porter à son secours sur l'Adige; et au pis aller, après avoir ainsi gagné du temps (et c'était le principal), il aurait pu se retirer sur Brixen, et ensuite sur Lientz. De cette manière il aurait soutenu l'une des extrémités de l'immense ligne que tenait l'armée de Buonaparte, et la sûreté de cette armée eut été par là moins compromise.

On va maintenant discuter la dernière question, celle de fait qui a été tant débattue, et sur laquelle les opinions ont été si partagées. Buonaparte était-il, au moment où il signa l'armistice, dans une position dangereuse ou non? Devait-il recueillir les fruits de son invasion ou être puni de sa témérité? On adopte sans hésiter cette dernière opinion, par les raisons suivantes :

Lorsque Buonaparte arriva à Judenburg, il se trouvait à plus de cinquante lieues du point d'où il était parti, et il lui en restait encore autant à faire avant de parvenir à son but, qui était d'aller sous les murs de Vienne. Les troupes qui avaient passé les Alpes avec lui montaient à 60,000 hommes. Elles occupaient les rives de la Save, de la Drave, de la

Muhr. L'extrémité de leur droite était entre Trieste et Fiume; celle de la gauche à l'entrée de la vallée de la Drave. Le centre était à Judenburg, et débordait ainsi les deux ailes; mais moins cependant à la droite qu'à la gauche, car celle-ci se trouvait, à proprement parler, en arrière de lui. C'était dans cet ordre bizarre et sans exemple, quoique ordonné par la circonstance, que le général français se voyait contraint de continuer sa marche sur Vienne. En jetant les yeux sur la carte, on voit qu'à chaque pas qu'il aurait fait, la ligne qu'il aurait occupée sur sa gauche se serait prolongée de plus en plus; et que sa droite n'aurait pu se mouvoir de la même manière et à la même distance de lui, sans laisser sur ses derrières, la Croatie et tous les pays situés sur la Save et la Drave inférieure. Il eut été dans ce cas menacé par sa gauche ou plutôt en arrière de sa gauche par les troupes autrichiennes qui se trouvaient dans le pays de Salzburg, et par celles qui auraient pu arriver de la Haute-Autriche, et même de la Bohême; en arrière de sa droite, il eut été exposé aux attaques de tout ce qui se serait avancé de la Croatie et des pays avoisinans, d'où l'on tire les régimens appelés *régimens des frontières*, et dont toute

la population sujette à la conscription , est de plus formée en régimens. A quels dangers , à quels désastres , une semblable position ne l'exposait-elle pas ? Ne devait-il pas même inévitablement arriver que , pendant qu'il s'avancerait sur la capitale , les corps de troupes avec lesquels il s'était flatté de pouvoir faire tête sur ses deux flancs , seraient non-seulement attaqués par des corps réguliers , mais encore par un peuple nombreux qui , déjà de toutes parts , courait aux armes ? Que ces deux corps eussent été alors obligés de se replier sur l'Italie ou de se rapprocher de lui ? Dans le premier cas , il aurait éprouvé une diminution de forces , et se serait trouvé à la merci de ses ennemis ; dans l'autre , il eut été privé de toute communication avec l'Italie ; il aurait pu être enveloppé par les Autrichiens et voir une armée se former sur ses derrières. Ces suppositions sont si loin d'être chimériques , qu'elles commençaient déjà à se réaliser à l'époque de l'ouverture des négociations , et lorsque Buonaparte employait encore le langage d'un conquérant. On a vu qu'en effet , trois jours avant la suspension d'armes , le général Loudon avait chassé les Français de Botzen , et que le jour suivant , il les avait repoussés jusqu'au château de Vérone ; tandis

que de son côté le général Kerpen les avait poursuivis jusqu'à Lintz. Buonaparte manda, et on répéta que ce dernier mouvement était volontaire, et d'après ses ordres. Cela peut être, quoiqu'il paraisse singulier qu'on eût choisi, pour l'effectuer, le moment où les Français étaient attaqués. Mais cette hypothèse elle-même justifie l'opinion qu'on a déjà avancée, et prouve que le général républicain commençait à sentir l'embarras de sa position, puisqu'il crut nécessaire de se faire soutenir par le général Joubert, bien qu'il prévît, avec quelque certitude, que les Autrichiens le poursuivraient et se porteraient sur ses derrières. Tandis qu'à sa gauche il subissait la peine due à sa témérité, il se trouvait encore plus maltraité à sa droite. Le colonel Casimir s'était porté, à la tête d'un corps de Croates, entre la mer et les Français, et avait repris Trieste.

On n'a pas fait mention plutôt de cette affaire, parce qu'ayant eu lieu sur une partie détachée du théâtre de la guerre, elle aurait coupé le fil de la narration et qu'elle s'était passée postérieurement à l'armistice. Buonaparte exigea en conséquence que ses troupes rentrassent à Trieste, pour la forme et pour vingt-quatre heures seulement; mais il stipula formellement

la remise de plusieurs caisses d'argent appartenantes aux Français, que le colonel Casimir avait enlevées à Trieste, et qui ne provenaient pas, comme on peut bien le croire, du trésor de la République. On voit par-là que, pendant que Buonaparte était encoire à soixante lieues de Vienne, et avant qu'il n'eût obtenu un seul avantage marquant, deux corps ennemis s'étaient portés sur ses derrières, et n'étaient plus qu'à une petite distance des défilés par lesquels il était entré en Allemagne, et qui servaient à maintenir sa communication avec l'Italie.

Dans cette position, qui ne pouvait qu'empirer de plus en plus, que restait-il à faire au général français, si l'armistice n'avait pas eu lieu ? Selon les uns, il devait marcher directement sur Vienne, et obliger ainsi l'archiduc d'en venir aux mains, ou le contraindre à lui abandonner autant de terrain qu'il en pouvait occuper; selon d'autres, il devait se borner à choisir une bonne position, à s'y retrancher, et à s'y soutenir jusqu'à ce que le général Moreau arrivât en Bavière. Quelques-uns pensaient encore qu'il ne lui restait qu'à battre promptement en retraite, à repasser les Alpes, à tomber comme la foudre sur les généraux

Kerpen et Loudon, et à les chasser sur l'Adige. Examinons ces trois hypothèses. On ne peut admettre la première sans être tout-à-fait étranger à l'art de la guerre. Le général qui l'entend bien, et qui sait profiter des avantages qu'offrent les localités, peut éviter la bataille tout en arrêtant ou en retardant la marche de son ennemi, quelqu'entreprenant et quelque supérieur en forces qu'il puisse d'ailleurs être. L'habileté dont l'archiduc avait fait preuve pendant la campagne précédente, et la connaissance approfondie qu'il devait avoir du pays qui se trouvait être le sien et celui de ses généraux, autorisent à croire que ce prince aurait su se retirer, comme il l'avait fait jusque-là, sans se compromettre, et sans y mettre de précipitation. En admettant même qu'il eût été obligé ou qu'il eût cru à propos de recevoir la bataille, on conviendra, en se rappelant ce qui se passait sur les derrières de Buonaparte, que si ce général eût été battu, il était perdu sans ressource; que si, au contraire, il eût été vainqueur, il n'avait encore gagné que l'une des trois batailles qu'il aurait été obligé, comme il en convenait lui-même, de livrer avant de pouvoir parvenir à Vienne.

L'archiduc se serait retiré avec le reste de

son armée dans les montagnes qui défendent les frontières de l'Autriche, et aurait occupé les passages retranchés qui se trouvaient déjà gardés par quelques mille soldats et par un plus grand nombre de paysans armés. Ces différens moyens de résistance l'auraient mis à même d'arrêter Buonaparte pendant quelques temps, et de lui faire payer chèrement chacune de ses attaques. En supposant cependant qu'à force de courage et d'habileté, et en faisant de grands sacrifices, celui-ci eût enlevé le passage des montagnes et le camp retranché de Neustadt, toutes les troupes qui les occupaient se seraient retirées avec l'archiduc sous les murs de Vienne, où ce prince aurait trouvé plus de 50,000 volontaires, levés dans la capitale ou dans les provinces de l'Autriche. Peut-on supposer alors qu'avec une armée réduite par ses propres victoires à 40,000 hommes et peut-être moins, il aurait battu une armée de même force, soutenu par un nombre de paysans deux fois plus considérable, étrangers il est vrai à la discipline; mais courageux, obéissans, et qui combattaient à-la-fois pour leur patrie, leur souverain et leurs familles? Mais en admettant même, contre toute vraisemblance, que les Français se fussent emparés

de Vienne, qu'auraient-ils faits? Seraient-ils restés dans cette ville? auraient-ils tenu la campagne, ou se seraient-ils retranchés dans un camp bien choisi? Qui ne voit pas que, dans tous ces cas, n'ayant pas de places fortes, et se trouvant au milieu d'un peuple, connu de temps immémorial entre tous ceux de l'Europe par son attachement à ses souverains, à ses lois et à ses coutumes, et parmi lequel la révolution française n'avait que peu de partisans, les républicains se seraient trouvés en peu de temps environnés, même assiégés par un nombre d'ennemis au moins quatre ou cinq fois plus nombreux qu'eux; que la moindre quantité de vivres n'eût été obtenue qu'à la pointe de la baïonnette; que leur cavalerie n'aurait osé se montrer devant 20,000 chevaux que la Hongrie et les provinces circonvoisines pouvaient aisément fournir, et qui n'auraient laissé à l'armée française, dans une circonférence de plusieurs lieues, ni bestiaux, ni fourrages, ni subsistances, de quelque espèce que ce fût. On croit inutile d'examiner plus longuement cette supposition. Il est évident qu'elle eût entraîné l'entière destruction de Buonaparte.

La seconde ne lui est pas plus favorable. S'il se fût arrêté en Styrie, et qu'il y eût pris

une position plus concentrée, cette résolution aurait sans doute été plus prudente que l'autre. Mais indépendamment de ce qu'il eut manqué, en agissant ainsi, le but avoué de son expédition, et justifié le jugement qu'on en portait, il n'aurait guère moins couru de risques qu'en Autriche: ses flancs et ses derrières eussent encore été exposés aux attaques de son ennemi; les approvisionnemens qu'il aurait obtenus en Styrie eussent été consommés en peu de temps, et il se serait trouvé trop éloigné et trop peu sûr de ses communications avec l'Italie pour pouvoir tirer des subsistances de ce pays. On dira peut-être qu'il aurait pu se maintenir assez long-temps entre la Muhr et la Drave pour pouvoir être joint par Hoche ou Moreau, ou pour les mettre à même de coopérer avec lui. Mais quelque rapides qu'eussent pu être les progrès de ces généraux qui avaient, comme on se le rappellera, passé le Rhin, celui-ci le 18, et l'autre le 20 avril, et qui auraient pu être battus; il était impossible qu'ils arrivassent en Autriche avant le milieu du mois de juin. On voit, d'après cela, que Buonaparte eût été obligé de les attendre deux mois, ce qui était bien plus qu'il ne fallait à l'archiduc pour rassembler des forces assez

nombreuses pour accabler l'armée française ; et l'obliger à mettre bas les armes. Il est inutile d'expliquer au lecteur les moyens que ce prince aurait employés pour parvenir à ce but.

Il ne reste plus qu'à examiner ce qui serait arrivé si Buonaparte, justement alarmé de sa position, se fût hâté de battre en retraite, et de tomber sur les généraux Kerpen et Loudon. C'était sans doute ce qui lui restait de mieux à faire ; et il est présumable qu'il s'y serait déterminé, si la conclusion de l'armistice n'avait pas réalisé les motifs politiques qui l'encourageaient dans son entreprise. Mais le résultat le plus heureux qu'aurait pu avoir sa marche rétrograde, eût été de le ramener au point d'où il était parti, après avoir perdu une partie de ses troupes, et avoir détruit l'effet qu'avait produit sa dernière campagne, par celui que n'aurait pas manqué de causer une retraite aussi désastreuse ; il est même présumable que ce n'eût pas été la seule chance défavorable qu'il aurait courue. L'archiduc aurait aussitôt repris l'offensive, et l'aurait poursuivi. Si la retraite de Buonaparte eût été précipitée, il lui eût été difficile d'éviter la perte d'une partie de ses bagages, de son artillerie, et peut-être

même de son arrière-garde ; si au contraire elle eût été tentée et faite avec méthode , le prince Charles aurait eu le temps de multiplier les obstacles autour de lui , de combiner ses attaques et de choisir le moment opportun de les faire : en outre , les troupes stationnées dans le pays de Salzburg , se seraient portées sur la Drave , auraient passé cette rivière , et , soutenues par les généraux Kerpen et Loudon , auraient pu occuper le défilé de Ponteba avec des forces assez nombreuses pour en fermer l'entrée aux Français. Réduits à la seule route de Goritia , on concevra qu'il eût été difficile aux Français de faire passer toute leur armée , leur artillerie et leurs bagages par cette route , sans en sacrifier une partie. Buonaparte serait ensuite revenu dans les États vénitiens avec une armée épuisée , considérablement affaiblie , et incapable pendant quelque temps de rentrer en campagne , après avoir perdu tout ce qu'il aurait conquis dans le Tyrol , dans les Alpes vénitiennes , et ce qui aurait encore été pis pour lui , l'impression que ses premiers triomphes avaient faite sur les peuples d'Italie , on peut même dire sur toute l'Europe. La confiance , l'espoir de vaincre , peut-être la victoire elle-même , seraient-ils passés de ses

bannières sous celles des Autrichiens ; sa gloire se serait dissipée comme un météore , et si l'histoire ne pouvait pas omettre ses succès éclatans dans la dernière campagne, elle les aurait attribués , d'une part, au hasard , et de l'autre , à l'incapacité et à la trahison ; elle aurait représenté Buonaparte comme un joueur désespéré qui , profitant de tout son bonheur , joue chaque fois quitté ou double , réussit pendant quelques temps , mais finit par se ruiner.

On croit avoir suffisamment démontré que le plan d'invasion, suivi par ce général, ne s'accordait ni avec les principes d'une guerre offensive ordinaire, ni avec ceux de la guerre de conquête ; que la prudence ne présida pas à son exécution , et que dans la paix de Léoben , ses résultats , au lieu d'avoir été tels que les Français se l'étaient promis , eussent été plus ou moins funestes. Ce jugement paraît d'autant plus fondé , qu'il est aussi celui de plusieurs militaires instruits , qui , dans l'examen de cette question intéressante , ne se sont pas laissés influencer par leurs affections personnelles , ou par leurs sentimens politiques. Quelques-uns se sont , à la vérité , prononcés pour l'opinion contraire ; mais elle est si peu susceptible d'être soutenue avec avantage , que

deux hommes, Carnot et Dumouriez, qu'on ne peut certainement pas accuser de partialité en faveur des Autrichiens, n'ont pas cru devoir entreprendre de le faire. Quelque éloigné que l'on soit de se rendre à leur témoignage, on ne peut cependant pas s'empêcher de parler du jugement qu'ils portèrent publiquement à ce sujet ; car leurs talens rendent leur autorité de quelque poids dans toutes les discussions militaires. Ils n'ont malheureusement que trop bien prouvé qu'ils savaient parfaitement, le premier faire des projets, et l'autre les exécuter. Dumouriez n'a pas hésité à dire que sans la conclusion de l'armistice, Buonaparte n'aurait pas pu éviter l'entière destruction de son armée ; et il en a donné à peu-près les mêmes motifs que ceux que nous avons fait connaître. Carnot, dans sa réponse à Bailleul, réponse où il ne laisse jamais échapper la vérité que lorsqu'elle peut servir à son inutile justification, dit en parlant du passage du Rhin par Moreau :

« Je ne m'attendais pas moi-même à des
» succès aussi prompts. J'aurais dû, pour
» empêcher l'armée d'Italie de se tromper,
» pour l'empêcher de trop s'avancer avant de
» pouvoir être soutenue et de se mettre dans

» une position dangereuse, lui avoir transmis
» littéralement les nouvelles que j'avais reçues
» du Rhin ; j'aurais dû en conséquence l'in-
» former que tout ne se trouvait pas encore
» prêt, et ne le serait même pas de quelque
» temps. Le passage du Rhin a eu lieu plutôt
» qu'on ne l'espérait, parce qu'on a beaucoup
» hasardé pour tirer l'armée d'Italie de sa pé-
» rilleuse position ; mais il est certain : qu'eût-
» on même été instruit par le télégraphe que
» le passage du Rhin devait se faire sous deux
» jours, il n'eût pas été *moins urgent* de con-
» clure le traité de Léoben. Joubert, malgré
» une résistance plus qu'humaine, malgré ses
» combats de géans, n'en eût pas moins été
» forcé dans le Tyrol, l'ennemi n'en était pas
» moins déjà rentré dans Trieste, l'armée ne
» s'en trouvait pas moins menacée sur ses
» flancs et ses derrières par les insurgés véni-
» tiens qui n'attendaient, le poignard à la
» main, que le moment de nous exterminer. »

Quelque prépondérante que soit sur ce point l'autorité de Carnot qui avait lui-même la direction des opérations, et qui avait fait en sorte de mettre Buonaparte en état de les exécuter, nous n'avons pas besoin de son aveu pour savoir que le cabinet du Luxembourg, et

tous les généraux français qui étaient aux armées, regardaient celle de Buonaparte comme se trouvant dans une position critique. Un mot de Moreau le fit connaître à cette époque. Dans le rapport qu'il adressa au Directoire sur le passage du Rhin, il disait : « La » *position de l'armée d'Italie*, et la nécessité » d'obliger nos ennemis à la paix, exigent le » passage de la rivière, etc., etc. » Cette phrase indiquait assez à-la-fois l'idée que ce général avait des dangers auxquels son collègue se trouvait exposé, et des moyens à l'aide desquels il se flattait qu'on parviendrait à les éviter.

Nous pouvons donc conclure que l'armistice signé à Judenburg, le 7 avril, contribua plus à la sûreté des Français qu'à celle des Autrichiens ; que si ceux-ci eussent montré autant de fermeté que ceux-la d'audace ; si le cabinet de Vienne avait su faire face à un moment de danger, et qu'il eût osé en attendre le résultat, il aurait pu réparer en quelque sorte les désastres de l'année précédente ; que cette campagne de 1797 doit plutôt diminuer qu'augmenter la réputation militaire de Buonaparte ; et que l'expédition qu'il entreprit ne peut être justifiée aux yeux des gens instruits, que par la

certitude où il était de la voir se terminer promptement par la paix , certitude que les dispositions connues du cabinet de Vienne donnaient tout lieu de regarder comme vraisemblable. On convient que Buonaparte se montra politique habile ; qu'il sut apprécier la position où il se trouvait ; que sa vanité ne l'aveugla pas lorsque ses succès, parvenus au plus haut degré, ne tendaient plus qu'à décliner ; et qu'il fit la paix dans un moment où non-seulement elle était utile, mais même nécessaire ; dans un moment où elle lui garantissait tous les avantages qu'il avait précédemment obtenus , en même-temps qu'elle bannissait toutes craintes pour l'avenir.

Si le brillant résultat qui couronna l'expédition du général français , était fait pour étonner le vulgaire , la conduite remplie de sagesse de son illustre rival , est digne de l'admiration des hommes du métier. Si Fabius parvint à la maturité de l'âge , après une jeunesse passée dans les camps , et après une longue suite de revers qui le mirent à même de connaître l'ennemi formidable qu'il avait à combattre ; si Fabius, dictateur , disposant à son gré de toutes les ressources et de toutes les forces de Rome contre un ennemi affaibli

par plusieurs campagnes désastreuses , et ne pouvant espérer ni secours, ni renforts de sa patrie ; si Fabius , disons-nous , a acquis une gloire immortelle et le surnom du bouclier de Rome , pour avoir arrêté par un système sage et tempéré les succès du général carthaginois , que dira-t-on d'un jeune prince , à peine âgé de vingt-cinq ans , et élevé dans les délices d'une cour , qui , après avoir repoussé l'année précédente deux formidables armées du cœur de l'Allemagne , et les avoir obligées de rentrer sur leur propre territoire , quitte le théâtre de sa gloire , pour aller arrêter les progrès du vainqueur de l'Italie ; qui n'avait à opposer à une armée triomphante , que les faibles restes d'une armée découragée par des revers non interrompus ; qui se trouvant mal secondé par des ministres et par ses agens immédiats , jaloux ou mal intentionnés , fit sur tous les points d'une ligne immense , une opiniâtre résistance , disputa le terrain pied-à-pied , attira insensiblement l'ennemi dans les défilés , le sépara de ses magasins et le harcela avec succès ; qui , étant parvenu à augmenter ses propres forces et à diminuer celles de son rival , pendant qu'il lui faisait face de front , cernait et tournait ses flancs , menaçait ses derrières et ne laissait plus

*

au vainqueur épuisé d'autre parti que celui de la retraite devenue alors presque impraticable ?

Telle était la situation où la sage conduite de l'archiduc avait mis les affaires , lorsque la timidité de la cour de Vienne, et le traité de Leoben qui en fut la suite, privèrent le prince de l'occasion d'élever sa gloire au-dessus de celle de Buonaparte, et de devenir une seconde fois le sauveur de l'Allemagne.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1797.

CHAPITRE IX.

RÉFLEXIONS sur le traité de Léoben. Il est également mal accueilli par les deux puissances qui le conclurent. — Situation de l'Europe à cette époque. — Les Français évacuent les états héréditaires, et envahissent le territoire de Venise. — Cette république se révolutionne.

LE traité de Léoben fut reçu avec des transports de joie aussi bien en France qu'en Allemagne. On se flattait qu'il allait enfin donner la paix à l'Europe, épuisée par tant de convulsions; mais il ne produisit pas le même effet dans les cabinets qui l'avaient conclu. D'une part, les circonstances malheureuses où l'on se trouvait, et l'influence de Buonaparte de l'autre, avaient obligé les puissances belligérantes à accorder beaucoup de latitude à leurs négociateurs. Ils en profitèrent pour s'entendre, et pour conclure un traité avant que leurs Gouvernemens respectifs ne fussent récllement d'accord. Ce traité, qui n'était que préliminaire, n'ayant pas été converti en un traité définitif, ne fut jamais rendu public, parce que chacune des puissances contractantes à qui il déplaisait également, avait sans doute résolu

d'en changer les bases. On a vu que chacune d'elles se borna à faire connaître en substance les articles qui lui paraissaient les plus conformes à ses intérêts ou à son honneur. Le Directoire publia ce qui concernait les nouvelles démarcations et les Républiques nouvellement créées, tandis que la cour de Vienne se vantait d'avoir obtenu, aux dépens du sang et des richesses de ses peuples, l'intégrité de l'empire d'Allemagne. Les bases générales, qui, au moyen de quelques modifications, devaient servir à un traité définitif, ont transpiré depuis. Il paraît qu'elles furent arrêtées d'après des considérations d'une convenance réciproque. Mais la majorité du Directoire, composée d'hommes à petites vues, et d'une ambition démesurée, ne trouva pas que le démembrement d'une partie de l'Europe, présentât un champ assez vaste à son esprit de désorganisation; et la cour de Vienne, revenant de la terreur qu'elle avait éprouvée à mesure que l'ennemi (qu'elle avait laissé échapper), s'éloignant des États Autrichiens, se reprochait sa témérité. Elle aspirait à un nouveau partage en Italie et en Allemagne, comme un juste dédommagement des sacrifices que cette guerre lui avait coûtés.

Avant de faire connaître les négociations et

les autres événemens auxquels ces prétentions réciproques donnèrent lieu, il n'est peut-être pas inutile d'examiner un instant la situation politique de l'Europe au mois de mai 1797.

Après cinq ans d'une guerre sanglante, mêlée de revers et de victoires signalées, les armées de la République avaient presque anéanti aux portes de Vienne les restes de la coalition continentale de 1792. La République française, soutenue par les Républiques voisines nouvellement créées, couverte dans sa partie faible par la Suisse qui avait vu pendant trois siècles sa neutralité respectée, semblait présenter de toutes parts un boulevard inexpugnable, et dominait tout l'occident de l'Europe, depuis la mer Adriatique jusqu'à l'Océan. Ses armées, d'abord ramenées en désordre dans les plaines de la Champagne, à quarante lieues de Paris, avaient fini par porter la terreur aux portes de Madrid, de Turin, de Munich, et enfin à celles de Vienne, après avoir profité des avantages d'un hiver rigoureux pour faire sur la glace la conquête de la Hollande, entreprise où au dix-septième siècle, la fortune de Louis XIV et l'habileté de ses généraux avaient également échoué. C'est ce que l'on pouvait appeler l'Empire d'occident.

A l'orient, la Russie s'étendant depuis la Tartarie et les côtes occidentales de l'Amérique, jusqu'au golfe de Finlande, et depuis la mer Caspienne jusqu'au cercle polaire, sans commerce et sans industrie, mais possédant un territoire d'une immense étendue, et des peuples nombreux, quoiqu'à moitié civilisés, offrait pour ainsi dire un contre-poids à la domination de la République française. L'Europe, ainsi resserrée à ses deux extrémités, par deux puissances prépondérantes, renfermait deux autres États qui semblaient placés exprès pour maintenir leur équilibre et pour empêcher qu'elles ne fussent en contact.

La Prusse, agrandie par le démembrement de la Pologne, enrichie par l'acquisition de Dantzig et par une administration intelligente et économe, ayant à peine pris part à la guerre, avec des finances en bon état, une armée nombreuse, d'habiles généraux, une population et des ressources encore intactes, pouvait, en acquérant Hambourg, et en obtenant la sécularisation de quelques fiefs ecclésiastiques en Westphalie, consolider son influence dans le nord de l'Allemagne, et devenir, comme puissance secondaire, un allié respectable ou un ennemi dangereux.

Si l'Autriche se trouvait réduite par l'épuisement de ses finances, par la perte de 200,000 hommes, et par l'énorme agrandissement de la France, au rang des puissances secondaires; l'étendue de son territoire; les ressources qu'offrait un peuple belliqueux qui pouvait en peu de temps remplir les vides occasionnés dans ses armées par six campagnes désastreuses; la bonté de ses soldats, les meilleurs peut-être de l'Europe; son influence sur le midi de l'Allemagne, celle qu'elle acquerrait en Italie en rentrant en possession de Mantoue et par sa renonciation au Brabant et au Milanais: tout se réunissait pour en faire encore une puissance formidable, qui pouvait, lorsqu'il lui plairait, maintenir la balance de l'Europe, ou la faire pencher en faveur de l'une des deux puissances prépondérantes à laquelle elle pouvait réunir ses armes.

La République française n'avait plus d'autres ennemis que le Portugal et l'Angleterre. Le Directoire, enivré des succès qu'il avait obtenus, avait commis la faute de se refuser à faire la paix avec le Portugal, en y mettant un trop haut prix, et en congédiant ses ambassadeurs d'une manière aussi impolie qu'humiliante. Il avait forcé cette puissance à resserrer

ses liens avec l'Angleterre, et à lui remettre ses ports ; ce qui mettait celle-ci à même de bloquer les ports espagnols.

La Grande-Bretagne, victorieuse sur mer comme la France l'était sur terre, n'ayant d'autres alliés que les flots et les vents qui la garantissaient de toute invasion, florissante au milieu de la guerre qu'elle avait soutenue par ses finances pendant cinq ans, l'Angleterre voyait chaque année son commerce combler le déficit de ce qui lui en coûtait pour supporter cette mémorable lutte, dans laquelle elle se voyait, sans inquiétude, obligée d'agir seule.

Cependant l'hydre de la révolte toujours étouffé, renaissait continuellement en Irlande, et faisait craindre un bouleversement général. Un esprit d'apathie et de découragement se manifestait même en Angleterre avec des symptômes alarmans. Son crédit baissait ; l'Etat ne pouvait plus emprunter qu'à un ruineux intérêt, ce, qui provenait d'une baisse rapide et sans exemple des fonds publics. La banque, jusqu'alors florissante, suspendit ses paiemens ; et au lieu d'offrir son crédit au Gouvernement, elle lui demandait le sien : enfin

une révolte régulièrement organisée eut lieu sur la flotte.

Heureusement pour l'Angleterre *et pour le monde*, la Grande-Bretagne avait un souverain d'un caractère énergique, et un ministre qui semblait avoir en partage le génie de sa nation; génie qu'animaient les obstacles et qui finissait par les surmonter; qui, constant dans ses projets, savait tirer parti des difficultés elles-mêmes; en un mot, pour qui Tite-Live semble avoir dit : *Impedimentum pro occasione arripiebat*. Il trouva bientôt moyen de dissiper les alarmes que la situation des affaires avait pu faire naître parmi les amis de l'ordre et de leur pays. Elevant son courage à mesure que celui des autres baissait, et trouvant des moyens de salut où d'autres ne voyaient que des causes de destruction, il parvint en peu de temps à faire revivre l'esprit public, à réveiller l'énergie chez tous, à ranimer la confiance de la nation, à rétablir le crédit de la banque, à faire hausser les fonds publics, à calmer l'insurrection de la flotte, et à préparer les moyens d'étouffer celle d'Irlande. Il sut faire naître de cet événement un bien, en provoquant l'heureuse union de ce royaume à celui de la Grande-Bretagne.

Cet orage passager éclaircit l'horizon politique de l'Angleterre ; chacun vit plus distinctement sa position , ses devoirs et ses intérêts. Le patriotisme le plus vrai éclata de toute part , et toutes les classes des citoyens en donnèrent les plus généreux témoignages , en contribuant , par des sommes considérables , à la défense de l'État. Le corps politique se releva aussi en proportion de ce qu'il avait été abaissé. Au moment où il déployait une nouvelle vigueur , le ministre , à qui on en devait le rétablissement , ne voulant laisser ni prétexte de plaintes , ni motifs de regrets , envoya à Paris le lord Malmesbury , chargé solennellement de traiter de la paix. Pendant que celui-ci cherchait en vain à ramener le Directoire à des vues modérées , l'Angleterre prouvait ailleurs que sa modération n'était pas causée par la faiblesse. De nombreuses flottes faisaient voile dans toutes les directions , à la recherche des derniers débris des marines française , espagnole et hollandaise. Les équipages qui les montaient , rendus à eux-mêmes et à leur obéissance accoutumée , brûlaient du désir d'effacer leur conduite récente , et de laver dans leur propre sang et dans celui de leurs ennemis , le tort qu'ils avaient fait à leur pays.

Ils y réussirent glorieusement peu après dans un combat contre les Hollandais, que l'amiral Duncan défit complètement.

Telle était la situation de l'Europe après la conclusion des préliminaires de Leoben, que Buonaparte ne perdit pas un seul instant à faire exécuter. Au moment même où il écrivait au prince Charles pour lui faire la proposition de traiter, il méditait de sacrifier la République vénitienne à l'existence de celles qu'il avait fondées en Lombardie, et d'offrir son territoire à l'Empereur, en échange de celui qu'il lui avait enlevé. L'impossibilité de justifier une usurpation aussi notoire, n'aurait pas permis à l'Autriche de s'emparer du territoire de Venise par le droit du plus fort. Mais Buonaparte pensait que, bien qu'elle pût avoir quelques scrupules à s'emparer elle-même des dépouilles d'un allié, elle en montrerait moins à les recevoir de la main d'un ennemi; et que s'il consentait à se charger de l'odieux d'une semblable mesure, la cour de Vienne consentirait ensuite à en recueillir le fruit.

Nous avons vu que, peu après que le général Loudon eût obligé le petit corps français laissé sur l'Adige à se renfermer dans les châteaux de Vérone, les habitans de la Terre-

Ferme ne voyant revenir que les 3,000 hommes de la division Joubert, et croyant que tout le reste avait été exterminé, suivirent l'exemple des Tyroliens. Ils s'armèrent de tous côtés, massacrèrent ou firent prisonniers tous les petits détachemens français qu'ils rencontrèrent, et contraignirent le général Balland qui commandait à Vérone, de chercher un asile dans les châteaux, après avoir vu une partie de ses troupes tomber entre les mains du peuple de cette ville. Du 14 au 20 avril, il y eut plus de 40,000 paysans sous les armes. Le général Balland, bloqué par les insurgés et par le général Loudon dans la citadelle de Vérone, fut obligé de conclure avec celui-ci un armistice de six jours, pour capituler.

Sur ces entrefaites, le général Kilmaine qui commandait en Lombardie, ayant été instruit de ce qui se passait, avait rassemblé ses troupes le 12 avril, et s'était porté sur l'Adige.

Le 14, les Français campèrent dans le Bergamasque et le Bressan ; après s'être réunis à ceux du parti révolutionnaire dans ces deux provinces, ils attaquèrent ensemble, prirent et pillèrent la ville de Salò après plusieurs actions très-vives : de là ils marchèrent en toute hâte vers l'Adige, où ils arrivèrent le 21, lais-

sant sur toute leur route de funestes traces de leur passage. Le 23, le général Kilmaine se trouvait avoir soumis toute la rive droite de l'Adige, et s'était porté sur Vérone.

D'après ce qui se passait, le général Augereau qui commandait entre l'Adige et la Piave, alarmé de la rapidité de cette formidable insurrection, fit paraître une proclamation modérée, par laquelle il offrait un armistice aux insurgés, leur promettant l'oubli du passé et enjoignant aux habitants de rentrer chez eux. Cette démarche, dictée par le danger où se trouvait l'armée française, n'avait pour but que de donner à Buonaparte le temps de faire arriver son armée qui rétrograda à marches forcées par la Styrie et la Carinthie, après s'être emparée, en passant, des États vénitiens, et en laissant partout des garnisons, des commandans, des municipalités.

Buonaparte qui avait déjà résolu la destruction de la République de Venise, saisit le prétexte de la légère opposition qu'avait éprouvée la révolte des patriotes dans le Bressan et le Bergamasque au mois de mars, pour écrire le 10 avril, de son quartier-général de Judenburg au Doge, une lettre menaçante où il accusait le sénat de perfidie et d'avoir violé sa neutralité.

Le sénat effrayé de la tempête dont la République était menacée, chercha à l'apaiser par sa soumission, et adressa le 15 avril, une lettre au général français, par laquelle il désavouait la seconde insurrection de ses sujets, qu'il attribuait aux désordres des temps. Il fit valoir les efforts qu'il avait faits pour l'étouffer, et lui donnait à entendre, d'une manière soumise et respectueuse, que l'insurrection ayant commencé dans les provinces au-delà du Mincio, distraites par Buonaparte lui-même des États vénitiens, le sénat ne pouvait pas être responsable d'une insurrection qui était dirigée contre lui-même, et surtout des excès commis contre les Français après qu'elle avait eu lieu. Cette lettre fut remise à deux députés chargés de négocier avec le conquérant, et de l'adoucir s'il était possible.

Le 12 avril, le sénat adressa une proclamation à ses sujets, dans laquelle il désavouait, comme fausse et séditeuse une autre proclamation datée du 12 mars, que l'on avait fait circuler pour exciter le peuple à se soulever contre les Français. On a su depuis que cette dernière adresse avait été faite par les Français, et imprimée à Milan. Buonaparte en est pour ainsi dire convenu lui-même, dans une lettre

qu'il adressa au sénateur Battaglia à qui on avait attribué cette proclamation, lettre qui n'a pas été rendue publique, mais dont quelques personnes ont eu connaissance.

Les députés du sénat rencontrèrent à Gratz le général français, dont l'armée était en pleine retraite; car après la signature des préliminaires, il n'avait pas perdu un seul instant à se retirer de la situation périlleuse où il se trouvait. Quoique le sort de Venise fut sans doute déjà décidé dans sa pensée, il se borna à recevoir froidement les députés, et à exiger d'eux que les troupes levées, l'année précédente, fussent désarmées et licenciées.

A peine eut-il cependant rassemblé une partie de son armée dans le Frioul, qu'il jeta le masque avec autant de hardiesse qu'il avait peu montré de bonne foi dans ses dernières négociations. Le 3 mai, il publia à Palma-Nuova une déclaration de guerre formelle contre la République de Venise, fondée sur quinze griefs qui nous rappellent ceux du loup dans la fable du *Loup* et de l'*Agneau*. Il ne s'en tint pas à des menaces, il prit possession, dans l'espace de quelques jours et sans aucune résistance, de tous les états de la Terre-Ferme.

Le 11 mai, les sénateurs convoqués extraor-

dinairement, présumant sans doute que Buonaparte était dans l'intention d'opérer une révolution, et se flattant qu'ils pourraient la prévenir ou du moins en diminuer la violence, en la faisant eux-mêmes, déclarèrent que le gouvernement qui avait existé jusqu'alors était à charge au peuple, et ne s'accordait pas au temps ni aux circonstances; tous les sénateurs résolurent, à une majorité de 740 voix contre 5, de se démettre de leurs fonctions et de leur autorité, et de requérir l'entrée des Français à Venise pour y maintenir le bon ordre.

Le même jour, le Sénat fut remplacé par une Municipalité démocratique, composée de soixante individus de tous rangs et de toutes nations, de Grecs, de Juifs, d'ex-Nobles, d'artisans, tous vraisemblablement le rebut de leur pays et de leurs professions.

Le nouveau Gouvernement s'empressa d'annoncer au peuple son installation, qu'à l'exemple des Français, il appelait l'un des bienfaits de la liberté et de l'égalité, et proclamait en même temps la doctrine du devoir sacré de l'insurrection et de la souveraineté du peuple. Mais *la populace* de Venise, attachée à son ancien Gouvernement, sous lequel elle avait été si heureuse, et peut-être le seul de tous les

peuples du continent qui eut le bon sens de sentir son bonheur et d'en être reconnaissant, était trop peu familière avec l'évangile philosophique de Sieyès, pour ne pas l'interpréter de travers. Le premier usage que cette populace fit du droit de souveraineté et d'insurrection, fut de se soulever contre ceux qui le lui avait procuré.

A peine ces proclamations furent-elles affichées le 12 mai, que le peuple devint furieux. Il les arracha, se porta en foule chez les officiers municipaux qu'il maltraita; il arbora le pavillon vénitien au milieu de la grande place, qui retentit des cris de *viva S.-Marco*, cris que tous les assistans furent obligés de répéter. La populace jointe à un grand nombre de Sclavons, s'empara de l'arsenal, équipa des embarcations montées de canons, et fit des préparatifs de défense contre les Français. Venise se vit sur le point d'être ensevelie par le désespoir et la fureur de ses habitans, sous les ruines de son Gouvernement. Cependant les insurgés, dans leurs plus grands excès, respectèrent les droits des nations, et l'hôtel du ministre de France fut épargné.

Les négocians, les artisans, les membres même du précédent Gouvernement, alarmés

par le tumulte et la confusion qui régnaient à Venise, jugèrent à propos de hâter la fin de cette crise, en invitant les Français à accélérer leur arrivée. Ceux-ci débarquèrent le 16 sur la place Saint-Marc, au nombre de 2 à 3,000 hommes, prirent possession, sans la moindre résistance, de l'arsenal, du port et des postes principaux; car la terreur succéda bientôt au premier mouvement de fureur parmi la populace, qui se vit abandonnée par ceux dont elle était portée à défendre les droits.

La Municipalité, choisie au nom du peuple, fut installée par le général français. Elle prit les mesures nécessaires pour faire restituer, autant que possible, les propriétés qui avaient été pillées dans la journée du 12. Afin de calmer l'esprit public, elle publia une proclamation dans laquelle elle s'exprimait avec modération, et même en termes honorables pour l'ancien Gouvernement; elle promettait d'accorder des pensions aux ex-nobles peu fortunés, rehaussait le mérite de leur démission, s'engageait à maintenir dans leur état actuel la banque, l'hôtel des monnaies et l'échiquier; elle reconnaissait la dette publique, et faisait la promesse de s'occuper des moyens de l'acquitter.

Le 14 mai, le Doge et les Nobles renouve-

lèrent la renonciation de leurs titres et de leurs dignités. La dénomination de citoyen remplaça le titre d'excellence. Les députés conclurent avec Buonaparte, au nom de la nouvelle République, un traité par lequel il fut stipulé que la Terre-Ferme et le port de Venise seraient occupés par les Français, jusqu'à ce qu'on eût arrêté quelque chose de définitif sur l'établissement du Gouvernement; que la flotte et l'arsenal seraient à la disposition des Français; qu'il leur serait payé une contribution de 80 millions; que le Gouvernement serait démocratique, et que toutes les personnes arrêtées pour opinions politiques, seraient mises en liberté.

L'État vénitien, livré pendant trois mois à tous les excès d'une révolution, présentait le spectacle le plus affligeant. L'anarchie achevait ce que le feu et le fer avaient épargné. Venise, peu auparavant si belle et si riche, dépouillée de sa marine marchande et militaire, de ses trésors accumulés pendant un espace de trois cents ans, de ses riches établissemens, de ses monumens des arts qui étaient aussi des monumens de sa gloire, de ses curiosités scientifiques et littéraires, en proie à la misère et à la famine, n'offrait plus que l'ombre de sa

grandeur passée. C'est ainsi que fut détruite la splendeur de cette superbe cité, fondée au cinquième siècle, et qui présentait au milieu des flots, un refuge aux habitans infortunés de ces contrées; d'une ville dont l'empire s'étendait sur une partie de l'Italie le long des côtes de l'Adriatique, sur la Morée et sur les îles de l'Archipel; qui conquist au treizième siècle la capitale de l'Empire d'orient, et qui fut pendant long-temps le centre et le dépôt de tout le commerce du monde. Ainsi s'écroula ce Gouvernement, le plus ancien de l'Europe, qui avait subsisté pendant plus de treize siècles, qui en avait vu six s'écouler sans éprouver aucun changement dans ses institutions; ainsi fut rayée d'un trait de plume de la liste des puissances, cette République illustre par son gouvernement, la sagesse de ses lois, le bonheur et la fidélité du peuple qui la composait (1). Nul doute que cet ancien asile des beaux arts, des sciences et du commerce, qui

(1) Cette violente sortie ne s'adresse plus aujourd'hui à la France. Il sera curieux de voir comment l'auteur la modifiera, s'il arrive que l'on fasse en Angleterre une autre édition de son ouvrage.

y fleurirent si long-temps sous le règne de la paix et de l'aristocratie, placé au milieu des Républiques Cispadane et Transpadane, ne parût au conquérant Corse un scandale politique, qu'il ne lui était pas permis de souffrir.

On vit enfin, pour fournir un chapitre de plus à l'histoire des vicissitudes humaines, tomber dans l'espace de quelques jours, sans effort et sans commotion, sous le poids du fanatisme philosophique du dix-huitième siècle, un État qui, au quinzième, avait servi à l'Europe de boulevard contre le fanatisme superstitieux des Ottomans (1).

(1) C'est de ce Gouvernement paternel que Montesquieu a dit : « Dans les Républiques d'Italie où la puissance législative, la puissance exécutrice et celle de juger sont réunis, la liberté se trouve moins que dans nos monarchies. Aussi le Gouvernement y a-t-il besoin, pour se maintenir, de moyens aussi violens que le Gouvernement des Turcs : témoins les inquisiteurs d'Etat, et le tronc où tout délateur peut à tous les momens jeter avec un billet son accusation.

» Voyez quelle peut être la situation d'un citoyen dans ces Républiques. Le même corps de magistrature a, comme exécuteur des lois, toute la puissance qu'il s'est donnée comme législateur ; il peut ravager l'Etat par ses volontés générales ; et comme il a encore la puissance de juger, il peut détruire chaque citoyen par ses volontés particulières. »

Quant à l'affection des sujets pour la République, on sait quel était le système du Gouvernement à cet égard ; c'était, comme le dit Amelot de la Houssaye, *d'avilir le peuple pour le rendre obéissant, de lui permettre les plaisirs les plus illicites pour le distraire de tout projet de révolte, afin de lui faire prendre pour liberté le plus odieux libertinage.*

Note du Traducteur.

CHAPITRE X.

LE Directoire refuse de ratifier tous les articles du traité de Léoben. — La continuation de la paix devient par conséquent douteuse. — Les Républiques de Gênes et de Lucques se révolutionnent. — Préparatifs pour révolutionner le reste de l'Italie, différés. — La guerre paraît de nouveau sur le point d'éclater entre l'Autriche et la France. — Les négociations se continuent à Udine. — Il s'élève de nouvelles difficultés. — La paix est enfin conclue à Campo-Formio, le 17 septembre 1797. — Substance des articles secrets et publics de ce traité.

PENDANT que les commissaires français achevaient de dépouiller Venise, une partie de leur armée s'emparait, presque sans résistance, de la Dalmatie et du Frioul. En même temps, d'autres troupes, embarquées sur des vaisseaux vénitiens, se rendaient, avec la même facilité, maîtresses des îles de l'Adriatique et, entre autres, de Corfou, la clef du golfe dont le port excellent contenait une partie de la flotte vénitienne, les arsenaux et les magasins maritimes de cette République. Buona-
parte abandonna à ses lieutenans une con-

quête aussi facile. A cette époque , des intérêts plus importans l'occupaient ailleurs.

A mesure que son armée évacuait les provinces autrichiennes, elles étaient réoccupées par les troupes de l'Empereur qui couvraient les provinces du Frioul et la Dalmatie vénitienne. Ces troupes avaient même cherché à s'emparer, dans ce dernier pays, de quelques postes avantageux ; elles y avaient été engagées par les habitans dont l'aversion pour les Français était extrême.

Lorsque le cabinet de Vienne fut remis de la terreur que lui avait causée la marche triomphante du vainqueur de l'Italie, et qu'il vit les Alpes entre lui et ces légions naguère si redoutables, il se montra moins docile à souscrire aux conditions que Buonaparte croyait n'avoir plus qu'à dicter ; il espéra même pouvoir recouvrer par des négociations et des arrangements, ce qu'il avait perdu par le sort des armes.

D'un autre côté, la majorité du Directoire, cédant à l'influence de Buonaparte, soutenue de l'opinion publiquement connue de Carnot et de Barthélemy, avait ratifié le traité de Léoben ; mais elle refusa de le mettre à exécution, et surtout de rendre Mantoue à l'Empe-

reur ; ce qui donna matière à de nouvelles négociations.

Buonaparte , parfaitement instruit des prétentions opposées des deux puissances , s'apercevait qu'il serait peut-être obligé de remettre une seconde fois au sort des armes la décision des points en contestation , et que ce ne serait que par la force qu'il parviendrait à obtenir de la maison d'Autriche, les sacrifices qu'exigeait l'ambition du Directoire. Averti par le danger auquel l'avait exposé l'insurrection de Venise , lorsqu'il se trouvait engagé dans les défilés des Alpes , il voulut au moins mettre à profit le temps employé aux négociations , pour achever de révolutionner l'Italie , et pour mettre fin aux inquiétudes que pouvaient lui donner ses derrières ; et comme on était pour ainsi dire convenu que l'on abandonnerait , en cas d'une paix définitive , la partie nord-est de l'Italie à l'Autriche , il jugea qu'il était important de fonder , sans retard , la démocratie dans le sud. En même-temps qu'il révolutionnait Venise , il préparait le même sort à Gênes.

Gênes , sur laquelle les rois de Sardaigne avaient , pendant long-temps , porté un œil d'envie , et qui se ressouvenait encore d'avoir vu les

Autrichiens dans ses murs en 1741, redoutait, depuis le commencement de la guerre, les succès des Alliés, et favorisait, par des secours secrets, la cause de la France. Ses ports avaient été ouverts aux corsaires républicains, et son pavillon, aussi bien que la position de ses côtes, avaient protégé l'approvisionnement supplémentaire du sud de la France et de l'armée française d'Italie, pendant plusieurs années de disette. Quoique Gênes eût conservé, en Italie, une neutralité apparente depuis les succès des Français, elle n'en était pas moins dévouée à la République. Elle vit, sans se plaindre, son territoire occupé par les troupes françaises; elle ferma, à la première réquisition qui lui en fut faite, son port aux Anglais, renvoya l'ambassadeur impérial, paya un subsidé de quatre millions, et fournit des approvisionnemens en tous genres, pour prix d'un traité d'alliance: en un mot, elle supporta, sans murmurer, toutes les oppressions de la Convention et du Directoire. Comment donc ne pas croire que le Sénat de Gênes, qui avait si bien mérité de la République, ne serait pas épargné? Mais l'un des principes du système révolutionnaire était de ne rien laisser subsister de ce qui avait existé avant, et toute la sou-

mission du Sénat ne retarda pas d'un seul instant le sort qui lui était réservé. Les agens du Directoire avaient depuis long-temps préparé cette révolution , en formant à Gènes des clubs jacobins , sur lesquels le Sénat ferma les yeux ; et tout était prêt pour l'exécuter aussitôt que le signal en serait donné au Luxembourg. Le *Rédacteur*, journal officiel de ce cabinet , annonça que les Génois n'avaient pas de constitution , et que leur Gouvernement oligarchique persistait obstinément dans l'exercice d'un pouvoir arbitraire. Dès cet instant sa condamnation fut prononcée.

Le ministre Faypoult , qui fut chargé de la faire mettre à exécution , excita , les 21 et 22 mai , une révolte à l'aide de 7 à 800 Français, Génois ou révolutionnaires Lombards , qui , sous la protection de la République française , se déclarèrent , *le peuple de Gènes en insurrection contre l'oligarchie*. Ils abolirent les impôts , déposèrent les magistrats et en élurent de nouveaux parmi les conspirateurs ; ils s'emparèrent , sans opposition , du port , de l'arsenal et des postes. Intimidé par cette révolution , le Gouvernement , après avoir inutilement cherché à ramener à l'ordre les insurgés qui reçurent avec mépris toutes ses proposi-

tions , réclama la médiation de Faypoult , et se disposa à abdiquer ses pouvoirs. Ce fut en vain que les véritables habitans de Gênes , les ouvriers , les artisans , les négocians , les propriétaires , provoqués par l'audace des factieux , demandèrent des armes au pusillanime Sénat. Abandonné par ses magistrats, *ce peuple fidèle*, n'écoulant que sa fureur et son désespoir, se porta à l'arsenal dont il brisa les portes que gardaient les Jacobins , s'arma au nombre de 15,000 hommes , qui sortirent en criant : *Viva Maria ed el Principe*, et jurèrent sur leurs canons qu'ils délivreraient leur pays. Les révolutionnaires furent attaqués , chassés et dispersés de tous côtés. Tous les postes qu'ils avaient enlevés furent repris, et les libérateurs vinrent se présenter au Doge , en ne lui demandant d'autre récompense que l'honneur de baiser sa main. Le lendemain , 25 mai , 50,000 paysans armés affluèrent dans la ville pour concourir au soutien de l'Etat et de la Constitution. Ils achevèrent de dissiper le reste des factieux , et enfoncèrent les portes de la maison d'un nommé *Morando*, employé par Faypoult. On trouva dans cette maison , où avait siégé le club des frères et amis , une liste de 1,200 partisans , une autre d'une proscription future, et

enfin une troisième de personnes suspectes ; car, là comme ailleurs , les révoltés devaient employer les mêmes moyens pour proclamer , au nom du peuple , la légitimité de l'insurrection , les droits de l'homme , et le règne de la liberté , des vertus et de l'humanité.

Morando qui , à l'imitation de Marat , s'était déclaré président du peuple , se réfugia , avec ses complices , au palais de France. Ce palais avait également servi d'asile à Faypoult , qui se montra alors aussi craintif qu'il avait paru arrogant la veille , lorsque le Sénat effrayé alla réclamer sa protection. Il se hâta d'expédier des courriers au Directoire et aux généraux qui commandaient dans le voisinage. Ceux-ci , d'accord avec lui , croyant inutile d'user plus long-temps du stratagème de faire passer la volonté de quelques mal intentionnés pour celle de tout le peuple , résolurent de recourir à la force.

En conséquence de cette détermination , le général Rusca marcha sur Gènes à la tête d'une avant-garde que suivait la division Sahuguet , au nombre de 12,000 hommes , laquelle campa dans la vallée de Polcevera. Le 26 mai , un aide-de-camp de Buonaparte vint annoncer ses ordres au Sénat. Celui-ci voyant sa des-

truction certaine , se déterminà à se soumettre de bonne grâce , et rendit un décret qui autorisait trois de ses membres à se réunir au général Buonaparte pour réviser la constitution génoise , et y faire tous les changemens que prescrivait le système politique de l'Italie.

Buonaparte dicta ses lois en Souverain , et la République de Gènes cessa d'être comptée au nombre des puissances de l'Europe. Elle fut remplacée par une République *ligurienne*, composée de cinq directeurs , d'un conseil des anciens et des jeunes , etc. ; car le législateur universel de cette époque, l'apôtre du système qu'il avait consolidé par la force des armes en 1795 à Paris , et établi en Lombardie en 1796 , n'avait point encore découvert que ce système était aussi absurde qu'impossible à mettre en pratique.

La nouvelle République paya chèrement , comme on devait s'y attendre , sa régénération.

C'est ainsi que s'accomplit la révolution de Gènes , avec une facilité encore plus grande que celle de Venise. Le Journal officiel du Directoire disait que Buonaparte n'y avait contribué en aucune manière ; qu'il n'avait fait que protéger son établissement , après s'être

convaincu qu'elle s'était opérée par le vœu général du peuple.

La République de Lucques eut , à peu-près à la même époque , un sort semblable. Son opposition n'ayant pu la préserver du nouveau système politique , elle fut traitée comme Venise et Gènes. C'était du château de Montebello , où il avait modestement remplacé l'archiduc , gouverneur de Milan , que Buonaparte négociait avec les plénipotentiaires de l'Empereur , en même-temps qu'il propageait les principes de la révolution française en Italie , et que par ses intrigues il préparait ou achevait la destruction de tous les Gouvernemens qui auraient pu lui causer quelques inquiétudes en cas d'une rupture avec l'Autriche.

Le Piémont , la Toscane , Rome et Naples , après avoir échappé à la loi du vainqueur , semblaient destinés à succomber sous les machinations révolutionnaires. Déjà une grande fermentation s'était manifestée en Piémont , et menaçait d'une explosion prochaine. Les nobles étaient insultés au théâtre ; une formidable insurrection avait éclaté dans les environs d'Asti ; les murs de Turin étaient couverts de proclamations , dans lesquelles on invitait le peuple à embrasser la liberté : on avait fait

usage des mêmes moyens pour séduire les troupes. De pareils symptômes s'étaient manifestés en Toscane et dans l'État romain, où le parti républicain demandait ouvertement à être réuni à la République cisalpine. L'éloignement de Naples ne le préserva pas des commotions du volcan révolutionnaire. Les partisans secrets de la France, qui s'y trouvaient, profitèrent des embarras du Gouvernement, et travaillèrent avec une activité suivie à donner une tournure républicaine aux mécontentemens de la noblesse. Il est vrai que dans toute l'Italie, les prêtres et les moines jouissaient d'une entière liberté; mais des milliers de pamphlets les ridiculisaient et les calomniaient journellement. Ces pamphlets ne cessaient de publier tout ce qui pouvait les priver de leur influence sur l'esprit des peuples, et sapèrent ainsi les fondemens de la Religion.

Buonaparte secondait ces dispositions par de fréquentes tournées dans les pays révolutionnés, où on le haranguait et lui donnait des fêtes civiques; il profitait de toutes ces occasions pour accorder des audiences publiques aux députés des Jacobins des contrées environnantes, et pour recevoir leurs demandes d'union et de fraternité.

Enfin tout semblait annoncer que le moment était venu où le général français devait consommer ce qu'il appelait *le système politique de l'Italie*, c'est-à-dire, l'établissement d'une démocratie sur les ruines des Gouvernemens réguliers, lorsque la crainte d'une nouvelle rupture avec l'Empereur (rupture qui avait d'abord porté Buonaparte à adopter et à exécuter ce plan) le força de suspendre ses projets, et de différer pour quelques temps la ruine des Gouvernemens existans.

Nous avons déjà vu dans la première partie de ce volume, que la position critique où ce général se trouvait, et le danger auquel l'Empereur se croyait exposé, avaient, bien plus qu'aucune disposition réellement pacifique, amené la conclusion si précipitée de la convention de Léoben, qui fut peu après aussi défavorablement reçue par le cabinet de Vienne que par celui du Luxembourg. Le premier ne se trouvait pas satisfait de l'acquisition d'une partie de la République vénitienne ; l'autre abandonnait aussi à regret le projet d'étendre ses frontières au Rhin, et d'augmenter son influence en Allemagne par des démembrements et des sécularisations. Quoique les sollicitations des négociateurs et la joie des

*

peuples eussent d'abord engagé ces deux cabinets à ratifier cette convention, toujours est-il vrai qu'ils ne la considérèrent que comme une simple suspension d'armes, dont chacun voulait profiter pour recommencer la guerre avec de plus grandes espérances de succès.

Pendant que les conférences pour une pacification générale se tenaient à Montebello, entre le marquis de Gallo et le comte de Meerfeld, plénipotentiaires de l'Empereur, et Buonaparte, chargé des intérêts de la République; et tandis que celui-ci travaillait secrètement à révolutionner l'Italie, le cabinet de Vienne s'occupait à augmenter ses finances, à compléter et à discipliner son armée. Le dévouement des sujets de l'Empereur le mit bientôt à même de réparer les pertes qu'elle avait éprouvées; il eut en peu de temps de nouvelles troupes nombreuses et bien disciplinées. C'est alors que voyant toute l'étendue de ses ressources, il regretta doublement d'avoir laissé échapper l'ennemi, ou du moins de n'avoir pas profité de l'avantage que lui offrait sa position pour obtenir des conditions plus favorables. Loin de mettre son armée sur le pied de paix, il ordonna, au commencement de juin, qu'une partie de la levée gé-

nérale de la Hongrie se portât dans la Dalmatie vénitienne pour en prendre possession , pendant que l'autre se dirigerait vers les frontières de la Moravie. Il fit établir un camp de 24,000 hommes près de Gorice, et plusieurs bataillons furent envoyés sur les frontières du Frioul et de l'Istrie vénitienne.

Soit par un désir naturel d'achever une pacification qu'il avait commencée, soit à cause de l'état intérieur de la France, où la présence de son armée pouvait être nécessaire, Buonaparte commença, à cette époque, à souhaiter sincèrement la paix. Il se borna en conséquence, malgré les démonstrations hostiles des Autrichiens, à envoyer un courrier à Vienne avec la déclaration que si les troupes impériales faisaient un pas de plus en avant, il entrerait sur le territoire autrichien. Il ne négligea, jusqu'à la réponse, aucune des précautions qui pouvaient le mettre à même de recommencer la guerre avec succès. Il renforça son armée, forma des magasins, et fortifia Palma-Nuova et Osopo, deux forteresses qui couvraient le Frioul et servaient d'appui à son armée.

Sur le Rhin, les préparatifs n'étaient ni moins actifs ni moins alarmans; les deux puissances

y mettaient également à profit cette trêve momentanée.

Depuis le traité de Léoben, les armées de Hoche et de Moreau continuèrent d'occuper sur la rive droite du Rhin les positions qu'elles avaient lors de sa conclusion.

Le général Hoche fit fortifier les ponts de Neuwied et de Giessen, et d'autres points importans. Les bords de la Lahn étaient couverts de retranchemens et de batteries, et divers mouvemens des armées du Nord et de Sambre et Meuse, faisaient présumer que vers la fin de juin les hostilités recommenceraient. Il paraît même que les généraux avaient ordre de se porter en avant, et que le retour du courrier que Buonaparte avait envoyé à Vienne, devait décider la question de la paix ou de la guerre.

Les Impériaux, de leur côté, n'activaient pas moins vivement que les Français, les préparatifs qu'ils faisaient en Allemagne. La garnison de Vienne, les bataillons auxiliaires, les troupes provenant des levées générales faites dans les États héréditaires, se portaient chaque jour vers le Rhin et le Mayn, où l'on formait des magasins considérables; les équipages de l'archiduc avaient même déjà rejoint l'armée.

Cependant la cour de Vienne ne se croyant pas tout-à-fait en mesure de recommencer les hostilités, ou espérant pouvoir obtenir par des négociations ce qu'elle avait en vue, ne voulut pas rompre celles qui étaient commencées. Elle satisfit Buonaparte à l'égard des mouvemens de troupes qui lui avaient donné de l'ombrage, et les négociations furent reprises à Udine et suivies avec plus d'activité qu'auparavant.

Jamais négociations n'offrirent peut-être un champ plus vaste aux spéculations politiques, puisque leur objet était d'établir une nouvelle base pour la balance du pouvoir en Europe. Après trente années de convulsions, le traité de Westphalie la fixa au milieu du dix-septième siècle, en pesant avec discernement les intérêts des petits et des grands États, ainsi que ceux des protestans et des catholiques; car telle était la division des intérêts politiques de l'Europe à cette époque; mais, à la fin du dix-huitième siècle, de nouveaux intérêts, de nouvelles puissances s'étaient élevés; il était donc devenu indispensable, pour donner une paix solide à l'Europe, d'établir une balance entre la démocratie et la monarchie, et de satisfaire l'ambition des grandes puissances aux dépens des petites.

Il paraît, d'après le peu qui a transpiré des conférences d'Udine, que c'était là, le principe, la base et l'objet des négociations suivies dans cette ville. Chacune des puissances belligérantes mit en avant plusieurs projets de cette nature; on les passera sous silence, parce qu'on ne possède encore aucun document authentique à ce sujet. Les seuls mémoires de Carnot ont jeté quelque jour sur ces mystérieuses transactions. On a tout lieu de croire que ces puissances s'entendirent bientôt, ou que du moins elles avaient l'espoir d'en venir à un prompt arrangement sur tout ce qui regardait l'Allemagne. Elles n'étaient guère divisées que sur un seul point, la restitution à l'Empereur de la place de Mantoue, que le Directoire, malgré la convention de Léoben, persistait à garder comme servant de barrière à la République cisalpine.

Le parti qui, à Vienne ainsi qu'à Paris, était porté à la paix, proposait constamment de nouveaux moyens de conciliation qui étaient aussitôt rejetés. En France, ce parti avait pour chefs Carnot et Barthelemy. Ils sentaient tous deux de quelle importance la paix était pour la République; ils pensaient que les préliminaires de Léoben étaient assez avantageux

pour pouvoir servir de base à un traité définitif, et désiraient que les conditions qui y étaient stipulées fussent observées. Carnot a même déclaré publiquement qu'il croyait ce traité préférable à celui de Campo-Formio, et que le Directoire aurait pu faire la paix cinq mois plutôt aux conditions convenues ensuite. Parfaitement au fait du désordre des finances et de l'épuisement des ressources, connaissant tous les maux de la France, Carnot était convaincu que le renouvellement des hostilités pouvait, d'après ses propres expressions, *rendre de nouveau l'existence de la République problématique*, et qu'une paix, pour être durable, devait offrir aux peuples conquis, des conditions qui ne fussent pas onéreuses. Au lieu de pousser l'Empereur au désespoir en lui imposant des clauses ruineuses, il pensait, au contraire, qu'il fallait exciter son ambition en lui donnant une partie des dépouilles de l'Europe, afin de l'intéresser au maintien de ce que la France aurait acquis. Buonaparte était du même avis.

Ces deux personnages animés du désir de concilier les intérêts de l'Empereur avec ceux de la République, voulaient convertir en un traité définitif les préliminaires de Léoben,

qui stipulaient que Mantoue serait rendue à l'Empereur, et Venise réunie aux nouvelles Républiques.

Buonaparte assurait que pour ce qui était de l'indépendance de la République cisalpine, Pizzighetone pouvait avantageusement remplacer Mantoue. Carnot voulait, en outre, que pour opposer à l'Empereur une barrière encore plus formidable en Italie que la République cisalpine, on donnât au duc de Parme les légations de Bologne et de Ferrare, et le Modenois, en échange de la Floride et de la Louisiane, qui étaient à charge au roi d'Espagne, et qu'il aurait volontiers cédées pour procurer un établissement à l'Infant-Duc. Par ce moyen, le roi d'Espagne, qui se serait trouvé grandement intéressé dans les affaires d'Italie, aurait contrebalancé l'Empereur; et son alliance, encore très-précaire avec la France, aurait acquis plus de stabilité par la nécessité où il eût été de faire cause commune avec elle en Italie. De son côté, la France se serait entrée en possession de l'un des pays les plus beaux et les plus importants du nord de l'Amérique, et l'aurait républicanisé; elle se serait procurée à-la-fois des positions militaires dans le golfe du Mexique, et les moyens de

s'approprier un jour le commerce de ce vaste royaume; elle aurait attiré à elle les habitans d'origine française, auquel le joug espagnol était on ne peut plus odieux, et se serait acquis ainsi une grande influence dans l'Amérique septentrionale.

L'obstination que mettait la majorité du Directoire à garder Mantoue, déjoua ce plan assez spécieux. Carnot et Buonaparte avaient proposé de céder Venise en échange de Mantoue; mais le Directoire rejeta encore cette proposition (qu'il accepta cependant quelques mois plus tard), et il donna ordre au général en chef de l'armée d'Italie de recommencer les hostilités si l'Empereur refusait de remettre Mantoue.

Dans cette position, Buonaparte voyant une rupture inévitable et très-prochaine, fut obligé de s'arrêter dans sa carrière révolutionnaire, et de différer pour quelques temps la destruction des Puissances de l'Italie qu'il avait résolue en secret. En conséquence, il proposa au Directoire de confirmer les traités particuliers conclus avec les rois de Sardaigne et de Naples; et joignant la ruse d'un profond politique à la dissimulation d'un Républicain, il saisit toutes les occasions qui s'offrirent pour

assurer ces deux rois des intentions pacifiques de la République française.

Le Piémont se trouvait , à cette époque , agité par des insurrections et des mouvemens révolutionnaires que Buonaparte avait lui-même fomentés , et qui étaient les tristes avant-coureurs de la subversion de ce pays. Cependant , malgré les mesures adoptées par les émissaires français pour corrompre le peuple et l'armée , la majorité de la nation demeura dans l'obéissance et resta fidèle.

Buonaparte s'aperçut bientôt que la destruction de ce trône ne pouvait s'opérer que par la force. Craignant alors de ne pouvoir pas le renverser avec certitude , il jugea qu'il était à propos d'en suspendre , pour quelques mois , la chute , et d'obtenir , par une alliance de courte durée , que le roi de Sardaigne mît ses troupes et les ressources de son royaume à la disposition de la République. Mais ce qui serait à peine croyable , si le témoignage de Carnot lui-même ne venait à l'appui de cette assertion , c'est que le Directoire avait une telle soif de destruction , que Buonaparte , quoiqu'appuyé par Carnot , eût beaucoup de peine à obtenir son consentement à cet égard , et qu'il persista long-temps dans le dessein de

reprendre une autre fois les armes contre l'Empereur et contre les rois de Sardaigne et de Naples. Les raisons de Buonaparte prévalurent cependant : on l'autorisa à traiter , et, dès ce moment, les agens français en Piémont cessèrent d'exciter des troubles. Le général français désavoua et abandonna publiquement ceux qu'il avait mis en avant ; il fit plus : on arrêta par ses ordres, à Milau, l'un des principaux agens de l'insurrection préméditée. Il rendit satisfaction au roi de Sardaigne sur quelques griefs dont il avait à se plaindre ; il autorisa des sorties de grains des pays occupés par les troupes françaises, et publia divers écrits où il manifestait les sentimens d'amitié de la République pour Sa Majesté Sarde.

Ces mesures conciliatrices furent bientôt suivies d'un nouveau traité d'alliance offensive et défensive entre les deux puissances, traité qui mit tous les arsenaux et les troupes de la plus faible au pouvoir de l'autre. Buonaparte ayant ainsi assuré ses flancs et ses derrières, se prépara à reprendre les hostilités avec un nouveau surcroît de confiance.

Si les vues turbulentes du Directoire furent quelques temps contrariées par Buonaparte en

Italie, les généraux des armées du Rhin se montrèrent plus dociles. Afin de pousser à bout la patience de l'Empereur, et pour le forcer à recommencer la guerre ou à se soumettre aux conditions qu'il leur plaisait de lui imposer, ils donnèrent, vers la fin du mois d'août, ordre à leurs agens civils et militaires, de déposer les régences et les magistrats des électors ecclésiastiques. Encouragés par cet acte ostensible, et secrètement poussés par les Jacobins du pays, après avoir planté l'arbre de la liberté à Coblenz et à Cologne, ils proclamèrent, au commencement de septembre, la République cisrhénane, et rédigèrent, comme base de sa constitution, *le serment d'obéir aux lois de la République française, et d'exécuter fidèlement tous les ordres qui lui seraient expédiés en son nom, et de ne pas s'opposer à la propagation des principes de la liberté et de l'égalité.* Le Directoire protégea l'établissement de cette République de courte durée, par une proclamation dans laquelle il ordonnait à ses armées de se tenir prêtes à marcher pour punir (car telle était l'expression) l'Empereur d'avoir voulu tromper le Gouvernement français, qui avait accédé avec une si généreuse confiance au traité de Léoben.

La République cisalpine avait déjà recommencé les hostilités en prenant possession de vive force des fiefs impériaux situés entre la Toscane et le Bolonais. La République ligurienne en avait agi de même envers ceux de ces fiefs qui étaient à sa proximité; et Buonaparte s'étant établi médiateur entre les Grisons et leurs sujets de la Valteline, pour mettre fin à des troubles excités par lui, avait lui-même, d'un trait de plume, réuni à la République cisalpine cette importante vallée, la clef des Alpes et de l'Italie, et l'avait, sous ce prétexte, fait occuper par les troupes françaises.

Le congrès d'Udine se sépara le 11 septembre, et Buonaparte ayant concentré ses forces sur les frontières des États de Venise, avait établi son quartier-général à Passeriano jusqu'au retour du comte de Meerfeld, qui était allé porter son *ultimatum* à Vienne.

Confiant cependant dans les préparatifs formidables qu'il avait faits, l'Empereur ne s'effraya pas des menaces du Directoire. Les mouvemens de troupes et les ordres donnés de part et d'autre semblaient annoncer qu'on aurait encore une fois recours aux armes pour décider cette sanglante querelle. Mais une nou-

velle révolution avait eu lieu en France. Quoiqu'elle fut en faveur de ceux qui désiraient la continuation de la guerre, elle rendait toutefois l'emploi des troupes si nécessaire pour le maintien de la tranquillité intérieure, que le Directoire se vit obligé de conclure la paix.

Au moment où l'on s'attendait avec de justes craintes, à voir une nouvelle guerre éclater, toute l'Europe fut étonnée d'apprendre que le Directoire avait enfin cédé, que l'Empereur acceptait Venise au lieu de Mantoue, et que la paix avait été définitivement signée par les plénipotentiaires respectifs, le 17 octobre, à la maison de Plaisance de Campo-Formio.

Les principaux articles portaient :

1°. Que les Pays-Bas seraient cédés à la République française ;

2°. Que l'Empereur consentait à ce que les îles de l'Archipel et de l'Adriatique, appartenant à Venise, ainsi que tous les établissemens de cette République en Albanie, restassent au pouvoir des Français ;

3°. Que la République française consentait à ce que l'Empereur occupât et possédât, en toute souveraineté, les territoires de l'État de Venise situés sur l'Adige.

4°. Que le Milanais et le Mantouan seraient cédés à la République cisalpine ;

5°. Que la République cisalpine serait formellement reconnue ;

6°. Qu'il serait accordé une indemnité au duc de Modène dans le Brisgau ;

7°. Qu'un congrès serait réuni à Rastadt pour traiter de la paix entre la France et l'empire d'Allemagne.

Ce traité révolutionnaire contenait aussi plusieurs articles secrets, par lesquels l'Empereur consentait à ce que la France enlevât à l'Empire toute la partie qui est située sur la rive gauche du Rhin ; et où il était stipulé que les troupes impériales feraient leur entrée dans Venise le même jour que les Français feraient la leur dans Mayence. Indépendamment de cette répartition , ces articles contenaient la base d'un autre partage éventuel ; si c'est trop avancer que d'assurer qu'ils portaient le consentement de l'Empereur pour le renversement du Saint-Siège et de la Confédération helvétique , ainsi que pour d'autres révolutions qui ont éclaté depuis , on peut du moins dire que ce traité ne contenait aucune clause qui y fut contraire , ou qui put assurer la conservation des Gouvernemens existans.

Ces articles furent effectivement tenus secrets jusqu'au renouvellement de la guerre ; mais à cette époque le Directoire les rendit publics , dans le dessein de faire tomber l'odieux de l'agression sur la maison d'Autriche , d'exciter la Prusse contre elle , et d'empêcher les différens princes d'Allemagne de faire cause commune avec elle. Quoiqu'on ne puisse pas répondre de leur authenticité, on croit cependant devoir les insérer ici, puisqu'ils n'ont pas été officiellement démentis.

Art. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême , consent que les limites de la République française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée , et s'engage à employer ses bons offices , lors de la paix avec l'Empire germanique, pour que la République française obtienne cette même ligne ; savoir :

La rive gauche du Rhin depuis la frontière de la Suisse au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nêthe au-dessus d'Andernach, y compris la tête-de-pont de Manheim, sur la rive gauche du Rhin et la ville et forteresse de Mayence; l'une et l'autre rives de la Nêthe, depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Broch; de là une ligne passant par Senscherode et Boslar jusqu'à Kerpen, et de cette

ville à Hedensdorff, Blanhenheim, Marmagen, Foternich, Calegemard, y compris les arrondissemens et banlieues de ces communes, depuis les deux rives de l'Ottf jusqu'à son embouchure dans la Roër, les deux rives de la Roër, en y comprenant Heimbach, Nideckem, Duren et Yaliers, avec leurs arrondissemens, jusqu'à Limiech; de là, une ligne passant par Rossère, Arkelens, Dalinhilar, Pupetermol, Catelfort, Rudemberg, Haresloch (s'il se trouve dans la direction de la ligne), Ander, Heider, Kald-Kirchen, Wambac, Herringuem et Grotray, avec la ville de Venloo et son arrondissement; et, si malgré les bons offices de Sa Majesté Impériale, l'Empire germanique ne consentait pas à l'acquisition, par la République française, de la ligne de limites ci-dessus désignée, Sa Majesté l'Empereur et Roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée de l'Empire, que son contingent qui ne pourra être employé que dans les forteresses; sans que par-là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre Sa Majesté et la République française.

II. Sa Majesté l'Empereur et Roi emploiera également ses bons offices, ors de la pacification avec l'Empire :

*

1°. Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la République française et les Etats de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve , depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la République batave ;

2°. Pour que le possesseur de la partie allemande du Rhin , opposée à l'embouchure de la Moselle , ne puisse jamais , ni sous aucun prétexte s'opposer à la libre navigation ou sortie des bateaux , barques ou autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière ;

3°. Pour que la République française ait la libre navigation de la Meuse ; et que les péages ou autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Venloo jusqu'à son entrée sur le territoire batave , soient supprimés.

III. Sa Majesté l'Empereur et Roi renonce pour lui et ses successeurs , en faveur de la République française , à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

IV. Les pays que Sa Majesté l'Empereur et Roi doit posséder , en vertu de l'article 6 du traité patent définitif , signé aujourd'hui , serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patens dudit traité , et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de Sa Majesté impériale et royale occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article VI susdit.

V. La République française emploiera ses bons offices pour que Sa Majesté impériale et royale acquière en Allemagne l'évêché de Salzburg et la partie du cercle de Bavière, située entre l'archevêché, les rivières d'Inn et de Salz et le Tyrol, y compris la ville de Vasserberg sur la rive de droite de l'Inn avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises.

VI. Sa Majesté Impériale et Royale cédera, à la paix de l'Empire, à la République française, la souveraineté et propriété de Friechtal et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zarsach et Bâle; moyennant qu'à la paix susdite, Sa Majesté obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne, qui soit à sa convenance.

La République française réunira lesdits pays à la République helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourront prendre entre elles, sans porter préjudice à Sa Majesté l'Empereur et Roi, ni à l'Empire.

VII. Il est convenu, en outre, entre les

deux puissances contractantes, que, si lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la République française fait une acquisition en Allemagne, Sa Majesté Impériale et Royale doit également y obtenir un équivalent, et réciproquement.

VIII. Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant statthouder de Hollande.

Cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la République batave.

IX. La République française n'a point de difficulté à restituer au roi de Prusse les possessions sur la rive gauche du Rhin : en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse ; ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

X. Si le roi de Prusse consent à céder à la république française et à la République batave les petites portions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Lavenaër et autres possessions vers l'Issel, Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, emploiera ses

bons offices pour rendre praticables lesdites cessions , et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'exécution du présent article ne pourra détruire l'effet de l'article précédent.

XI. Sa Majesté l'Empereur ne s'oppose pas à l'usage que la République française a fait des fiefs impériaux en faveur de la République ligurienne ; Sa Majesté rénnira ses bons offices à ceux de la République française pour que l'Empire germanique renonce aux droits de souveraineté qu'il pourrait avoir en Italie , et spécialement sur les pays qui font partie des Républiques cisalpine et ligurienne , ainsi que sur les fiefs impériaux , tels que la Lunigiana et tous ceux situés entre la Toscane , les états de Parme , les Républiques ligurienne et lucquoise et le ci-devant Modénois , lesquels fiefs feront partie de la République cisalpine.

XII. Sa Majesté l'Empereur et la République française réuniront leurs bons offices , lors de la pacification de l'Empire germanique , pour que les différens princes et états dudit Empire qui se trouveront éprouver quelques pertes de territoire et de droits , en conséquence des stipulations du présent traité de paix , et enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire

germanique et particulièrement les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wurtemberg et Tech, le margrave de Baden, le duc de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau-Sarrebrach, de Salm-Kirburg, Lawenstein, Wertheim et de Wied, Kunckel et le comte de la Legen, obtiennent, en Allemagne, des indemnités convenables qui seront réglées d'un commun accord avec la République française.

XIII. Les troupes de Sa Majesté Impériale et Royale évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, les villes et forteresses de Mayence, Ehrenbreistein, Philisbourg, Manheim, Koenigstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses états héréditaires.

XIV. Les troupes de la République française évacueront également, vingt-deux jours après l'échange des ratifications du présent traité, la partie des pays vénitiens que doit occuper Sa Majesté Impériale, et notamment les forteresses de Oulma, Nava, Ozopo, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone.

XV. Il ne sera distrait aucune partie de l'ar-

tillerie qui se trouvait dans Mayence et dans les forteresses vénitiennes ci-dessus désignées au moment de leurs occupations par les troupes autrichiennes et françaises , ni rien changé à l'état actuel de leurs fortifications.

XVI. Les deux parties contractantes se promettent mutuellement , de la manière la plus obligatoire , de garder le plus profond secret sur les présens articles non-patens jusqu'après la ratification donnée par les deux Gouvernemens.

XVII. Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent , signé aujourd'hui. Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes , et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio , le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an VI de la République française , une et indivisible).

Signé BUONAPARTE ; le marquis de GALLO ;
LOUIS , comte de Cobentzel ; le comte de
MEERFELD , général major ; le baron DE-
GELMAN.

Telles étaient les conditions auxquelles on tâchait de se persuader, à Paris et à Vienne, que la paix de l'Europe pouvait être maintenue. On ne chercha pas à démontrer que ces articles n'étaient ni solides, ni désirables : leur insuffisance était visible, et les événemens subséquens l'ont assez prouvé. On croit plus à propos de faire quelques réflexions sur la nouvelle révolution qui venait d'avoir lieu en France, et qui avait déterminé le Directoire à conclure momentanément la paix avec l'Empereur. Il est nécessaire, pour mieux comprendre ces réflexions, de reprendre les choses de plus haut.

CHAPITRE XI.

SITUATION intérieure de la France, après la chute de Robespierre. — Journée du 13 Vendémiaire (4 octobre 1797). — Rupture des négociations à Lille. — Renversement du Gouvernement pontifical, et établissement de la République romaine.

LE 9 thermidor (28 juillet 1794) avait vu Robespierre tomber sous les coups de ses complices ; la France, revenue de la stupeur où l'avait plongée sa sanglante tyrannie , commençait à respirer. La République se trouvait alors partagée en trois factions. Celle connue sous le nom de *Thermidoriens* , était composée de révolutionnaires qui, voyant leur existence menacée par le tyran, avaient fait tomber sa tête, et qui, soutenus par leurs partisans , espéraient parvenir à faire tourner la révolution à leur avantage ; la seconde, consistait dans les débris du parti abattu de Robespierre, dont les adhérens prenaient exclusivement le nom de *Jacobins* ; la troisième faction était formée de la grande masse du peuple français , qui se trouvant lasse de la révolution , soupirait

après le moment de la voir finir, pour jouir en paix de ce que la nation aurait acquis ou conservé.

Ces trois partis s'entr'observèrent pendant quelques mois. Les Thermidoriens qui tenaient les rênes du Gouvernement, plus inquiets de la farouche activité d'un petit nombre de Jacobins brûlans de la soif du pouvoir et de la vengeance, que des plaintes insignifiantes des royalistes, des modérés, et autres mécontents (qui, bien qu'unis d'opinion, ne formaient cependant pas un parti), protégeaient ces derniers, afin d'obtenir leur appui contre les attaques imminentes des Jacobins. Celles-ci eurent lieu au mois de juin 1795, sous le nom de la *révolte du 30 prairial* (20 mai). Les faubourgs se soulevèrent contre la Convention, qui ayant depuis quelques temps prévu cette explosion, avait rappelé Pichegru pour tenir les factions en respect. On fit marcher la force armée contre eux; elle dispersa bientôt les rassemblemens organisés, mais elle ne put le faire sans effusion de sang.

Les Thermidoriens obligés, dans ce moment critique, de s'étayer du parti modéré, celui-ci participa à leur succès, et cessa d'être inactif. Soutenu par l'opinion publique,

et agissant sur elle, il manifesta ouvertement ses sentimens politiques, tant au Corps législatif que dans les Journaux, et demanda avec instance l'établissement d'une constitution qui pût mettre enfin la France à même de jouir de la liberté pour laquelle elle avait fait tant de sacrifices, et après laquelle elle avait si long-temps soupiré en vain. La Convention, méprisée comme l'instrument passif, et détestée comme l'instrument actif de la férocité de Robespierre, jugea, par la perte de sa popularité, qu'il était temps de mettre un terme à son règne.

Plusieurs comités où le parti modéré républicain avait la principale influence, comme il l'avait eue pendant plusieurs mois dans les affaires et dans les transactions de la République, s'occupaient avec activité de la rédaction de la nouvelle Constitution.

La Convention décréta enfin, dans les premiers jours de septembre 1795, la Constitution connue sous le nom de celle de *l'an 3*, qui semblait répnir les vœux de la grande majorité de la France, et qui, jugée avec impartialité, paraît moins absurde que toutes les autres, sans excepter même celles des philosophes et des beaux-esprits, de 1791, ou des théoris-

tes de la Gironde. Elle était aussi peu défectueuse qu'on pouvait l'attendre d'hommes agités par tant d'intérêts opposés, surtout dans un moment où toutes les passions étaient mises en jeu par le feu encore existant de la révolution. Mais en admettant qu'il eût même été possible que cette Constitution, cimentée par le temps et les habitudes du peuple, eût été suffisante pour établir un ordre permanent, et un Gouvernement régulier dans un empire aussi étendu que la France, et habité par un peuple livré à tant d'innovations (1); la raison, confirmée depuis par l'expérience, a assez prouvé qu'elle était tout-à-fait au-dessous de son objet dans cette circonstance. Aussi les Royalistes, les Jacobins et les Républicains en furent-ils également satisfaits; parce que chaque parti se flattait que l'insuffisance de la nouvelle Constitution fournirait aux uns ou aux autres l'occasion de recouvrer leur pouvoir.

(1) Nous avons substitué ici une expression convenable à un mot outrageant, auquel on ne doit d'autre réponse que le silence du mépris. N'est-ce donc que par des injures grossières qu'un écrivain anglais peut se procurer des lecteurs?

Comme nous l'avons remarqué , la Convention avait senti le besoin de terminer son règne. Cependant tous les Conventionnels n'étaient pas également disposés à se dépouiller de leur influence : outre l'amour du pouvoir naturel à tout homme qui en a joui, le parti qu'ils avaient abaissé manifestait un esprit de réaction qui faisait craindre de cruelles représailles aussitôt qu'ils auraient perdu leur autorité ; ils décrétèrent en conséquence , avant de se séparer, la fameuse loi du 3 brumaire, par laquelle le peuple libre, convoqué pour élire ses représentans , était dans l'obligation de choisir pour membres du Corps législatif deux tiers des anciens Conventionnels , et qui privait du droit d'élection et d'éligibilité ceux auxquels on avait pardonné, ainsi que les parens d'émigrés, c'est-à-dire , les chefs des Jacobins et des Royalistes.

Si cette loi n'avait fait qu'un badinage *des droits de l'homme et du citoyen*, dans un moment où on la publiait comme une préface de la Constitution , et comme devant lui servir de base, elle n'aurait fourni matière qu'à des chansons et à des libelles ; mais elle détruisait les espérances de deux partis puissans , qui se virent contraints de gémir sous

le joug d'hommes qu'ils méprisaient et détestaient également.

Cette loi , à peine connue , excita la clameur et l'indignation générale ; une grande fermentation se manifesta dans toute la République , et surtout à Paris. Les Conventionnels , ayant résolu de faire tête à l'orage , décrétèrent que la loi serait soumise aux assemblées primaires , comme une addition à la Constitution , et s'établirent examinateurs , et juges de l'acceptation du peuple français. La fermentation continuait cependant à augmenter. On passa bientôt des pétitions et des représentations aux invectives , et des invectives à l'insurrection. Les sections de Paris s'armèrent et marchèrent en masse contre la Convention , qui ne fut pas longtemps à prouver à ses adversaires qu'elle savait aussi bien prévenir qu'opérer une révolution.

Le parti des sections était dix fois plus nombreux que celui de la Convention ; mais il était composé d'élémens hétérogènes , sans chef , sans objet , sans plan ; tandis que le parti conventionnel formait un tout réuni , ayant à sa disposition la force armée , et familiarisé d'ailleurs aux événemens révolutionnaires.

Pendant que les orateurs haranguaient et que les sections délibéraient , la Convention ,

par un décret *caveant consules*, etc., investit Barras du pouvoir de les disperser par la force. Celui-ci fit choix de Buonaparte pour son lieutenant, et le chargea de l'exécution du décret. Buonaparte s'empessa d'obéir avec cette impétuosité et cette adresse auxquelles il a été depuis redevable de tant de succès. Pendant qu'il amusait les sections par des paroles conciliantes, il les entoura et les attaqua avec tant de vivacité, que l'avantage ne fut pas longtemps incertain. Les sections furent dispersées, et la Convention put sans obstacle promulguer de nouvelles lois, et organiser à son gré une nouvelle constitution.

Barras obtint en récompense une place au Directoire pour lui, et pour son lieutenant le commandement de l'armée d'Italie. Les Conventionnels, victorieux, se partagèrent toutes les places du Gouvernement. On convint que celles du Directoire, ainsi que toutes les autres plus élevées, ne seraient données qu'à ceux qui avaient voté la mort du Roi, autant pour accoutumer le peuple à voir en eux les fondateurs et les soutiens de la République, que pour protéger contre la haine générale les auteurs de cette action atroce, que les remords d'un peuple

repentant menaçaient à chaque commotion de sacrifier aux mânes de l'infortuné Louis XVI.

Comme on se l'imagine facilement, le Gouvernement mit à profit la victoire qu'il venait de remporter pour influencer les élections ; mais elle parut si odieuse, que l'effet qu'on en attendait fut en partie manqué.

Les plus déterminés Jacobins de la Convention furent exclus ; et quelques bons choix dans le nouveau tiers consolèrent le peuple de ceux que la crainte des soldats et des jacobins l'avait forcé de faire contre son inclination. Le nouveau Gouvernement était si peu populaire, que l'adroit Sieyes refusa une place dans le Directoire, et que Carnot, l'un d'eux, convint qu'ils eurent de la peine à trouver des domestiques.

Le premier soin du Directoire fut de poursuivre criminellement les auteurs des derniers troubles, qu'il désignait comme royalistes et comme ayant conspiré contre la sûreté de la nation. Mais l'opinion publique était tellement opposée à cette mesure, que toute la puissance du nouveau Gouvernement, aidée des menaces des Robespierristes avec lesquels il s'était coalisé, ne fut pas suffisante pour composer un seul jury à sa dévotion. Tous les juges,

en admettant que les accusés étaient convaincus des faits à leur charge, nièrent qu'il y eût conspiration, et conclurent par conséquent qu'il n'y avait pas de crime.

L'année 1796 se passa assez tranquillement. Les grands événemens militaires fixèrent seuls l'attention publique.

Le Directoire et les Jacobins s'étaient coalisés un instant, dans le mois d'octobre 1795, pour écraser les Modérés; mais il était impossible que les Thermidoriens et les Robespierriistes pussent être sincèrement réconciliés. Les deux partis s'observaient avec inquiétude et jalousie; et le Directoire, également odieux aux Jacobins et aux Modérés, ne pouvait se maintenir qu'en s'opposant aux uns et aux autres. Il pencha d'abord en faveur des premiers; mais la conspiration de Babeuf, appelée celle du *camp de Grenelle*, l'obligea bientôt de les traiter avec rigueur, et de se relâcher envers le parti contraire: celui-ci se conduisit alors avec prudence. Le nouveau tiers, dans les conseils, se trouvant en minorité, se conduisit aussi avec assez de circonspection, et se tint constamment au loin; et le peuple imitant son exemple, ajourna sa vengeance et la revendication de ses droits jusqu'aux pro-

*

chaines élections. Celles-ci eurent lieu au printemps de 1797. Toute la puissance et les intrigues du Directoire ne purent empêcher que presque tous les nouveaux députés ne fussent choisis dans le parti anti-directorial, et beaucoup parmi les anti-révolutionnaires ; au nombre de ceux-ci se trouvaient quelques royalistes, et même des émigrés.

Le Directoire s'attendant à une révolution de la part des sections qu'il avait opprimées pendant quinze mois, et qui venaient d'obtenir la majorité dans les deux Conseils, fit tout pour s'opposer à l'orage. Letourneur se trouvant le plus faible des cinq membres du Directoire, les autres s'arrangèrent, dit-on ; avec lui pour une certaine somme, et un diplôme d'ambassadeur. Il fut en conséquence décidé que le sort tomberait sur lui, et qu'il ferait place à un autre.

La première démarche du nouveau Corps législatif, fut d'appeler au Directoire Barthélemy, jusqu'alors principal agent diplomatique du Gouvernement français, qui ne l'avait employé que par besoin et avec défiance. Les traités qu'il avait conclus deux ans auparavant avec la Prusse et l'Espagne, lui avaient donné une espèce de popularité. Il paraît au reste

que, s'il a pris part à la révolution, il ne participa jamais aux horreurs qui se commirent.

Il était facile de prévoir que le parti du Directoire et celui de la majorité des Conseils, ne seraient pas long-temps en présence sans en venir aux mains. L'un était exaspéré par l'oppression à laquelle il avait été en butte, l'autre par celle qu'il avait exercée : tous deux ambitionnaient le pouvoir pour être à même d'user de représailles ou pour se mettre en sûreté, pour masquer leurs propres excès ou pour en commettre de nouveaux.

La voix publique appela de bonne heure à la présidence du Conseil des Cinq-Cents, le général Pichegru, que la jalousie du Directoire avait condamné à l'obscurité et à l'indigence, et qui était devenu odieux à cette autorité, par la raison qu'il en avait été maltraité.

Le nouveau président fit bientôt preuve, dans ce Conseil, d'autant de talent, de modération et de modestie, qu'il en avait montré à la tête des armées.

Tout l'été se passa à faire une guerre de plume et de paroles. Chaque parti poursuivait un système méthodique d'hostilités, et attaquait l'autre alternativement par des messages et des harangues. Si la majorité de l'opinion

publique était en faveur des Conseils, cet avantage était balancé du côté du Directoire par l'union, la connaissance des partis révolutionnaires, l'audace et l'indifférence sur le choix des moyens, la possession du pouvoir exécutif, et le dévouement de l'armée qui dépendait de lui.

Le parti anti-directorial était composé d'éléments mal assortis: il comptait un très-grand nombre de véritables Républicains ayant Carnot à leur tête. Ceux-ci désiraient sincèrement le maintien de la Constitution, et ne voulaient que prévenir les atteintes que le Directoire y portait par des coups d'autorité qui compromettaient à chaque instant la liberté civile et politique, et qui rendaient le Gouvernement odieux aux Républicains eux-mêmes. Dans ce parti se trouvaient ceux qui étaient mécontents pour quelque motif que ce fût; ceux à qui on avait refusé les places qu'ils avaient sollicitées; un petit nombre d'honnêtes gens sans ambition personnelle, à qui il répugnait de voir les emplois accordés à des hommes poursuivis par l'animadversion publique, et qui désiraient mettre un terme à la dilapidation des finances et aux exactions des agents du Directoire exécutif; une foule de victimes de

la révolution qui, sans désirer positivement la Monarchie, n'aimaient pas la République, parce qu'ils la confondaient avec les misérables qu'elle avait conduits au Gouvernement, et dont la puissance les privait même de l'espérance de jouir paisiblement de ce que la Révolution avait épargné; un certain nombre de nobles, d'ecclésiastiques, d'individus qui occupaient des emplois sous la Monarchie, mais qui, n'ayant pas eu le courage de la défendre, n'en désiraient que plus vivement le rétablissement; et enfin un petit nombre de royalistes actifs, mais inconsiderés, trop enclins à regarder leurs desirs comme des moyens, et qui perdaient, par leur impatience, ceux que le temps leur fournissait lentement.

Des élémens aussi hétérogènes, quoique soutenus par la faveur populaire et par des talens oratoires, ne pouvaient former qu'un parti peu formidable contre le Directoire, appuyé en même temps par les Jacobins et par l'armée. La haine et le mépris que cette autorité inspirait, étaient les seuls liens qui unissaient ses ennemis. Ils s'accordaient à l'attaquer, mais ils différaient quant au but et aux moyens à employer; et au lieu d'adopter un système vigoureux et bien

concerté, ils se contentaient de déclamer à la tribune, et d'annuler quelques lois révolutionnaires auxquelles les Républicains n'attachaient pas grande importance, et que le Directoire savait bien n'être pas nécessaires au maintien de son autorité.

S'ils avaient suivi ce plan avec persévérance, et avec modération, s'ils avaient eu la prudence de déguiser leurs vues, et la patience d'attendre que les nouvelles élections, en faisant sortir des Conseils tous les ex-conventionnels, leur eussent donné la majorité dans le Directoire, il est probable qu'ils seraient parvenus plus tard à bouleverser la Constitution, et à obliger les Républicains eux-mêmes de les aider à renverser la République; mais trop enorgueillis de la majorité qu'ils avaient obtenue, et du petit avantage qu'elle leur procura alors, ils cachèrent si maladroitement leurs desseins, que le Directoire jugea, au premier coup-d'œil, qu'il était perdu s'il ne les prévenait pas, en portant un coup décisif, avant les nouvelles élections. Il se hâta de plus en plus de faire cause commune avec les Jacobins. Loin de se laisser intimider, il répondit aux accusations par des récriminations, et aux attaques par des représailles : en outre, les

armées étaient commandées par des généraux qui lui étaient dévoués, et qui ne tardèrent pas à se déclarer en sa faveur.

Buonaparte, celui même qui, deux ans plus tard, priva si ignominieusement le Directoire de son autorité, fit présenter par chaque division de l'armée d'Italie des pétitions menaçantes contre les deux Conseils. Cet exemple fut suivi par les armées de Moreau et de Hoche. Celui-ci qui possédait toute la confiance du Directoire, fut chargé d'exécuter les mesures d'autorité qu'on allait prescrire. Il ordonna, sous différens prétextes, à des détachemens de son armée de marcher sur Paris; mais quelques imprudences qu'il commit, et que le Directoire fut obligé de désavouer, jointes à l'humeur qu'il témoigna de ce désaveu, lui firent préférer Augereau, que Buonaparte avait envoyé comme son commandant en second.

Les troupes environnaient déjà la capitale, et avaient franchi les limites prescrites par la Constitution. C'était avoir passé le Rubicon, et renoncé à la possibilité de revenir sur ses pas. L'impétuosité d'Augereau l'avait conduit à faire ce pas décisif, avant que le Directoire ne fût tout-à-fait prêt à exécuter ce qu'il méditait; et peut-être que si, dans ce moment, les

Conseils avaient rendu un décret d'accusation contre le Triumvirat, il aurait succombé sous ce coup d'autorité.

Mais loin d'adopter les moyens énergiques que la nécessité semblait prescrire pour la défense commune, les anti-directoriens, plus divisés que jamais à l'approche du danger, ne surent ni former un plan, ni convenir des mesures à adopter. Ils faisaient du bruit, ils déclamaient. Ils décrétèrent qu'on armerait la garde nationale; que des postes seraient établis à des distances convenables dans le cercle constitutionnel; en un mot, lorsqu'il fallait agir, ils ne firent que rendre des décrets et commettre des bévues. Quelques membres du Conseil voyant la crise s'approcher, insistèrent sur la nécessité de rendre le décret d'accusation. D'autres croyant qu'il n'en était déjà plus temps, proposèrent de se rendre en corps au palais du Directoire, d'y faire arrêter le Triumvirat; de l'envoyer à l'échafaud, et de publier ensuite les preuves de sa conspiration. Mais ces mesures vigoureuses étaient combattues par des esprits timides, par des Republicains qui aimaient les formes et avaient des scrupules, et par des orateurs dont les harangues n'étaient pas suffi-

samment préparées, ni les périodes assez arrondies. La seule chose sur laquelle ils s'accordèrent, fut de s'assurer si, en effet, les troupes avaient violé le cercle constitutionnel; mais tandis que pour vérifier ceci, Lemercier allait de poste en poste, l'heure fatale arriva. Le 4 septembre, le canon d'alarme annonça aux Parisiens effrayés une nouvelle crise. Le lieu des séances des Conseils, et les maisons des chefs du parti anti-directorial, furent investis. Le plus grand nombre d'entre eux, ainsi que le directeur Barthélemy, furent arrêtés sans résistance et sans observation, mis dans des charrettes ressemblant à des cages de fer, et envoyés à Rochefort, où une frégate les attendait pour les transporter dans les déserts pestilentiels de la Guyane. Le Directoire victorieux publia la conspiration, et fit connaître sa clémence. Les membres restans des deux Conseils s'assemblèrent à l'Odéon, et lui conférèrent légalement le pouvoir absolu qu'il venait d'usurper.

Les premiers résultats de la fatale commotion du 4 septembre, furent ce que l'on présu-
mait. La France, qui commençait à respirer elle-même et à laisser respirer l'Europe, fut encore une fois en proie à l'esprit de jacobin-

nisme. Des émigrés fusillés, des prêtres déportés, l'inquisition des passe-ports, les administrations et les tribunaux cassés et remplacés par des commissions militaires, des réquisitions ; en un mot, la guerre au lieu de la paix après laquelle toute la France soupirait, tels furent les résultats qui signalèrent le nouveau régime.

Le Directoire, devenu de cette manière un Gouvernement révolutionnaire, devait désirer la guerre, puisque l'état de paix l'aurait privé du prétexte, ainsi que des moyens de gouverner révolutionnairement. Cependant le vœu du peuple français et la majorité des Conseils s'étaient si ouvertement déclarés en faveur de la paix, que le Directoire se vit obligé, jusqu'au 4 septembre, de dissimuler ses intentions turbulentes. On a vu qu'il n'avait ratifié qu'à regret le traité de Léoben. L'opinion publique l'avait aussi en quelque sorte forcé de recevoir l'ambassadeur anglais qui était venu pour traiter de la paix ; et quoique le cabinet de Saint-James eût peut-être cédé à regret *au vœu indiscret du peuple*, les concessions qu'il se montrait disposé à faire, étaient si avantageuses, et ses propositions si raisonnables, que le traité eût pu être promptement conclu, si le

Directoire, qui songeait au coup qu'il allait porter, n'avait pas prolongé exprès les conférences par des disputes d'étiquette et des propositions extravagantes; mais à peine la révolution du 4 juillet l'eût-il débarrassé de toute contrainte, qu'il éconduisit assez impoliment l'ambassadeur anglais.

Il paraît qu'à la même époque le Triumvirat hésitait s'il recommencerait ou non la guerre avec l'Empereur, et il n'y a pas de doute qu'il ne l'eût fait, si l'influence de Buonaparte, qui avait ses propres vues, et qui méditait déjà les projets romanesques qu'il exécuta depuis en partie, si la pénurie des finances, la crainte d'une insurrection en France, et le désir de s'attribuer à lui seul le mérite de conclure la paix, n'avaient pas contraint le Directoire à signer le traité, ou plutôt la trêve de Campo-Formio, et à ajourner, après avoir été mis en possession de la clef de l'Allemagne, les plans qu'il avait arrêtés, et qui furent développés en 1799.

On présume bien que ce ne fut pas sans quelque mortification que le Directoire se vit forcé, par les circonstances, de suspendre ses projets contre l'Allemagne et l'Autriche. Il ne perdit cependant pas de temps pour se dédommager, en fomentant des troubles et des révolutions dans les quatre parties du monde.

Le Pape fut la première victime de ce fanatisme révolutionnaire. Le siège pontifical était alors occupé par un vieillard respectable qui avait blanchi sous la tiare. De mœurs régulières, pieux sans superstition, éloquent, instruit, doué d'une âme noble et élevée, d'un esprit modéré et conciliant, peu de papes ou de princes peuvent lui être comparés, soit comme pontife ou comme souverain. Ses vertus qui lui avaient concilié l'estime et l'admiration de l'Europe, jointes à son extérieur vénérable, auraient suffi pour désarmer jusqu'au barbare roi des Huns. Le conquérant de l'Italie lui-même ne pouvait s'empêcher de lui témoigner quelques égards, ou au moins d'avoir de la vénération pour son grand âge, ses vertus et ses malheurs ; et si le désir d'arrêter le vol de l'aigle impérial qui, du sommet des Alpes, menaçait encore cette contrée, fut réellement le motif qui détermina Buonaparte à conclure le traité de Tolentino, peut-être aussi éprouvait-il quelque répugnance à ternir ses armes victorieuses en arrachant la tiare du front du Saint-Père (1).

(1) Combien les *papistes* des Trois-Royaumes n'ont-ils pas dû être édifiés des sentimens orthodoxes de l'auteur, en lisant cet éloge !

Note du Traducteur.

Quels qu'aient été les motifs de sa conduite dans cette circonstance, le traité de Tolentino fut entièrement improuvé par la majorité du Directoire, et en particulier par Lareveillère-Lépaux. Ce directeur était un homme d'un esprit étroit, et obstiné comme le sont tous les petits esprits. Il s'était déclaré le patriarche d'une secte irréligieuse, appelée les *Théophilantropes*. C'est lui qui voulut par la suite obliger le Pape à rétracter les censures qu'il avait faites au sujet des attaques dirigées contre la religion catholique par l'Assemblée nationale, sous peine, en cas de refus de se voir déclarer la guerre. Le Pape répondit à ses propositions, que ses décisions étaient conformes à la discipline constante de l'église, à l'opinion des SS. Pères, et que la vue même des instrumens de son supplice ne les lui ferait pas rétracter. Le patriarche des Théophilantropes fut surpris de la fermeté du Saint-Pontife; et ses sectaires, affectant plus de philosophie que lui, le persuadèrent qu'il eût été ridicule d'attacher la plus petite importance à la décision d'un prêtre. Ne voulant cependant pas être arrêté dans sa carrière, le Directoire résolut de faire attaquer le Pape par ses auxiliaires les Cisalpins. Ceux-ci, pour donner

quelque fondement à la querelle qu'ils étaient chargés d'exciter, remontèrent au temps du roi Pepin, et réclamèrent quelques parties du marquisat d'Ancône, que ce prince avait démembré de l'exarchât de Ravenne pour le donner à Etienne III. Précédé par un pompeux manifeste, leurs troupes entrèrent sur le territoire de l'Eglise, et prirent possession du fort St.-Léon, après un combat sanglant soutenu par le peuple de ce pays, que la première invasion des Français avait dégoûté de la liberté philosophique. Le Directoire avait espéré que le Pape opposerait de la résistance, et qu'il aurait occasion d'intervenir dans ce démêlé, comme allié de la République cisalpine; mais le Saint-Père se borna à envoyer un ambassadeur à Milan pour y faire des représentations.

Les Directeurs, trompés dans leur espoir, eurent recours à leurs moyens ordinaires: ils excitèrent des troubles et des insurrections dans presque tous les États du Pape, prêts à se joindre aux rebelles dans le cas où S. S. aurait voulu les réprimer. Mais la modération du Saint-Père, et sa faiblesse, les ayant empêchés de prendre aucune mesure vigoureuse pour rétablir l'ordre, ils furent enfin

obligés de lever le masque, et de faire usage de leurs dernières et puissantes ressources.

Joseph Buonaparte, frère aîné du général, eut ordre de se rendre à Rome en qualité d'ambassadeur. Ses instructions portaient de tout entreprendre pour contraindre d'une manière quelconque le vénérable Pie VI à abandonner le siège pontifical. Il affecta à son arrivée une perfide douceur, tout en excitant sous main les dernières classes du peuple à l'insurrection.

Aussitôt qu'il fut établi à Rome, les troubles s'y succédèrent rapidement, et chaque jour des placards incendiaires provoquaient le peuple à se soulever. Enfin le 26 décembre 1797, les factieux manifestèrent que tout était prêt pour la révolution projetée. Joseph Buonaparte fit semblant de les désavouer et de les réprimer. L'insurrection éclata néanmoins le lendemain. La garnison ayant eu ordre de la réprimer, les Jacobins furieux se transportèrent au palais de France, comme à leur citadelle, et de là firent feu sur les troupes. Celles-ci ripostèrent par plusieurs décharges dans l'une desquelles le général français Duphot, qui se trouvait parmi les factieux, fut tué.

Sans vouloir admettre d'excuse ni entendre parler d'aucune réparation, l'ambassadeur

quitta Rome le jour suivant, et se rendit à Florence, d'où il expédia un courrier au Directoire. Celui-ci en réponse, envoya au général Berthier, qui commandait à cette époque en Italie, l'ordre de s'emparer de Rome.

De son côté, le Pape ne négligeait rien pour éviter sa chute. Il fit offrir, par son ambassadeur à Paris, de faire telle réparation qu'on pourrait exiger, et de se soumettre à tout ce que l'on voudrait. Mais tout fut inutile ; sa perte était jurée dans l'autre de la théophilantropie. Berthier arriva aux portes de Rome le 11 février, et le jour suivant, les Jacobins se rassemblèrent dans le Campo-Vaccino (l'ancien *Forum*), où profitant de la stupeur du Gouvernement, de l'épouvante des classes supérieures, et de l'appui de l'armée française, ils proclamèrent l'insurrection de la République romaine. Elle fut reconnue le même jour par le général Berthier qui s'empressa de jouir de son triomphe au Capitole, d'où il adressa un discours pompeux aux mânes de Caton, de Pompée, de Brutus et de Cicéron.

La restauration de la République romaine, comme toutes les révolutions opérées par les principes ou par les armées des Français, fut

bientôt suivie de grands excès. Beaucoup de cardinaux furent emprisonnés, et le Pape lui-même fut conduit à Briançon, d'où, peu après, les succès des Austro-Russes le firent transférer à Valence où il mourut (1).

Pendant que le général Berthier achevait le renversement du trône pontifical, Buonaparte devenu négociateur, se rendait à Rastadt pour assister au congrès auquel le traité de Campo-Formio avait ajourné la paix de l'Empire, et où devaient être applanies toutes les difficultés que pourrait faire naître son exécution. L'Europe entière avait les yeux fixés sur cette assemblée qui devait décider de son sort, poser la base d'un nouveau système d'équilibre politique, et fournir à l'histoire une époque encore plus mémorable que celle du traité de Westphalie.

Le congrès s'ouvrit vers la fin du mois de novembre 1797 ; mais loin de répondre à l'attente publique, il parut évident à tout obser-

(1) Nous avons supprimé ici quelques nouvelles déclamations dans le jargon parlementaire. L'auteur n'avait pas besoin de faire de si violentes sorties contre les philosophes et la philosophie. Il suffit de lire son ouvrage pour être convaincu qu'il n'a jamais eu rien de commun avec eux.

vateur, d'après ce qui se passa le premier mois, que ce n'était qu'une vaine formalité, pour voiler les projets des deux principales puissances, qui avaient disposé d'avance du sort des autres, et qui ne voulaient que s'entendre sur quelques points au sujet desquels on n'était pas encore tout-à-fait d'accord.

L'exécution qui eut lieu alors de quelques articles du traité secret de Campo-Formio, dévoila l'esprit dans lequel il avait été conclu ; et l'entrée des Français dans Mayence le même jour que les Autrichiens entraient dans Venise, prouva clairement que si l'intégrité de l'Empire avait servi de base aux préliminaires de Léoben, il n'en fut pas de même du traité de Campo-Formio ; que l'Allemagne n'était plus qu'un champ à piller, et qu'il ne s'agissait que d'en régulariser la répartition.

Tandis que les Français prenaient possession de Mayence et bloquaient Ehrenbreitstein ; et pendant que les agens du Directoire et ceux de l'Empereur proposaient secrètement des plans de démembrement et de sécularisation, les plénipotentiaires respectifs remplissaient ostensiblement la scène par d'insignifiants débats sur les plus minces sujets, et faisaient un échange continuel de notes et de contre-notes

en style révolutionnaire ou teutonique ; ce qui fit du congrès de Rastadt la risée de l'Europe , en même - temps qu'il n'offrait qu'une farce digne de mépris , et qui avait tout l'air d'être le prélude d'une sanglante tragédie (1).

(1) Comme on devait s'y attendre , le congrès de Rastadt devint la risée de l'Europe , par cela même qu'il entravait le plan que le Gouvernement anglais avait conçu pour le *bonheur du monde entier* !

Note du Traducteur.

CHAPITRE XII.

COUP-D'ŒIL sur la conduite des Cantons suisses pendant la Révolution française. — Projets du Directoire sur ce pays. — Troubles, guerre et révolution dans lesquels il se trouva enveloppé. — Fructidorisation des Républiques Batave et Cisalpine. — Conduite despotique et avide du Directoire envers le Portugal, les villes Anséatiques, et les États-Unis d'Amérique. — Coup d'autorité qu'il porte contre les Jacobins et contre les élections. — Réception qu'il fait à Buonaparte. — Expédition d'Égypte. — Bataille navale d'Aboukir.

PENDANT que les négociateurs français égaraient l'Empereur et l'Empire dans le labyrinthe du congrès de Rastadt, le Directoire, sous ce voile politique qui cachait ses desseins, en exécuta un qui, depuis l'établissement de la République française, était à l'ordre du jour ; mais que la guerre qui éclata en 1792, avait forcé de remettre à une conjoncture plus favorable. Rewbell fit ce que Brissot avait projeté, et la chute de la République fédérative de la Suisse offrit cette leçon mémorable :
 « Que la paix ne s'achète pas par la bassesse, et
 » qu'on n'arrête pas d'audacieux criminels en
 » devenant par faiblesse leurs complices. »

Les Suisses actifs, laborieux et indépendans, avaient vu, pendant trois cents ans, du sein des Alpes, les querelles politiques de l'Europe sans y prendre part. La paix, le bonheur et l'industrie paraissaient avoir fixé leur séjour en Helvétie. Cependant les richesses acquises par suite de cet état prospère, ne furent pas sous tous les rapports avantageuses à ce pays. Nés pour être pauvres et vertueux, les Suisses se corrompirent en devenant opulens. Accoutumés à vendre leur sang pour de l'or, et à se battre pour tout le monde, excepté pour leur patrie, ils étaient habitués à regarder ce métal comme le mobile de leurs actions; aussi leur amour des richesses est-il, comme on sait, passé en proverbe. Quoiqu'il en soit, l'intérieur de la Suisse présentait encore des tableaux assez fréquens de l'ancienne simplicité, de la liberté tranquille, et des mœurs patriarcales de ses premiers habitans. Les cantons dont les peuples étaient soumis à une aristocratie limitée, prospéraient sous la protection d'un Gouvernement sage, doux et paternel, qui n'exigeait d'eux aucune taxe, et qui défendait leurs personnes et leurs propriétés en faisant exécuter strictement les lois, et en administrant la justice avec impartialité. Enfin

les habitans de ces cantons jouissaient peut-être de plus de bonheur, et d'une liberté plus vraie qu'aucun autre peuple de l'Europe.

Cependant la contagion des principes français, après avoir gagné le pays de Vaud et les parties limitrophes de la France, s'était peu-à-peu répandue dans l'intérieur. Quelques membres des Gouvernemens aristocratiques furent même ébranlés, et des philosophes français réussirent à persuader aux bergers et aux manufacturiers de l'Helvétie, qu'ils étaient opprimés parce qu'ils n'avaient ni clubs, ni conseils, ni municipalités, où des orateurs avaient la liberté de déclamer.

Si les petits propriétaires, les laboureurs et les artistes avaient prêté l'oreille aux séductions des révolutionnaires français, les riches et les capitalistes ne leur étaient pas moins entièrement dévoués depuis le commencement de la révolution. Séduits par l'intérêt élevé que leur offrait le financier Necker, ils avaient placé leurs capitaux dans ses emprunts, et la France payait annuellement trente millions d'intérêts dans les contrées situées entre Berne et Genève. Presque tous les habitans étaient créanciers de la France; et le plus grand nombre d'entr'eux, trompé par les brillantes pro-

messes des financiers de l'Assemblée constituante, furent assez simples pour croire que la garantie de la France en révolution valait mieux pour la sûreté de leurs dettes, que la *gabelle* et les autres taxes de la France monarchique. Ils ne voyaient dans la révolution que des moyens honorables, conçus par des gens habiles pour rembourser les dettes usuraires des Suisses et des Genevois; ils applaudirent en conséquence aux confiscations et aux moyens adoptés pour s'approprier ce que l'on jugeait convenable.

Le Gouvernement avait suivi la même route que le peuple, et la Diète helvétique fut la première à se prosterner devant le Gouvernement sanglant de Robespierre. Elle reconnut et reçut d'une manière magnifique l'envoyé du célèbre Comité de Salut public. Il ne lui échappa pas, à l'époque du massacre des Gardes-Suisses, le 10 août 1792, une seule plainte, un seul murmure sur cet horrible événement. Lorsque dans la suite, la République se trouva dans la détresse, la Diète se refusa obstinément aux sollicitations des ennemis de la France; liés par l'or et les assignats, le Gouvernement et le peuple suisse prodiguèrent à Robespierre et à St.-Just toutes les

ressources qu'offrait leur pays en bestiaux, grains, armes, etc. Quand les habitans de Lyon, où les Suisses jouissaient du droit de cité, et même de quelques autres privilèges, furent obligés de fuir une horrible persécution, ils reçurent dans les cantons de Soleure, de Fribourg et dans le Valais, l'hospitalité et les soins les plus généreux. Partout ailleurs ils furent repoussés, où se virent en butte à des mortifications dont on se fit un mérite auprès des monstres qui gouvernaient la France. Cette conduite fut qualifiée du nom de *prudence* par les Gouvernemens; mais cette honteuse prudence fut-elle même en défaut. La prédiction de St.-Just fut accomplie. La révolution alla rechercher l'or de la Suisse, que la cupidité de ses habitans y avait attiré; et là, comme ailleurs, sous prétexte que le peuple n'était pas assez libre ou assez heureux, la révolution vint plonger le bonheur et la liberté dans des flots de sang.

Outre le plan général de désorganisation qui portait le Directoire à attaquer et à révolutionner la Suisse, il y était engagé aussi par des considérations politiques et militaires. Il voulait pouvoir en possédant ce pays, être à même d'opérer la jonction des armées d'Italie

et d'Allemagne, dont les efforts eussent ainsi acquis plus d'ensemble, et de s'emparer des sommités des Alpes où prennent naissance toutes les rivières et les vallées des États héréditaires. En un mot, il considérerait la Suisse comme un poste avancé d'où ses armées pouvaient facilement pénétrer au cœur de l'Allemagne et des États héréditaires de la maison d'Autriche. Un peu plus de prudence et de réflexion lui aurait fait apercevoir que ces avantages se trouvaient plus que balancés par des obstacles réels. Il aurait vu que la neutralité de la Suisse avait constamment servi de barrière à la partie la plus faible des frontières de France; que ce pays était trop aride pour fournir à la subsistance d'armées nombreuses pendant un long espace de temps; qu'on ne pourrait y établir des magasins qu'à grands frais; enfin qu'après avoir subjugué cette nation guerrière, il faudrait une armée pour la tenir sous le joug; et en cas de revers, que c'était exposer la France à être attaquée là où elle pouvait opposer le moins de défense, en même temps que la retraite de ses armées pouvait être compromise par l'insurrection d'un peuple brave et opprimé.

Toutes ces considérations ne purent arrêter

les mesures désorganisatrices du Directoire. La guerre et les conquêtes lui étaient devenues aussi nécessaires qu'aux finances de la République. Accoutumé à se préparer à la violence par la dissimulation, il provoqua par des outrages, et sapa par des intrigues les différens Gouvernemens de la Suisse. Au nombre des affronts reçus et soufferts chaque jour, l'un des plus signalés fut la demande du renvoi du ministre britannique. Elle fut faite par un agent nommé Mengaud, qui, sans mission comme sans caractère, signifia impérieusement au Sénat de Berne la résolution du Directoire qui demandait ce renvoi. En conséquence, le ministre anglais fut obligé de partir pour éviter au Corps helvétique l'humiliation d'en donner l'ordre.

Le Directoire, enhardi par une si grande soumission à ses volontés, fit connaître par ses agens, qu'il exigeait la mise en liberté et la réhabilitation de tous ceux qui avaient pu être emprisonnés ou bannis pour cause de sédition ou de conspiration, l'expulsion des émigrés, et la renonciation à toutes les distinctions honorifiques, obtenues par les officiers suisses qui avaient été au service de France. Le Corps helvétique adhéra avec la même soumission à cet ordre.

Ces premières interventions furent bientôt suivies de la saisie de l'archevêché de Bâle, sous les prétextes les plus frivoles, et malgré le traité conclu avec les Suisses en 1792, où l'indépendance et la neutralité de ce canton étaient formellement stipulées. Le Corps helvétique resta tranquille spectateur de cette violation, qui n'était que le prélude de celles dont il était encore menacé ; il justifiait sa *prudence*, en observant que ce n'était qu'un *évêque allemand*.

Peu après, une insurrection fondée sur les *droits de l'homme*, éclata inopinément dans le pays de Vaud. Ses auteurs adressèrent aussitôt une *pétition* au Directoire, où, en vertu des anciens traités, ils réclamaient la garantie de la France pour le rétablissement de leurs droits. Le cabinet du Luxembourg se déclara, sans hésiter, le protecteur des insurgés. Sa déclaration fut suivie de l'ordre de faire entrer 1,500 hommes dans le pays de Vaud, sous le commandement du général Ménard.

Le Sénat de Berne, toujours incertain et temporisateur, ne crut pouvoir rien faire de mieux, dans la crise où il se trouvait, que de demander aux habitans du pays de Vaud de renouveler leur serment ; il les y invita par

une proclamation en date du 5 janvier 1798, et nomma des commissaires pour recevoir ce serment. Les insurgés répondirent à cette demande en courant aux armes; ils prirent possession du fort de Chillon, et arrêterent les baillifs et autres officiers du Gouvernement.

Enfin le Sénat de Berne, sorti de sa léthargie, crut à propos d'avoir recours à la force, et ordonna à un corps de 20,000 hommes, sous les ordres du colonel Weiss, de se mettre en mouvement. Ce colonel était connu, non-seulement par son attachement à la révolution en général, mais encore à tous les changemens qu'elle avait éprouvés depuis l'Assemblée constituante jusqu'aux jours de Robespierre, de Barras et de Buonaparte. Le général Ménard s'étant avancé, le colonel Weiss se retira sans coup-férir, et tout le pays de Vaud se trouva ainsi au pouvoir des Français, au commencement du mois de février. La cocarde tricolore fut prise, l'arbre de la liberté planté, le trésor public saisi, et une assemblée de Jacobins érigée en Gouvernement provisoire. Pendant que cette révolution s'opérait, le corps helvétique, convoqué extraordinairement à Arau, y renouvela solennellement l'alliance et le serment fédératif de ses différens membres. Mengaud

eut la hardiesse de s'y rendre , escorté par six hussards , pour arborer le drapeau républicain , exciter une insurrection , et planter l'arbre de la liberté.

Cependant le Sénat de Berne crut devoir montrer quelque fermeté. Il assembla un corps considérable de milice , et somma la ville d'Arau de se soumettre ; mais au lieu de persister dans cette conduite , il écouta les conseils de la perfidie et de la crainte , entama des négociations avec les Français , et espéra un instant qu'il préviendrait la révolution dont il était menacé , en l'opérant lui-même. Conformément à cette résolution , le Sénat de Berne changea la Constitution de l'État en une espèce de démocratie , et cet exemple fut aussitôt imité par les cantons de Zurich , Lucerne , Soleure et Schaffouse. Dans ces trois derniers , les habitans se soulevèrent contre cette innovation , et demandèrent le maintien de l'ancien Gouvernement , et la punition des révolutionnaires. Là , comme à Venise , on vit le peuple tenter d'arrêter le bras meurtrier du Gouvernement.

Pendant tous ces changemens , Brune succéda à Ménard dans le commandement des troupes françaises qui augmentaient tous les

jours en nombre ; mais comme ce premier général n'était pas encore prêt à agir, il entra en pourparlers avec la régence de Berne, qui eut la faiblesse d'y prêter l'oreille. Ces pourparlers se terminèrent par l'offre que fit la régence de se démettre de ses pouvoirs, et d'en faire la remise au peuple.

Le 4 mars, toutes les mesures ayant été prises, Brune attaqua et enleva le château de Dornach, à l'extrémité septentrionale du canton de Soleure. Une colonne de 1,300 hommes se portait en même-temps contre cette ville, qui se rendit à la première sommation. Brune marcha en personne contre Fribourg, et en prit possession après une légère résistance.

L'armée bernoise, forte de 25,000 hommes, et commandée par le général d'Erlach, occupait une ligne de près de trente-cinq lieues. Voyant ses ailes surprises et coupées, le général d'Erlach ne put que se retirer pour couvrir la capitale. Dès cet instant le découragement et le désordre succédèrent à l'enthousiasme et au courage qui avaient jusqu'alors animé les soldats. Les agens français qui s'étaient introduits dans le camp bernois pendant les négociations, ayant donné à entendre que

les soldats étaient trahis par leurs officiers, plusieurs bataillons se révoltèrent, et d'autres se débandèrent; il n'y eut plus ni confiance, ni autorité, ni discipline.

Dans ce moment la ville de Berne offrait une scène aussi confuse que celle du camp. Le Sénat, agité par différentes factions, adoptait au même instant les résolutions les plus opposées, et mettait le comble au désordre par ses décrets contradictoires. Le 3, il décréta la levée de la landsturm, c'est-à-dire, de presque tous les habitans, au son du tocsin; et le lendemain il termina la dissolution du Gouvernement, et remit le sceptre brisé de la souveraineté, dans les mains d'une régence populaire provisoire.

Dès lors tout ne fut plus qu'anarchie et confusion dans la ville et dans l'armée. Des bataillons massacrèrent leurs officiers; quelques-uns se licencièrent eux-mêmes; d'autres s'élancèrent avec fureur sur l'ennemi qui attaqua et repoussa à Fraubrunnem les débris de cette armée désorganisée. Le brave général d'Erlach les rallia sans succès, d'abord à Ulteren, et ensuite à Granholz, où, après une bataille sanglante à laquelle prirent part des vieillards, des femmes, et même des enfans,

les malheureux Bernois furent ramenés sous les murs de leur capitale qui se rendit le 6, par capitulation. Peu après, le général d'Erlach et plusieurs de ses officiers furent victimes d'une sédition qui eut lieu dans une division de son armée. Berne, Soleure, Fribourg, et les cantons des mêmes noms, furent soumis aux mesures prises par les agens du Directoire, et laissés à la discrétion d'une armée indisciplinée.

Les autres cantons avaient été témoins de l'invasion et de la chute de Berne, Fribourg et Soleure, sans être accourus à leur défense. Bientôt victimes de leur pusillanimité et de leur manque de foi, Zurich, Lucerne, Schaffouse et Bâle, passèrent sous le joug français et éprouvèrent les mêmes malheurs, sans honorer les derniers momens de leur existence politique par une généreuse défense. La Suisse, couverte de sang et de ruines, reçut du Directoire une Constitution et un privilège qui la créait *République helvétique, une et indivisible*. Genève fut réunie à la France. Les cantons démocratiques conservèrent cependant leur indépendance quelques mois de plus; ils repoussèrent d'abord avec avantage les perturbateurs de leur repos; mais accablés enfin par le nom-

bre , les vertueux descendans de la liberté helvétique expirèrent sous ses ruines.

Le Directoire , non content d'avoir tout renversé dans les pays ennemis et neutres , comme il avait violé en France la Constitution qu'il était chargé d'exécuter , résolut d'opérer une révolution semblable dans les Républiques nouvellement fondées , qui étaient autant de satellites destinés à parcourir toutes les phases de la planète qui les faisait mouvoir dans son orbite. Lacroix fut envoyé au mois de janvier 1798 en Hollande , et Trouvé à Milan , en qualité de proconsuls , pour fructidoriser les Républiques batave et cisalpine. On fit , comme à Paris , usage de la force militaire pour bouleverser les lois et les Constitutions récentes de ces deux États. Une partie des membres de leurs Directoires et de leurs Conseils furent arrêtés , emprisonnés et bannis , sans autre forme de procès.

Un ambassadeur portugais qui avait été envoyé à Paris dans le courant de l'été de 1797 , pour y négocier un traité de paix , en conclut un à des conditions très dures. Le Directoire cassa ce traité quoiqu'il eût touché une partie des sommes qui en avaient été le prix. L'ambassadeur , au lieu de quitter Paris dans les vingt-

*

quatre heures , comme on le lui avait ordonné, ayant cherché à renouer les négociations, le Directoire, aussi peu scrupuleux sur le droit des nations que sur le droit des gens, le fit arrêter et mettre au Temple. Il accompagna cet acte de rigueur de la menace d'envahir le Portugal , et envoya Augereau prendre le commandement de l'armée qu'il paraissait vouloir rassembler pour cette expédition. Ce général avait espéré que la révolution du 18 fructidor l'élèverait à une place de Directeur, comme celle du 13 vendémiaire 1795 y avait élevé Barras. Trompé dans son attente, il en témoigna si publiquement son mécontentement, que le Directoire lui ôta le commandement de l'armée du Rhin, et l'envoya dans les Pyrénées pour commander celle du Portugal, qui n'existait encore que de nom.

Le Directoire ne traita pas plus favorablement le parti qui l'avait si bien servi dans la dernière révolution. Malgré les séductions, la terreur et la violence que ce Gouvernement employa pour influencer les élections du mois d'avril 1798, les Jacobins qui s'y étaient ralliés l'année précédente pour écraser les modérés, profitèrent de la faveur momentanée dont ils jouirent pour dominer dans les

élections , et les anarchistes se trouvant avoir un fort parti dans les deux Conseils , et ayant la majorité dans le nouveau tiers , parlaient déjà de prendre leur revanche de l'affaire du camp de Grenelle.

Le Directoire se souvenait du danger qu'il avait couru un an auparavant ; mais comme il se trouvait plus puissant qu'il ne l'était alors , et que de plus , les anarchistes n'étaient pas soutenus par l'opinion du peuple , comme l'avaient été les modérés , il résolut de frapper un coup décisif. Un décret rendu au Luxembourg , le 7 avril , cassa la majeure partie des élections du peuple libre , et y substitua des représentans , des juges et des administrateurs au choix du Triumvirat.

Devenu tout-puissant à l'intérieur , il ne trouva au-dehors que soumission et stupeur , et poursuivit sans relâche le cours de ses spoliations.

L'éloignement des villes anséatiques , leur peu d'importance politique , leur neutralité si favorable à la France , et même la protection de la Prusse , ne purent les garantir de la rapacité du Directoire. Leurs vaisseaux furent pris et leur commerce intercepté sur des griefs imaginaires ; ils durent appaiser , avec quelques

millions, les mécontentemens supposés des despotes français.

L'Océan, lui-même, ne fut pas un obstacle à leur insatiable avarice; et ils crurent qu'ils pourraient aussi parvenir à mettre à contribution les Américains. Un traité d'alliance et de neutralité que les Etats-Unis avaient conclu avec l'Angleterre, fut le prétexte que choisit le Directoire. Après s'en être plaint amèrement, les corsaires français eurent ordre d'attaquer les Américains. Un grand nombre de navires appartenans à cette nation furent, en conséquence de cette détermination, capturés dans les deux parties du monde. Le congrès, au lieu d'agir de représailles, envoya à Paris trois plénipotentiaires pour négocier et terminer à l'amiable, les différends survenus avec la République. Ils s'empressèrent, aussitôt leur arrivée, d'annoncer leurs intentions pacifiques; mais ils ne purent pas même obtenir une audience du Directoire qui, supposant qu'il avait frappé d'épouvante le congrès, croyait déjà pouvoir le faire contribuer.

En conséquence, des agens subalternes insinuèrent aux plénipotentiaires américains que le seul moyen d'obtenir l'audience qu'ils désiraient, et d'être favorablement écoutés, était

de donner environ 60,000 livres *sterlings* à Talleyrand, ministre des affaires étrangères, pour être réparties entre lui et quatre des directeurs. On donnait à entendre que Merlin avait été payé par les corsaires pour leur accorder la permission de courir sur les navires américains, et que, d'après les engagements qu'il avait pris avec eux, cette permission ne pouvait être retirée de quelques temps; mais ils ajoutèrent que si le congrès voulait prêter 80 millions de francs à la République, il pourrait, à cette condition, obtenir son amitié. Les plénipotentiaires refusèrent avec dignité d'accéder à ces scandaleuses propositions, et d'acheter le déshonneur de leur pays. Ils quittèrent Paris, pouvant dire, comme Jugurtha le fit en partant de Rome par ordre du sénat : *Urbem venalem, et maturè perituram, si emptorem invenerit!* (O ville vénale! tu périrais bientôt si tu trouvais quelqu'un pour t'acheter.) De retour en Amérique, ils publièrent cette honteuse négociation, qui ne fut connue en Europe que quelques mois après qu'elle eût lieu.

Ainsi, cinq individus enivrés du double pouvoir qui leur avait été donné sur la France par l'acte du 18 fructidor, et sur les puissances

continentales par le traité de Campo-Formio, cherchèrent à faire sentir au monde leur despotisme et leur mépris, privèrent la révolution française du petit nombre de partisans qu'elle conservait encore, firent sentir à tous les Gouvernemens la nécessité de se liguer contre elle; et laissèrent heureusement échapper l'occasion la plus favorable de consolider la République et leur propre autorité ! Si, après avoir, à la fin de l'année 1797, vaincu ou désarmé leurs ennemis à l'intérieur et à l'extérieur, ils avaient montré autant de prudence qu'ils avaient fait preuve de hardiesse : s'ils avaient su jouir politiquement du pouvoir qu'ils avaient usurpé, il est présumable que la France, aussi fatiguée de tant de convulsions, que l'Europe l'était des efforts qu'elle avait faits, les aurait laissés siéger tranquillement sur le trône directorial; mais indignes de leur élévation et entraînés, pour ainsi dire, par un esprit de vertige, ils s'abandonnèrent à toutes les extravagances dont on vient de donner l'esquisse, et amoncelèrent sur leur tête l'orage qui éclata bientôt. Nous allons maintenant faire connaître l'événement qui en hâta l'explosion.

Buonaparte n'ayant pas jugé convenable de rester plus de temps à Rastadt qu'il n'en fallait

pour l'échange des pouvoirs et des ratifications, se rendit à Paris afin de jouir de son triomphe et des acclamations qu'il supposait que le peuple prodiguerait au vainqueur de l'Italie, au pacificateur de Campo-Formio, et pour recevoir du Directoire la récompense qui lui était aussi bien due pour les délibérations de son armée, dans la dernière révolution, que pour ses victoires. Mais il fut trompé dans son attente. Le peuple tombé dans une espèce d'apathie, et devenu étranger à la République, depuis la dernière révolution, ne vit en lui què l'Aga des janissaires du Triumvirat. Celui-ci, jaloux de sa gloire et de l'influence qu'il pouvait avoir, le reçut au Luxembourg, comme Germanicus le fut à la cour de Tibère : *Brevi acceptus osculo.* Après quelques démonstrations hypocrites qui n'en imposèrent à personne, le Directoire lui donna le commandement de l'armée de l'Ouest, qu'il venait pompeusement de nommer l'armée d'Angleterre.

Buonaparte saisit le prétexte d'aller passer la revue de son armée, pour sortir de la situation à-la-fois équivoque et pénible dans laquelle il se trouvait à Paris; mais son esprit ardent, infatigable et avide de renommée,

ne put s'accommoder de la retraite à laquelle il était condamné. Sa gloire s'éclipsait insensiblement dans l'oisive obscurité où la jalousie du Directoire le mettait dans l'obligation de se tenir ; il se crut trop grand pour demeurer avec sûreté en France , à moins de consentir à rester au-dessous des hautes destinées auxquelles il se croyait appelé.

C'est vraisemblablement là ce qui suggéra la première idée de la fameuse campagne d'Egypte. Le Directoire , satisfait de pouvoir s'en débarrasser ainsi que de ses fidèles légions d'Italie , se crut trop heureux d'avoir trouvé un prétexte de l'éloigner. La conquête de nouvelles contrées , et l'espoir de porter un coup mortel à la Grande-Bretagne , couvrirent les véritables vues du Directoire.

Tout le printemps et l'été de 1798 , furent employés aux préparatifs de cette expédition , qui se firent avec autant d'activité que de secret.

Quinze vaisseaux de ligne et dix-huit frégates , derniers débris des marines française et vénitienne , furent équipés à Toulon , et plus de 200 bâtimens de transport réunis dans les ports de France et d'Italie. Une foule de jeunes gens et d'aventuriers , attirés par la réputation du chef ou l'idée romanesque de l'entreprise ;

un état-major choisi ; une nombreuse artillerie de siège et de campagne ; une grande quantité de munitions, de savans, d'artistes, d'ouvriers en tous genres, furent embarqués sur cette flotte. L'amiral qui la commandait prit des pilotes pour la côte d'Espagne et pour les détroits, afin de laisser croire que c'était l'Irlande qu'on avait en vue. Cette flotte fit voile de Toulon le 20 mai, et se dirigeant, contre la coutume, entre l'Italie et les côtes orientales de la Corse et de la Sardaigne, elle rassembla les transports qui l'attendaient sur les différens points de la côte, évita les croiseurs anglais, et parut devant Malte le 9 juin. Le 11, une trahison concertée d'avance fit tomber entre les mains des Français cette célèbre forteresse jusque-là réputée imprenable, qui était depuis de longues années le boulevard du christianisme, et qui avait vu échouer devant ses murailles naissantes, le puissant et fortuné Soliman, dans toute la plénitude de son pouvoir.

Cependant le lord Saint-Vincent, qui commandait la station de la Méditerranée, détacha l'amiral Nelson avec trois vaisseaux, pour observer l'escadre française. Aussitôt qu'il fut mieux informé des préparatifs des Français, il renforça celui-ci de dix autres vaisseaux, sous

les ordres du commodore Trowbridge. La nouvelle surprenante de la prise de Malte, qui se répandit avec rapidité, fit diriger l'amiral anglais vers cette île, à la vue de laquelle il parut le 22 juin. Mais Buonaparte ayant laissé à Malte une garnison de 4,000 hommes sous les ordres du général Vaubois, avait fait voile le 18, vers Alexandrie, avec sa célérité ordinaire. Il y arriva le 1^{er} juillet avec la totalité de son convoi, après avoir échappé aux bâtimens légers de l'amiral Saint-Vincent, par un de ces hasards heureux dont il était redevable à la fortune qui ne l'avait pas encore trahi une seule fois.

Le 5, la ville d'Alexandrie fut emportée d'assaut, et le convoi mis à l'abri dans le célèbre port d'Eunoste. Buonaparte, sans perdre de temps, traversa le désert où son armée eut beaucoup à souffrir de la soif, et parut le 2 dans les plaines de l'Égypte, vis-à-vis du Caire, dont il n'était séparé que par le Nil. Il fut, pendant toute la durée de sa marche, harcelé par les Arabes et les Mamelucks. La fermeté et la bravoure de ses troupes tenaient du romanesque. On ne peut que les admirer lorsqu'on songe que, pendant près de trois semaines, elles traversèrent à marches forcées

des déserts de sable , presque sans eau ni vivres , sous un ciel de feu , sur un sol brûlant , ayant chaque jour à combattre une formidable cavalerie à laquelle elles n'avaient que quelques escadrons à opposer. Elles ne tardèrent pas à recevoir la récompense due à leur constance.

Le 26 juillet , vingt-trois beys ayant réuni leurs forces , attaquèrent l'armée française formée en bataille dans les plaines de Gizé. Buonaparte , par une habile disposition à laquelle il fut redevable du succès de la journée , avait formé son infanterie en cinq colonnes en échelons , qui , en étendant son front , le mettait à même d'appuyer l'un de ses flancs aux Pyramides , et l'autre au Nil , en face d'un village où les beys avaient fait retrancher leur meilleure infanterie , soutenue d'une nombreuse artillerie. Celle des Français , placée entre leurs colonnes , fit un ravage terrible parmi les Mamelucks , qui attaquèrent la droite de Buonaparte avec un courage digne d'un meilleur sort. Cette intrépide cavalerie pénétra plusieurs fois dans les rangs des grenadiers français sans leur faire perdre un pouce de terrain. Lorsque Buonaparte vit que ses colonnes restaient inébranlables , il considéra la victoire comme à lui , et ne pensa plus qu'à

ministre de la marine, que Buonaparte avait ordonné à Brueys de rester sur la côte jusqu'à ce qu'il fût solidement établi en Egypte ; que ce dernier, après avoir long-temps cherché inutilement à entrer dans le port d'Alexandrie , était enfin parvenu à trouver un passage assez profond, et qu'il se préparait à mettre sa flotte en sûreté lorsqu'il en fut empêché par l'extrême promptitude que l'amiral Nelson mit à l'attaquer. Cet amiral , étant arrivé devant Malte quatre jours après le départ de la flotte française , avait fait voile sans s'arrêter jusqu'à l'extrémité de la Méditerranée. Mais ne sachant pas quel pouvait être le point menacé, et craignant que l'expédition ne fût destinée pour la mer Adriatique , il se dirigea vis-à-vis de l'entrée du golfe, et de là en droite ligne sur l'Egypte , sans reconnaître Candie , pendant que la flotte française passait entre cette île et la côte d'Afrique ; son escadre ayant dépassé celle des Français qui était retardée par son convoi, il se présenta le 29 juin devant le phare d'Alexandrie , sans avoir eu jusques-là connaissance des mouvemens de l'ennemi : il s'y arrêta à peine. Le 4 juillet, il se trouva à la vue de la côte de Caramia , et de là longea la côte méridionale de Candie , dans l'espoir d'y

rencontrer les Français. Trompé encore une fois dans son attente, il retourna en Sicile, pour s'approvisionner d'eau et de vivres, et jeta l'ancre, le 18 juillet, dans le port de Syracuse. Il en partit de nouveau le 25, sans avoir rien appris de positif sur le compte de l'ennemi; il visita les côtes de la Morée, et y apprit que la flotte française avait été aperçue un mois auparavant cinglant au sud-est de Candie. Nelson força de voile aussitôt vers Alexandrie, et se trouva, pour la seconde fois, à la vue du phare le 1^{er}. août au soir. On peut s'imaginer quels furent son embarras et son chagrin, en voyant flotter le drapeau tricolore dans le port d'Alexandrie; il crut un instant que sa proie lui était échappée. Mais peu après le *Zalous*, qui avait été détaché, signala que la flotte française se trouvait à l'ancre dans la rade d'Aboukir. Nelson fit aussitôt le signal de se préparer au combat; toute la flotte y répondit par des cris de joie.

Pendant sa longue et inutile course dans la Méditerranée, cet amiral avait eu soin, chaque fois que le temps le lui avait permis, de réunir à bord de son vaisseau les capitaines de son escadre; et prévoyant le cas où il rencontrerait inopinément les Français, soit en mer, soit à

l'ancre, il leur avait expliqué le plan d'attaque qu'il avait combiné ; de sorte que lorsqu'il fit savoir que son intention était d'attaquer l'avant-garde et le centre de la flotte française, chaque capitaine sut ce qu'il avait à faire pour le seconder dans cette manœuvre.

Cette flotte qui ne s'attendait pas à l'apparition de l'escadre anglaise, était formée en ligne dans la rade d'Aboukir, décrivant un angle obtus, soutenue par quatre frégates, des canonnières, et une batterie de canons et de mortiers placée sur une île à l'extrémité de son avant-garde. Cet ordre de bataille était défectueux ; car pour engager le combat avec des avantages à peu-près égaux, Brueys aurait dû mettre à la voile aussitôt qu'il aperçut l'escadre anglaise : mais au lieu d'en agir ainsi, il semblait persuadé que celle-ci qui lui était inférieure en forces, ne se hasarderait pas à l'attaquer.

Nelson jugea de la position de l'ennemi avec beaucoup de sagacité ; il vit les fautes que faisait son adversaire, en profita, et n'en commit aucune lui-même. Sans délibérer, il fit le signal de doubler la flotte française ; ce qui s'exécuta aussitôt, ses officiers ayant, comme lui, résolu de vaincre ou de mourir. *Le Goliath*

commença le mouvement, et doubla l'escadre française, suivi du *Zalous*, du *Lion*, de l'*Audacious* et du *Théséus*. Le *Vanguard*, vaisseau-amiral, jeta le premier l'ancre en dehors de l'ennemi; tous les autres en firent autant, et se formèrent à demi-portée de pistolet de l'avant-garde française. Celle-ci, quoique placée entre deux feux, fit bonne contenance, et riposta par un feu très-vigoureux qui balayait les vaisseaux anglais, à mesure qu'ils se mettaient à l'ancre. Les vaisseaux anglais s'ancraient successivement par la poupe en arrivant, ensorte que l'ordre de bataille était tout-à-fait inverse, et que chacun d'eux en prenant position, se trouvait protégé par celui qui le précédait immédiatement. Le *Léandre*, de 50 canons, trop faible pour présenter le flanc, eut la hardiesse de couper la ligne et de se mettre en travers de la proue du *Francklin* qu'il balaya. Le *Culloden*, qui, avec l'*Alexandre* et le *Léandre*, avait poussé dans la partie du sud-ouest, furent rappelés dès qu'on eût connaissance des Français. Ce dernier, en doublant la pointe d'Aboukir, s'attéra sur un banc de sable qui se prolonge à une très-grande distance dans la mer, et ne put ainsi prendre part au combat qui commença à six heures et

demie du soir. A peine la flotte anglaise eut-elle lâché ses premières bordées, que la victoire était, pour ainsi dire, déjà décidée. L'avant-garde et le centre des Français, attaqués des deux côtés sans pouvoir être soutenus par l'arrière-garde qui, se trouvant trop sous le vent, ne pouvait se porter à leurs secours, furent bientôt accablés. Le *Guerrier* fut démâté en douze minutes. L'obscurité de la nuit, d'abord dissipée par le feu des deux flottes, disparut tout-à-coup par l'embrasement du vaisseau amiral français l'*Orient*, qui sauta en l'air avec un horrible fracas. Un calme mélancolique succéda pendant quelques minutes à cette terrible explosion; mais peu après le feu recommença avec une nouvelle fureur, et dura jusqu'à la pointe du jour. Une partie de l'avant-garde française était déjà capturée. Les vaisseaux anglais qui combattaient encore se laissèrent dériver sur l'arrière-garde des Français, où ils attaquèrent et prirent tous les vaisseaux l'un après l'autre. M. du Petit-Thouars, ancien officier de la marine royale, soutint avec honneur la réputation du corps auquel il appartenait. Le *Tonnant* qu'il commandait, fit une vigoureuse défense, fut le dernier à amener son pavillon, et ne se rendit que

*

lorsque son brave capitaine fut tué. Le *Généreux* et le *Guillaume-Tell*, les deux derniers vaisseaux de l'arrière-garde, et deux frégates, ayant profité de l'état de délabrement de l'escadre anglaise, mirent à la voile, et furent les seuls bâtimens qui échappèrent pour porter la nouvelle de cette désastreuse journée, dont le premier résultat fut pour le vainqueur sept vaisseaux de ligne coulés ou détruits, et deux frégates prises.

Si l'on s'est un peu étendu sur ce combat, c'est qu'il a été l'un des plus glorieux de tous ceux dont font mention les annales de la marine britannique. Cette victoire mémorable, qui a rendu le nom de Nelson immortel, porta un coup non moins fatal à la marine française, que celui qu'elle reçut à la bataille de la Hogue; mais elle eut une plus grande influence que celle-ci sur les destinées du continent de l'Europe, qu'elle réveilla de sa stupeur, et à laquelle elle rendit l'espoir d'être bientôt en état de secouer le joug de la République française (1).

(1) Si le combat naval d'Aboukir fait époque dans les fastes de la marine anglaise, avec combien d'orgueil les Français ne doivent-ils pas se rappeler les mémorables

combats de Logos, en 1693, de Cadix, en 1702, de Lisbonne et des Arcades, en 1703, et de Malaga, en 1704, où *les flottes combinées* d'Angleterre et de Hollande furent battues par les flottes françaises.

Note du Traducteur.

CHAPITRE XIII.

Le roi de Naples prend les armes et s'avance à la tête de son armée, pour expulser les Français de l'Etat romain. — Marche de l'armée napolitaine. — Le Directoire déclare la guerre au roi des Deux-Siciles, ainsi qu'au roi de Sardaigne, qu'il détrône en même temps. — Revers des Napolitains. — Ils évacuent Rome. — Le roi se retire à Palerme. — Championnet envahit le royaume de Naples. — Honteuse capitulation du vice-roi de ce royaume. — Insurrection des Lazzaronis. — Les Français entrent à Naples, après une bataille de soixante heures. — Congrès de Rastadt. — Extrémité à laquelle les Français réduisent l'Empereur.

DE toutes les puissances qui, par leur faiblesse, étaient susceptibles d'être révolutionnées par des intrigues, des proclamations et quelques bataillons, il ne restait plus que les rois de Naples, de Sardaigne et d'Espagne, dont les trônes chancelans étaient autant* et même plus ébranlés par la paix qu'ils avaient conclue avec la République française, que par la guerre qu'ils avaient soutenue contre elle.

Le Directoire promenait ses regards ambitieux du couchant au midi du continent de l'Europe, pour y chercher de nouvelles vic-

times, tandis que les rois de cette belle partie du monde semblaient, comme les compagnons d'Ulysse, attendre avec résignation que leur tour vint de servir d'aliment au cyclope révolutionnaire. Cependant l'un d'entr'eux, le plus faible et le plus désavantageusement placé, osa, pour tirer les autres souverains de la stupeur où ils étaient plongés, braver le sort qui l'attendait, et aspirer à la gloire de donner le signal de la vengeance contre la tyrannie du Directoire.

Le roi de Naples ne pouvait voir, sans une extrême inquiétude, l'établissement de la République romaine. C'étaient évidemment un foyer de jacobinisme, un poste avancé de révolution, où se tramait silencieusement la subversion de son trône et de ses États. Trop peu puissant pour empêcher la chute du trône pontifical, comme pour contenir la nouvelle République élevée sur ses ruines, il s'était vu contraint de rester tranquille spectateur d'un événement qui le menaçait de si près. Aussi voyait-il le glaive de Damoclès suspendu sur sa tête, et s'attendait-il à tout moment à partager le sort de l'infortuné Pontife, lorsque le canon victorieux d'Aboukir, se faisant entendre d'un bout de l'Europe à l'autre, rendit

aux peuples leur espérance, aux Gouvernemens leur énergie, et au corps politique son élasticité. Le roi ne put dissimuler sa satisfaction en apprenant cette nouvelle si désastreuse pour les Français. Il fut au-devant de l'amiral Nelson, le reçut en triomphe dans sa capitale, et lui ouvrit ses ports et ses arsenaux. Presque certain du ressentiment que cette réception inspirerait au Gouvernement français, il songea aussitôt aux moyens de s'en garantir, et fit ouvertement des préparatifs de guerre avec une hardiesse qu'on eût pu regarder comme une témérité, si sa perte n'eût pas déjà été arrêtée. Il ne lui restait d'autre choix que de prévenir le coup dont il était menacé, et de rendre du moins sa chute honorable au risque de l'avancer de quelques instans. Sa situation et sa conduite rappelaient d'une manière frappante ces vers de Corneille :

« N'importe, à tout oser le péril doit contraindre :

« Il ne faut craindre rien, quand on a tout à craindre.

Le roi fit tout ce qui dépendait de lui pour augmenter son armée, et il obtint de la cour d'Autriche le général Mack pour la commander. Comme nous l'avons déjà vu, ses préparatifs se trouvaient, vers la fin d'octobre 1798, assez

formidables pour causer de l'inquiétude à la République romaine, qui le fit connaître à la République française par un violent manifeste. Ferdinand, moins alarmé qu'irrité de la teneur de cette pièce, fit avancer ses troupes, formées en un seul corps, vers les frontières de son royaume, et en prit le commandement en personne. Sachant que sa condamnation était déjà prononcée dans le cabinet du Luxembourg, et qu'il était inutile de vouloir parler raison à des gens qui avaient 300,000 hommes à leur disposition, il résolut de les prévenir et de vaincre avec gloire, ou de succomber sans déshonneur.

En conséquence, le général Mack, après avoir officiellement sommé les généraux français d'évacuer l'État romain, comme ayant été usurpé et révolutionné depuis le traité de Campo - Formio, *usurpation qui n'avait été reconnue, ni par le roi des Deux-Siciles, ni par l'Empereur son auguste allié*, fit ses préparatifs pour les chasser, et avec une fierté qui convenait moins à la bravoure de ses troupes qu'à leur force numérique, ou du moins à l'usage qu'il en pouvait faire: il ajouta qu'il considérerait l'entrée des Français en Toscane, ou toute espèce de résistance de leur

part, comme un acte hostile dont ils seraient responsables envers lui.

Championnet qui commandait l'armée française stationnée dans la République romaine, répondit à la proclamation de Mack d'une manière modérée, et le rendit, de son côté, responsable des suites de cette agression.

L'armée napolitaine se mit en mouvement le 21 novembre, et entra le 23 sur le territoire romain en cinq colonnes, commandées par les généraux de Michereux, Marquis San-Filippo, Mecher, chevalier de Saxe, et le capitaine-général Mack. Ces cinq divisions formant à peu-près 40,000 hommes (1), s'avancèrent des deux côtés des Appennins qui divisent cette partie de l'Italie du nord au sud. Un corps considérable de réserve resta sur les frontières du royaume de Naples, tandis qu'un détachement, sous les ordres du comte Roger de Damas, était destiné à débarquer dans l'État d'Égli Presidij, sur la côte de Toscane, pour harceler les Français sur leurs flancs, et qu'un autre, commandé par le général Naselli, était conduit à Livourne par l'escadre anglaise, afin de leur couper la retraite par la Toscane.

(1) L'auteur a sans doute voulu dire 80,000 hommes.

Note du Traducteur.

Cette disposition habile , qui cependant , vu les circonstances , était plus brillante que réellement utile , eut d'abord tout le succès qu'on pouvait en attendre. Livourne ouvrit ses portes sans résistance , et le grand-duc , auprès duquel on venait de demander des logemens pour une division de 4,000 hommes de troupes françaises , dont le mouvement n'avait pour but que de l'éloigner de ses Etats , fut très-satisfait de se voir débarrassé de ces nouveaux hôtes. Championnet n'avait que cinq demi-brigades , un régiment de chasseurs , un de dragons , deux compagnies d'artillerie , qui formaient à peine ensemble 10,000 hommes , mais qui étaient soutenus par quelques milliers d'Italiens. Il quitta Rome après avoir mis une garnison dans le château Saint-Ange , et se replia sur le Haut-Tibre. Le Roi entra en triomphe à Rome le 29 novembre , précédé d'une proclamation en forme de manifeste , par laquelle il assurait n'avoir pris les armes que pour protéger ses Etats , rétablir le Saint-Père et la Religion. Cette déclaration , beaucoup mieux conçue que celle du général Mack , était prudente et modérée ; elle promettait l'amnistie et un entier oubli du passé à tous ceux qui pouvaient avoir été entraînés à prendre part à

la révolution de Rome , ainsi que des subsistances aux habitans de cette ville , qui souffraient beaucoup de la disette. Le Roi fut reçu aux acclamations du peuple , qu'on n'empêcha que difficilement de se porter à des excès contre tous ceux qui étaient reconnus pour partisans de la révolution. L'arbre de la liberté fut abattu , ainsi que le monument élevé dans le Capitole , à la mémoire du général Duphot.

Pendant que l'Italie se réjouissait de ces succès prématurés , le Directoire , comme pour préluder au renversement de la royauté à Naples , précipitait du trône le roi de Sardaigne. La chute de cet infortuné monarque fut amenée comme le dénouement d'une comédie , depuis long-temps prévu. Cette nouvelle usurpation avait pour prétexte la coopération de ce prince avec les ennemis de la République. Le roi de Sardaigne , qui offre un exemple mémorable de ce que cause la faiblesse des princes , et de l'état d'abaissement où elle peut les conduire , était monté , contre son gré , sur un trône mal affermi , dont il descendit ensuite sans aucun regret. Son père était mort de chagrin peu après avoir signé , d'après des conseils pusillanimes , cette paix si

fatale qui mit sa personne et ses États à la discrétion des Français. Lorsque Victor Emmanuel parvint au trône, il trouva un royaume démembré, un trésor vide, des forteresses en mauvais état, une armée désorganisée, un peuple entouré de voisins déjà en révolution, des taxes énormes établies pour pouvoir satisfaire aux besoins des armées françaises. La première démarche du nouveau Roi fut de remettre la charge trop pénible d'un semblable Gouvernement entre les mains d'une régence, qu'il investit de tous ses pouvoirs. Cette régence s'étant bientôt convaincue de l'impossibilité où elle était de gouverner dans des circonstances aussi critiques, se vit obligée, en quelque sorte, de remettre le royaume sous la protection de la France, conclut avec elle un traité d'alliance offensive et défensive, et lui livra la capitale comme un gage de sa fidélité. Telle était la position fâcheuse où le roi de Sardaigne se trouvait réduit, quand l'état des affaires en Allemagne et dans le midi de la France, détermina le Directoire qui voulait, en agissant ainsi, se débarrasser de toute espèce d'inquiétude, à frapper le coup qu'il méditait depuis long-temps contre lui.

La nouvelle de l'invasion du territoire ro-

main ne fut pas plutôt parvenue au général Joubert, qui commandait en chef l'armée d'Italie, qu'en vertu des instructions secrètes qu'il avait reçues du Directoire, il entra en Piémont. Le 3 décembre, le général Victor, qui occupait avec sa division le duché de Modène, commença à s'y porter. Le 6, il entra par surprise à Novarre, où les Français se crurent parfaitement en sûreté, et continuèrent de là à se diriger vers Turin. D'autres colonnes marchèrent sur cette ville dans différentes directions, désarmant, chemin faisant, les troupes piémontaises, et laissant des garnisons dans toutes les forteresses. Les troupes sardes voulurent d'abord opposer de la résistance ; mais elles en furent empêchées par les ordres du Roi qui se détermina, dans ces entrefaites, à abandonner son trône. Il envoya, le 9 décembre, son abdication à Chiavosso, où se trouvait le général Joubert, qui fit son entrée à Turin le même jour. Ce prince sortit de cette ville dans la nuit du jour où les Français y entrèrent sans proférer un seul regret au sujet de la couronne d'épines qu'il venait de déposer, accompagné de sa famille, d'une sœur de Louis XVI, d'un petit nombre d'amis et de fidèles serviteurs, et des bénédictions du peu-

ple, pour se rendre en Sardaigne, où le Directoire crut devoir l'envoyer.

Le Directoire ne publia que le 14 décembre, c'est-à-dire, lorsque tout était terminé, sa déclaration de guerre sous la forme d'un message aux Conseils.

Joubert se hâta d'établir un gouvernement provisoire en Piémont; il incorpora ensuite l'armée piémontaise dans la sienne, après lui avoir fait prêter serment de fidélité à la République française.

Cependant Championnet retiré dans l'Ombrie, occupait, sur les hauteurs depuis Viterbe jusqu'à Terni, une position centrale d'où il pouvait surveiller en même-temps les colonnes ennemies qui s'avançaient de chaque côté des Appennins. Ces différentes colonnes n'avaient presque aucuns moyens de communications entre elles, parce qu'elles se trouvaient très-éloignées les unes des autres, et séparées par des chaînés de montagnes.

Le désir d'envahir à-la-fois la totalité de l'Etat romain, et l'espoir de frapper les Français de terreur, en déployant de si grandes forces, avaient seuls pu déterminer le général Mack à diviser ainsi son armée. Il est probable que, d'après le peu de confiance qu'il

avait en elle, il cherchait à gagner du terrain plutôt en manœuvrant qu'en livrant des batailles, sachant bien que des troupes aguerries, quoique inférieures en nombre, ont toujours l'avantage, lorsqu'elles en viennent aux mains, sur celles qui n'ont pas l'habitude de la guerre.

Quoiqu'il en soit, ce plan de campagne eut un tout autre résultat que celui auquel on s'attendait. Championnet ayant reçu des renforts qui portèrent son armée à 15,000 hommes environ, résolut de chercher à détruire isolément chacune des divisions de l'armée napolitaine, qui ne pouvaient s'entre-soutenir. Le 6 décembre, il attaqua et battit l'avant-garde ennemie à Triocoli. Le 9, il tenta un coup de main sur Calvi dont il s'empara; il y fit un grand nombre de prisonniers, et y trouva beaucoup d'artillerie et de charriots de bagages. Des actions plus ou moins meurtrières, eurent lieu à peu près en même-temps à Terni, Tore di Palma et à Mantorosi. Partout les Français quoique inférieurs en nombre, culbutèrent les Napolitains. Le combat qui eut lieu dans ce dernier endroit, fut très-opiniâtre, et ce ne fut pas sans difficulté, ni sans une perte considérable que Macdonald repoussa la colonne sous les ordres du chevalier de Saxe. Le 7, Championnet attaqua

et mit, en fuite près de Cantaluppo, la plus forte division commandée par le général Mack en personne. L'armée napolitaine fut, dès cet instant, hors d'état de tenir tête aux Français. Aussi mal organisée que peu aguerrie, et aussi mécontente de son chef qu'il avait de motifs de l'être d'elle; entraînée en outre par d'insidieux conseils, il fut impossible de la rallier après cette défaite, et elle se retira en désordre vers les frontières de Naples. Le général Mack marcha avec toutes les troupes qu'il put retenir, pour prendre position derrière Capoue. Le comte Roger de Damas fut le seul qui s'acquittât de son devoir. Ayant maintenu l'esprit d'obéissance dans sa division, et étant parvenu à exciter les habitans qui se trouvaient sur ses flancs à s'insurger, il parvint à arrêter le général Kellermann (fils du général de ce nom) qui le suivait de près, lui livra un combat très-sanglant, et quoique dangereusement blessé, acheva sa retraite lentement et en bon ordre, jusqu'au point d'où il était parti. Le 13 décembre, le roi quitta Rome où quinze jours avant il était entré en triomphe; et Championnet y revint le 16, aux acclamations de ses partisans. Si l'on peut ajouter foi aux rapports du Directoire, 12,000 prisonniers,

100 pièces de canon, 21 drapeaux, 5,000 chevaux ou mulets, tous les bagages et les caisses de l'armée, furent les fruits de cette campagne de vingt jours. Tout cela était très-exagéré ; mais la victoire n'en fut pas moins aussi réelle qu'avantageuse aux Français.

Championnet ne perdit pas un instant à profiter du désordre et de la terreur des Napolitains. Après les avoir obligés d'évacuer le territoire romain, il se hâta de les repousser sur le leur. Convaincu qu'il n'avait aucune résistance à craindre de la part de troupes aussi mauvaises et aussi désorganisées, il crut à propos de diviser sa petite armée, afin de poursuivre l'ennemi dans toutes les directions, et pour empêcher qu'il ne se ralliât. La division Macdonald s'avança par Piperno, Firentino, Fromosina, et se divisa alors en deux colonnes. La première, sous les ordres du général Mathieu, se dirigea vers le pont de Caprano sur le Garigliano, pour s'en emparer, pendant que celle de gauche, après avoir traversé Allatri, Veroli et Casamara, emportait les retranchemens de Castelleno, et prenait position en avant des rivières de Livi et de Garigliano. Cette division s'empara d'une grande quantité d'artillerie que les Napolitains aban-

donnèrent dans leur retraite précipitée. Le général Rey, à la tête de la légion polonaise et de deux régimens de chasseurs à cheval, s'avancait en même-temps par Terracina. Il fut rejoint à Fondi par le général Kellerman, dont le mouvement avait été retardé par la belle retraite du général Damas, et par la résistance de la ville de Viterbe qui avait embrassé la défense des Napolitains. Kellerman amena au général Rey, un peu d'artillerie, et une demi-brigade d'infanterie légère; sa cavalerie rejoignait la division Macdonald qui marchait à travers un pays moins couvert. Rey, à l'aide de ce secours, attaqua et enleva les défilés de Fondi et d'Istrie, que les Napolitains avaient fortement retranchés, et se présenta avec 2 ou 3,000 hommes devant Gaëte, ville fortifiée, située sur une petite péninsule, dont la mer baigne ses murs du côté de la langue de terre étroite qui la joint à la Terre-Ferme, et qui n'a d'autre communication qu'une seule route entre des montagnes escarpées et la mer. 4,000 Napolitains auxquels on avait confié la défense de cette forteresse, qui avaient des vivres et des munitions pour une année entière, et qui pouvaient recevoir par mer de nouveaux approvisionnemens ou se retirer en cas de besoin, se

★

rendirent à discrétion au premier coup de canon, et remirent aux Français 92 pièces d'artillerie, 7 felouques armées, un grand nombre de navires de transports, un équipage de pont, 20,000, fusils, 100,000 livres de poudre, et un certain nombre de bateaux chargés de grains. Rey, après avoir mis une garnison à Gaëte, et jeté un pont sur le Garigliano, alla rejoindre, sous les murs de Capoue, Championnet et Macdonald, qui s'étaient avancés jusqu'à cette place sans avoir éprouvé d'opposition, et qui avaient déjà sommé le général Mack de se rendre. Celui-ci ayant répondu négativement, Championnet, devenu présomptueux par la victoire, attaqua sans attendre ses autres divisions, les postes avancés et les ouvrages extérieurs de la place. Il enleva d'abord deux redoutes; mais il fut bientôt attaqué à son tour, et obligé de se retirer, laissant sur le champ de bataille un général et un très-grand nombre d'hommes tués.

L'aile gauche de l'armée française, après avoir surmonté les obstacles produits par la saison, et ceux d'un pays couvert de montagnes, défendu par des forteresses, des troupes régulières et la levée en masse des habitants, fit sa jonction avec l'aile droite sur les bords de la Volturno. La division du général

Lemoine , ayant marché pendant l'espace de douze lieues à travers les défilés des montagnes de l'Abruzze , arriva le 18 décembre devant Aquilla , capitale de cette province , et s'en empara sans résistance ; les Français y trouvèrent des magasins considérables en tous genres. Cette division se porta sans s'arrêter sur Sulmona , le point central de toutes les routes de l'Abruzze , dans le dessein de harceler l'aile gauche des Napolitains qui était opposée à la division du général Duhesme , tout-à-fait placée à la gauche de l'Adriatique , et pour leur couper la retraite en cas qu'ils voulussent tenir. Une autre colonne s'était dirigée en même-temps par Tivoli , Viccoraro et Securcola , pour soutenir le flanc de Lemoine , et entretenir sa communication avec Macdonald.

La division Duhesme , après une marche pénible , se présenta devant Pescara. Cette ville est défendue par la forteresse de Civitella qui commande le pays plat ainsi que les défilés , et qui , fortifiée par la nature et par l'art , passait pour imprenable ; elle avait une garnison de 3,000 hommes qui se rendirent sans avoir fait aucune résistance , et en abandonnant aux Français des magasins considérables. Enfin , après des fatigues incroyables , toute l'armée française

se trouva réunie devant Capoue du 1^{er}. au 4 juin 1799.

Cependant le général Serrurier était parti le 29 décembre de Modène avec quelques mille hommes. Il était entré le 2 janvier à Lucques. De Lucques il s'était dirigé sur Pistoïa ; mais ayant appris que les Napolitains, sur le bruit de son arrivée, avaient évacué Livourne, il suspendit sa marche. Le directoire n'étant pas encore en mesure de rompre avec l'Empereur dont les intérêts ne pouvaient être séparés de ceux du Grand-Duc, ce général reçut de Joubert l'ordre de rétrograder.

Pendant que le roi de Sardaigne se rendait au lieu de sa destination, le roi de Naples alarmé, non sans quelque raison, de la lâcheté de ses troupes, et des succès de l'armée française, s'était retiré dans sa capitale : ne s'y croyant pas assez en sûreté, il s'embarqua le 6 décembre, le même jour que Championnet entra à Rome, à bord du vaisseau amiral anglais, avec ses ministres, les ambassadeurs étrangers, et 400 personnes de sa suite, après avoir ordonné d'incendier les magasins de la marine qu'on ne pouvait pas évacuer. Ce ne fut que le 25, qu'il débarqua à Palerme, ayant éprouvé une tempête affreuse

pendant laquelle le vaisseau qu'il montait, faillit se perdre, et où le prince Albert, l'un de ses fils, âgé de six ans et demi, mourut des fatigues du trajet. Le motif de cette retraite si précipitée du roi de Naples n'a jamais été parfaitement connu. Il serait injuste d'accuser de pusillanimité un prince qui avait récemment fait preuve de courage, en se mettant avec l'héritier présomptif de la couronne, à la tête de son armée, et qui fut le premier à lever le bouclier contre le Directoire. Il est plus que probable que la découverte de quelque conspiration tramée par les Jacobins, et qu'il était hors du pouvoir du roi de prévenir, l'obligea de mettre précipitamment sa personne en sûreté. Cette opinion est d'autant plus fondée, qu'il ne crut pas prudent de revenir dans sa capitale, même plusieurs mois après le départ des Français.

Dans cet intervalle, le général Mack ayant rallié les débris de son armée, qui étaient encore plus nombreux que l'armée française, occupait un camp retranché dans la plaine de Caserta, en arrière de la Vulturno. Ce camp était protégé par Capoue, forteresse qui défend le passage de cette rivière. Dans cette position forte et bien choisie, il tint

Championnet pendant plusieurs jours en échec, et eût été en état de s'y maintenir plus longtemps, si les mêmes causes qui avaient nui à ses succès dans l'invasion de l'État de l'Église, ne l'eussent pas encore mis davantage dans l'impossibilité de défendre le royaume de Naples. Le camp de l'armée napolitaine n'offrait que des scènes de désordre, de dissensions et de libertinage : chaque jour y voyait éclater quelque conspiration; peu d'officiers savaient commander, et peu de soldats étaient disposés à obéir. Dans ces circonstances, le général Mack, hors d'état de reprendre l'offensive, malgré la supériorité numérique de ses troupes, et présumant ne pouvoir pas résister aux attaques des Français, quand toutes leurs forces seraient réunies, proposa, le 31 décembre, une suspension d'armes au général Championnet, qui refusa d'y accéder.

Depuis le départ du roi pour la Sicile, la consternation régnait à Naples où le prince Pignatelli commandait en qualité de capitaine-général du royaume. On ne sait pas si le roi, avant son départ, l'avait autorisé à traiter avec les Français, ou si ce fut de son propre mouvement qu'il envoya à Championnet un agent investi de pleins pouvoirs pour conclure une

suspension d'armes, en attendant un traité de paix définitif. Ce plénipotentiaire rencontra le général français à S.-Germano le 2 janvier, et proposa de lui rendre Capoue, pour première condition de l'armistice. On assure même qu'afin d'obtenir la paix, il fit l'offre de remettre aux Français ce qui restait de la marine royale, et de conclure avec eux une alliance offensive et défensive.

Championnet ne voulut pas d'abord entendre parler de négociations ; mais il avait éprouvé, le 8 janvier, un échec considérable devant Capoue ; il se trouvait sans grosse artillerie pour entreprendre le siège régulier de cette place ; il était continuellement harcelé par l'insurrection des paysans qui étaient en armes depuis les Abruzzes jusqu'à Naples, et qui menaçaient de lui couper ses communications et d'intercepter ses subsistances. Le général Rusca avait récemment été fait prisonnier par eux, et le général Rey assassiné à Gaëte par une femme ; son armée enfin qui avait été huit jours sans tentes ni vivres, périssait de froid et de faim devant Capoue. Tous ces motifs déterminèrent Championnet, dont la position eût été on ne peut plus critique, s'il avait eu affaire à un tout autre ennemi, à

profiter de la pusillanimité du vice-roi pour recueillir, sans qu'il lui en coûtât rien, des avantages que, par les chances de la guerre, il pouvait ne pas obtenir, ou qu'il n'aurait peut-être pas obtenus aussi facilement. Le 10 janvier, il conclut un armistice avec Pignatelli. On y avait stipulé, comme base de la suspension d'armes, que celui-ci ferait la remise de Capoue, c'est-à-dire, de la clef de Naples, avec ses magasins, son artillerie, et même celle qu'on en avait enlevé pour le camp retranché; que les Français seraient mis en possession de tout le pays depuis la Méditerranée jusqu'à l'embouchure de l'Ofento, formant une ligne passant par Acéra, Acienzo, Benevent, etc.; que les ports du royaume de Naples seraient fermés aux ennemis de la République; que le roi payerait dix millions de francs, et enverrait un ambassadeur à Paris pour y traiter d'une paix définitive.

Le lendemain les portes de Capoue furent ouvertes aux Français, qui n'avaient pas une seule pièce de canon pour l'assiéger, et on commença aussitôt à mettre à exécution les autres conditions du traité; mais cette capitulation fut à peine connue à Naples, que le 12 il s'y manifesta une grande fermentation. L'in-

dignation du peuple éclata avec violence deux jours après. Les habitans de la campagne, et la populace de la capitale, connue sous le nom de *Lazzaronis*, plus sensibles à l'honneur national que ceux qui, étant chargés de le défendre, venaient de le prostituer, coururent aux armes en criant : *Viva el Rey, viva san Janeiro*, et s'emparèrent de différens postes. Les étrangers et tous les partisans des Français coururent les plus grands risques ; plusieurs même furent massacrés. Le général Mack, poursuivi par une rage aveugle, que guidait la trahison, ne parvint à s'échapper qu'en prenant refuge, lui et tout son état-major, dans le camp français.

Le 15, les insurgés désarmèrent les troupes qui étaient récemment arrivées de Livourne, s'armèrent et se mirent en possession du Château de l'Oeuf et de celui de Carmina ; ils se portèrent aux mêmes excès, et on vit dans les rues de Naples se renouveler des scènes d'horreur, semblables à celles qui avaient eu lieu à Paris pendant les premiers jours de juillet 1789.

Cette populace mutinée, après avoir, dans son aveugle furie, massacré beaucoup de personnes recommandables qui lui avaient été

désignées comme Jacobins par leurs ennemis personnels, firent choix, le 19 janvier, pour leur général, du jeune prince Moliterno. Celui-ci s'entendait avec les Français, et était l'un des chefs secrets du parti révolutionnaire. Il ne fut pas plutôt revêtu de sa nouvelle charge, qu'il profita de sa popularité pour armer tous les révolutionnaires qui se joignirent à la multitude. Il trouva ainsi moyen d'introduire dans le château de Saint-Elme, qui domine l'entrée de Naples, quelques centaines de ses partisans. Par une perfidie sans exemple, il se rendit lui-même au camp français, afin de s'entendre avec Championnet sur les mesures à adopter pour mettre Naples entre les mains de l'armée française, et pour exterminer les insurgés. Après avoir tout concerté dans ce dessein, Moliterno persuada aux Lazzaronis de marcher sur Capoue pour en chasser les Français. Ils sortirent en conséquence de Naples le 21 janvier, au nombre de 30,000 plus ou moins bien armés ; ils attaquèrent cette forteresse avec impétuosité ; et tentèrent plusieurs fois de l'enlever de vive-force ; ce qui ne leur réussit pas, et leur causa, comme on le conçoit, une perte énorme. Leur rage ne fit que s'en accroître, et ils cherchaient

à escalader la place sur les cadavres de leurs compagnons, lorsqu'ils se virent tout-à-coup attaqués en flanc par une colonne française et par les patriotes de Naples. Une autre colonne républicaine s'avancait en même-temps par Capochino et Poggio Réale sur Naples, qui se trouvait dans ce moment sans défense. Les Lazzaronis restés dans cette capitale, étonnés de voir arriver les Français qu'ils croyaient aux prises avec les leurs, coururent aux armes; et pendant que les uns mettaient le feu aux maisons, et massacraient ceux qu'ils croyaient les avoir trahis, d'autres attaquaient les Français avec une fureur dont l'histoire n'offre pas d'exemple. Le bruit du combat ayant découvert aux Lazzaronis qui se battaient à Capoue la trahison dont ils étaient victimes, ils renoncèrent à l'idée de s'emparer de cette ville, et reprirent la route de Naples, poursuivis par les Français. Toute la plaine entre Naples et Capoue, fut pendant soixante heures le théâtre du combat le plus sanglant et le plus tumultueux. La victoire fut long-temps incertaine. Le 21 et le 22 janvier, les Français furent rompus plusieurs fois, et perdirent considérablement de monde: en vain leur artillerie foudroyait-elle des rangs entiers de Lazzaronis;

d'autres les remplaçaient et recommençaient le combat avec une obstination nouvelle.

Enfin, la valeur, secondée par l'ordre et la discipline, se montra supérieure au nombre et au courage aveugle. Les Français entrèrent le 23 à Naples ; en combattant , les Lazzaronis leur disputèrent le terrain pied-à-pied , et les harcelèrent des maisons , en faisant pleuvoir sur eux , de toutes les croisées , une grêle de balles et de pierres. Les rues embrasées étaient remplies de cadavres mutilés et à moitié brûlés ; la ville entière offrait un spectacle dont l'horreur est impossible à décrire. Les Français , aidés des Jacobins et de ceux au pouvoir desquels on avait remis le fort Saint-Elme et le Château de l'Ocuf , tirèrent , sans discontinuer , sur les Royalistes , et parvinrent à couper et à diviser la populace. Les Châteaux de l'Ocuf et de Carmina ouvrirent leurs portes , et les Républicains se virent enfin maîtres de cette capitale , alors inondée de sang et livrée aux flammes. Le lendemain matin , Championnet s'occupa de rétablir l'ordre et de désarmer le peuple. L'arbre de la liberté fut planté au milieu de la Place Royale ; un gouvernement provisoire fut organisé ainsi qu'une garde nationale , composée de révolutionnaires , parmi

lesquels on remarquait avec étonnement des personnes appartenantes aux premières familles de la noblesse, des dignitaires de l'église, et l'archevêque lui-même. Ce dernier invita le peuple à s'assembler à la cathédrale, où le général Championnet, accompagné de son état-major, devait se réunir à eux pour chanter un *Te Deum* solennel en actions de grâces de la glorieuse entrée des Français à Naples, de cette armée qui, protégée de Dieu d'une manière particulière, avait régénéré le peuple, et venait pour consolider son bonheur. Il ajoutait : *Saint-Janvier, notre protecteur, y a donné sa sanction : le soir même de l'arrivée des Républicains, son sang s'est miraculeusement liquéfié.* En effet, le saint prêta une oreille favorable aux ferventes prières de Championnet, et opéra son miracle accoutumé. Celui-ci, par reconnaissance, se hâta de seconder ses sentimens de prédilection pour la liberté française, en proclamant l'abolition de la royauté, l'établissement de la République parthénopéenne, à laquelle il donna une Constitution fondée sur les droits de l'homme.

Les limites de la nouvelle République s'étendaient à peine au-delà du territoire occupé par les Français. Le peuple des campagnes

partageant les sentimens des Lazzaronis , se leva en masse pour s'opposer à leur invasion. Le cardinal Ruffo et un prêtre nommé Grandiavolo , se mirent à la tête de ces rassemblemens qui occupaient les montagnes et les défilés de la Calabre , et qui empêchèrent les Français d'y pénétrer. Ceux-ci , très-affaiblis par leurs pertes , étaient à peine assez nombreux pour tenir dans l'obéissance l'étendue de territoire dont ils étaient maîtres , et les événemens qui eurent lieu quelques temps après , les mirent dans la nécessité de se tenir sur la défensive jusqu'au moment où les succès des Austro-Russes en Italie , les obligèrent d'évacuer le royaume de Naples et l'Etat romain.

Tandis que la guerre désolait le midi de l'Italie , l'Empereur , tranquille spectateur du détronement de deux Rois , dont l'un était son proche parent , ne semblait occupé que de négocier avec les Républicains ; il méditait cependant en silence les moyens de venger les injures faites à sa maison et à toutes celles de l'Europe.

Le congrès de Rastadt n'avait cessé de consumer tout son temps dans des *formes* et des discussions puériles , et n'avait offert aux yeux du monde entier qu'un voile destiné à cou-

vrir les projets des deux principales puissances qui cherchaient inutilement à concilier leur ambition et leurs intérêts mutuels. Pendant qu'ils négociaient et qu'ils employaient tout pour s'en imposer l'un à l'autre par des propositions captieuses, chacune d'elles faisait, de son côté, des préparatifs formidables, qui en d'autres temps eussent amené la paix; mais la révolution qui a tout bouleversé, tant au physique qu'au moral, semblait avoir changé jusqu'aux maximes et aux adages. Le vieil axiôme : *si vis pacem para bellum*, était, depuis le règne de la philanthropie, changé en celui-ci : *Si vis bellum para pacem*. Chaque note du Directoire était une homélie philosophique sur ses dispositions pacifiques, et chacune de ses actions une provocation à la guerre.

On a vu, par le contenu des articles secrets et publics du traité de Campo-Formio, que l'Empereur avait non-seulement consenti au démembrement de l'Empire, mais que de plus il avait lui-même commencé à l'opérer, en remettant Mayence aux Français en échange de Venise, et que d'autres arrangemens de cette nature avaient été sinon définitivement arrêtés, du moins convenus en principe. Ces projets de partages, dans lesquels le Direc-

toire voulait avoir la part du lion, ayant élevé quelques obstacles difficiles à aplanir, l'Empereur qui désirait encore éviter la guerre, s'il était possible, prorogea les conférences de Selz, où ses agens s'occupèrent moins de ce que les Français voulaient s'adjuger la possession de la Suisse et de l'État de l'Église, qu'à demander pour leur maître une égalité d'avantages.

Les commissaires impériaux firent à ceux du Directoire différentes propositions qui tendaient toutes à s'accommoder aux dépens d'autrui, et à se procurer des agrandissemens sans offrir de compensation à la Prusse. Elles furent rejetées en totalité par le Directoire, parce qu'il ne voulait pas rompre avec cette dernière puissance; qu'il craignait d'agrandir l'Autriche, et qu'il était pour ainsi dire décidé à recommencer la guerre. Celle-ci, dès ce moment, parut inévitable; et les deux puissances n'attendirent plus que le moment de la faire d'une manière avantageuse. On en fit les préparatifs des deux côtés avec activité, quoiqu'avec mystère.

L'Empereur avait permis que la Suisse fût révolutionnée sans avoir trouvé à y redire; mais s'étant enfin convaincu de quelle importance ce pays serait pour la France dans une

guerre offensive avec l'Allemagne, il fit occuper par les troupes se pays des Grisons, après avoir facilement obtenu qu'une partie de ses habitans lui en fissent la demande. La possession de cette contrée lui parut d'autant plus importante, qu'elle est la clef du Tyrol et de l'Autriche, et que c'est elle qui donne naissance aux vallées qui forment les États héréditaires, et aux rivières qui les baignent. On présumait que la République sentirait cet affront, et qu'elle s'en vengerait par le fer; mais le moment n'était pas encore arrivé; elle ne se trouvait pas en mesure. La levée de 200,000 conscrits (décrétée au mois d'octobre 1798) n'avait pas encore été incorporée dans l'armée; la forteresse d'Ehrenbréitstein qui, malgré toutes les conventions, et contre les principes des lois des nations, était investie par ses troupes, tenait toujours. Les rois de Sardaigne et de Naples occupaient encore leurs trônes. Le Directoire désavoua en conséquence la conduite de ses généraux. Cette circonstance, jointe au silence que la cour de Vienne garda au sujet de la révolution de la Suisse, fit même croire que ces dispositions respectives avaient été arrêtées d'un commun accord.

On s'imagine que, dans une semblable con-

joncture, les négociations de Rastadt furent à peine suivies. Presque toute l'année 1798 se passa en vaines discussions. Le Directoire se soumit patiemment à toutes les formes de la chancellerie allemande, parce que la prolongation des conférences lui fournissait le moyen de consolider ses conquêtes. Malgré l'armistice conclu entre la France et l'Empire, ses troupes avaient enlevé d'assaut le fort de Manheim. Ehrenbreitstein, étroitement bloqué, voyait chaque jour augmenter sa pénurie de vivres. Tels étaient les avantages que le Directoire recueillait en Allemagne, en prolongeant les négociations. Cependant, sur la demande péremptoire des plénipotentiaires français, le Congrès consentit enfin à admettre pour base du traité, la cession de la rive droite du Rhin. Les plénipotentiaires de l'Empereur sanctionnèrent cette clause comme nécessaire à l'exécution des articles secrets du traité de Campo-Formio. D'accord avec eux, ceux de la République proposèrent ensuite de prendre en considération les sécularisations à faire pour indemniser les princes qui se trouveraient dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin. C'était-là que le Directoire voulait amener les choses. Cette

proposition était un brandon de discorde , au moyen duquel il espérait , en excitant l'avidité d'un parti , causer des craintes à l'autre , et diviser ainsi les intérêts et les vues des princes de l'Empire , désorganiser le Corps germanique , et peut-être même brouiller la Prusse et l'Autriche. Cette dernière puissance se flattant encore de voir ses vues s'accomplir , continua quelques temps de négocier sur cette seconde base ; mais s'étant bientôt aperçue que le Directoire ayant posé la première dans son intérêt , s'embarrassait assez peu d'établir la seconde , et que s'il désirait démembler l'Allemagne , c'était moins pour y augmenter que pour y diminuer la puissance de l'Autriche ; le cabinet de Vienne jugea que , dès cet instant , il n'avait rien à attendre d'avantageux de la continuation des négociations , et se prépara sérieusement à la guerre ; il renforça la division qui occupait le pays des Grisons , augmenta le nombre des troupes qu'il avait sur le Lech et l'Adige , et porta toute son attention à donner de la consistance à ses liaisons continentales , ainsi qu'à celles d'outre-mer qui avaient été rompues ou affaiblies par le traité de Campo-Formio.

Le trône de Russie était occupé par le fils de

Catherine II. Elle s'était rendue célèbre en gouvernant avec splendeur l'empire qu'elle avait usurpé, et en en étendant les limites, déjà trop reculées, aux dépens des faibles successeurs de Soliman et de Sobiesky. Protectrice des arts et des sciences qu'elle avait naturalisés dans ses États, jusqu'alors à moitié civilisés, elle reçut, en échange des faveurs qu'elle prodigua aux littérateurs et aux philosophes, de pompeux éloges qui n'avaient pas peu contribué à remplir l'Europe du bruit de son nom. Quand leurs doctrines eurent sapé les fondemens de toutes les institutions sociales, Catherine, se croyant à l'abri de leur contagion et de leur influence par la position géographique de ses vastes États, et par la barbarie même de ses sujets, se borna à retirer sa faveur à ses anciens favoris, et à opposer à leurs principes des déclarations et des manifestes, sans opposer des armées à leurs armées; elle semblait vouloir attendre que le moment de la désorganisation de l'Europe lui permit de porter un coup certain et décisif à l'Empire ottoman. Son ambition gigantesque ne connut d'autres limites que celles que la nature assigne à toutes les entreprises humaines. Elle mourut, et Paul I^{er} lui succéda. Il ne se montra pas

moins ambitieux que sa mère ; mais son ambition n'avait pour but que de protéger les faibles, de venger les opprimés, et d'être le *soutien de l'Europe* ; il s'empressa de se lier plus étroitement avec l'Angleterre, qui l'ayant devancé dans ce *louable projet*, continuait à professer les mêmes principes ; il conclut avec elle un traité par lequel l'un s'engageait de fournir, et l'autre de solder 60,000 hommes *généreusement* destinés à la défense des puissances continentales ; il se déclara l'ami de tous les gouvernemens, excepté celui des Jacobins auxquels il était décidé à faire une guerre éternelle, offrant sa marine et ses armes à tous ceux qu'ils menaçaient. Loin de songer à envahir le Bosphore, ses flottes le croisèrent pour se réunir à celles du Sultan. Désirant empêcher le corps germanique de conclure une paix ignominieuse, il lui fit offrir une protection aussi étendue que désintéressée ; et avant même que l'Empereur d'Allemagne se fût décidé à la guerre, il lui envoya 20,000 hommes de ses meilleures troupes, que 40,000 autres devaient suivre, et qu'ils suivirent en effet. Cette armée était commandée par un général qui, de toutes les chances que la guerre offre, ne connaissait encore que la victoire.

Les troupes russes arrivèrent à la fin de décembre 1798, dans les Etats héréditaires, et attendirent sur les bords du Danube, le dénouement *du spectacle ridicule* qui avait lieu à Rastadt. Le Directoire recueillit, quelques temps après, le dernier avantage qu'il s'était promis des négociations. Le colonel Faber, qui commandait la forteresse d'Ehrenbreitstein, fut obligé de la rendre le 17 janvier 1799, après vingt-deux mois d'un blocus plus ou moins rigoureux. Ce brave officier ne capitula qu'à la dernière extrémité, et après que sa garnison eût éprouvé toutes les horreurs de la famine. Le Directoire n'attendait que cet événement pour changer de ton et de langage; il n'ignorait pas les traités par lesquels l'Angleterre, méditant la *délivrance* de l'Europe, avait amené l'Empereur Paul à prendre une part active aux affaires d'Allemagne. L'arrivée du premier corps auxiliaire russe ne lui permit plus de douter de la coalition générale qui se formait contre la France. Porté cependant à croire que, bien que recevant les secours imprévus de l'Empereur de Russie, l'Empereur d'Allemagne n'était pas encore entièrement déterminé à les employer; conservant encore l'espoir de l'intimider ou de le séduire, et désirant surtout

gagner du temps pour se préparer à la guerre et pour attendre la chute d'Ehrenbreitstein, le Directoire avait gardé le silence sur la marche des Russes ; mais dès qu'il apprit la reddition de cette forteresse, il fit remettre, le 2 janvier, par ses ministres, une note à la députation de l'Empire, par laquelle il faisait savoir que, *si la diète de Ratisbonne consentait, ou si même elle ne s'opposait pas à l'entrée des Russes sur le territoire germanique*, la République considérerait cette conduite comme une rupture de l'armistice et des négociations. Les ministres français remirent en même-temps à ceux de l'Empereur, une autre note à peu-près semblable à la première, quoique d'une teneur moins menaçante ; et qui portait que la *continuation de la marche des Russes serait regardée comme une rupture des liens d'amitié qui unissaient les deux Etats*. Le congrès de Rastadt, la diète de Ratisbonne et les ministres de l'Empereur, se référèrent pour une réponse au cabinet de Vienne, qui n'en donna point, ou du moins n'en donna pas une cathégorique.

Pendant que ceci se passait à Rastadt, le Directoire était occupé, quoiqu'avec peu de succès, à réunir les moyens pécuniaires et mili-

taires dont il avait besoin pour entreprendre une nouvelle guerre. La haine qu'on lui portait, fit qu'un grand nombre de conscrits ne rejoignirent pas leurs drapeaux, et le besoin d'argent empêcha que ceux qui les avaient joints pussent être équipés et armés. Le Directoire fatigua les conseils de messages sur le mauvais état des finances, et de propositions pour l'établissement de nouveaux impôts. Obligé d'en revenir au système monarchique de finances, il voulut rétablir, avec quelques modifications, l'impôt sur le sel, connu autrefois sous le nom de *Gabelle*; et ne doutant pas de l'obéissance des conseils à le décréter, il en avait hypothéqué d'avance le produit à une compagnie d'agioteurs qui avait promis quelques millions sur cette garantie, afin de pouvoir procurer sur-le-champ aux armées l'équipement et les subsistances dont elles avaient besoin. Mais il en arriva différemment. Le droit sur le sel fut refusé, et les prêteurs ne voulurent plus par conséquent fournir de fonds. Alors les troupes qui se trouvaient dans le plus grand dénuement, demandèrent hautement qu'on leur donnât ce qui leur manquait, ou qu'on les menât sur l'autre rive du Rhin pour se le procurer.

A peine la forteresse d'Ehrenbreitstein fut-elle rendue , que le Directoire envoya ordre à ses plénipotentiaires de tracer à l'Empereur le cercle de Popilius. Ceux-ci demandèrent alors, par une note du 1^{er}. février, *que les troupes russes eussent à évacuer le territoire de S. M. Impériale ; que des ordres fussent donnés en conséquence, et qu'on eût à faire une réponse cathégorique dans quinze jours, faute de quoi son silence ou la continuation de la marche des troupes russes serait considérée par la République comme un acte d'hostilité.*

Cependant l'électeur palatin étant mort le 16 février, on crut un instant que cet événement empêcherait une rupture, et que l'Empereur et la France s'arrangeraient aux dépens de son successeur. Mais le cabinet de Vienne était engagé trop avant avec celui de Pétersbourg, et déjà trop mal avec le Gouvernement français, pour pouvoir se désister ; il ne songea donc plus qu'à repousser avec vigueur l'agression que le Directoire préparait, et laissa passer le terme que celui-ci avait fixé, sans faire de réponse. Les affaires en étaient à ce point à la fin de février 1799.

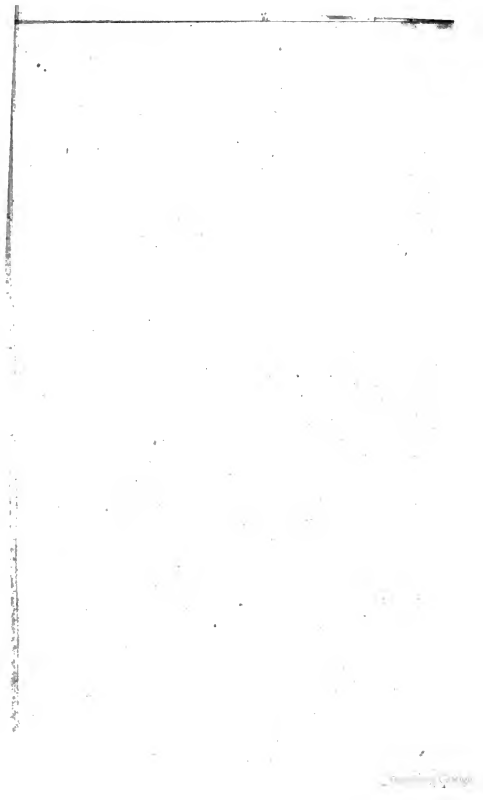


TABLE DES MATIÈRES.

CONTENUES DANS LE SECOND VOLUME.

CAMPAGNE DE 1797, EN ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

PROJETS du général Buonaparte ; motifs qui les dictèrent ; moyens qu'il possédait pour les exécuter. — Situation défavorable des Autrichiens en Italie. — Positions et forces des deux armées opposées. — Explication de leur situation locale. Page 5

CHAPITRE II.

Les Français ouvrent la campagne. — Succès de Massena dans le pays de Feltre et de Bellune. — Passage et combat du Tagliamento. — Les Autrichiens se retirent de l'Isonzo. — Passage de cette rivière, et prise de Gradiska par les Français. — Ouverture de la campagne du Tyrol. — Affaires de Lavis, de Tramen et de Clauzen. — Plan de l'archiduc pour empêcher Buonaparte de pénétrer dans les Etats héréditaires. — Causes de sa non-réussite. Bataille de Tarvis, et ses suites. 18

CHAPITRE III.

Position de l'archiduc. — Plan adopté par ce prince. — Empressement que montrent les sujets de l'empereur

à s'armer pour sa défense. — Disposition de retraite faite par l'archiduc. — Les Français s'avancent dans l'Istrie, la Carniole et la Carinthie. — Position de Buonaparte. — Il se détermine à entamer des négociations de paix, et écrit à l'archiduc. — Proclamation adressée aux habitans de la Carinthie. — Les Français continuent à s'avancer. — Les Autrichiens évitent d'en venir aux mains. — Une suspension d'armes a lieu.
 Page 37

CHAPITRE IV.

SITUATION des Autrichiens et des Français dans le Tyrol. — Les habitans de ce pays se lèvent en masse. — Les généraux Loudon et Kerpen se portent en avant. Le premier s'empare de Botzen, et l'autre de Brixen. — Retraite des Français par les vallées du Puster et de l'Adige. — Révolution d'une partie de l'Etat de Venise. Vues des Français. — Conduite des Vénitiens. — Prolongation de l'armistice. — Signature des préliminaires de paix, à Léoben, le 18 avril. Ce que l'on publie de leur contenu. Ils ne sont que partiellement ratifiés par le Directoire. Les négociations changent de nature et sont prolongées. 61

CHAPITRE V.

INACTION des armées impériale et française, pendant l'hiver. — Elles sont toutes deux affaiblies par des renforts envoyés en Italie. — Forces et positions de ces armées au 1^{er}. avril 1797. — Désavantages qu'avaient les Autrichiens. — Plans offensifs du Gouvernement français. 77

CHAPITRE VI.

L'ARMÉE du général Hoche passe le Rhin à Neuwied ; elle attaque et emporte la position retranchée des Autrichiens. — Ils se retirent sur la Lahn ; l'abandonnent et se portent ensuite sur la Nidda. — Les Français passent ces rivières, et arrivent devant Francfort. — Suspension des hostilités Page 87

CHAPITRE VII.

APRÈS les préparatifs nécessaires, Moreau effectue de vive force le passage du Rhin, le 20 avril. — Les Autrichiens font, le même jour et les jours suivans, d'inutiles tentatives pour l'obliger à repasser ce fleuve. — Parvenue sur la rive droite, toute l'armée française attaque les Autrichiens, qui sont battus et mis en déroute. — Les Français s'emparent de Kehl. — La nouvelle de la conclusion de la paix suspend les hostilités. 99

CHAPITRE VIII.

EXAMEN du plan d'invasion suivi par Buonaparte. On discute la question de savoir s'il s'accordait avec les principes ordinaires de la guerre offensive, et avec ceux d'une guerre de conquête ; s'il fut exécuté avec prudence. — Quel eût été son résultat, s'il n'avait pas été entravé par l'armistice et par les préliminaires de paix qui le suivirent. 110

CHAPITRE IX.

RÉFLEXIONS sur le traité de Léoben. Il est également mal accueilli par les deux puissances qui le conclurent. — Situation de l'Europe à cette époque. — Les Français évacuent les états héréditaires, et envahissent le territoire de Venise. — Cette république se révolutionne. 157

CHAPITRE X.

Le Directoire refuse de ratifier tous les articles du traité de
Léoben. — La continuation de la paix devient parcon-
séquent douteuse. — Les Républiques de Gènes et de
Lucques se révolutionnent. — Préparatifs pour révolu-
tionner le reste de l'Italie, différés. — La guerre pa-
raît de nouveau sur le point d'éclater entre l'Autriche et
la France. — Les négociations se continuent à Udine.
— Il s'élève de nouvelles difficultés. — La paix est
enfin conclue à Campo-Fornio, le 17 septembre
1797. — Substance des articles secrets et publics de ce
traité. , ... Page 157

CHAPITRE XI.

SITUATION intérieure de la France, après la chute de Ro-
bespierre. — Journée du 13 Vendémiaire (4 octobre
1797). — Rupture des négociations à Lille. — Renver-
sement du Gouvernement pontifical, et établissement de
la République romaine. 191

CHAPITRE XII.

COUP-D'ŒIL sur la conduite des Cantons suisses pendant la
Révolution française. — Projets du Directoire sur ce
pays. — Troubles, guerre et révolution dans lesquels il
se trouva envloppé. — Fructidorisation des Répu-
bliques Batave et Cisalpine. — Conduite despotique et
avide du Directoire envers le Portugal, les villes Anséa-
tiques et les États-Unis d'Amérique. — Coup d'autorité
qu'il porte contre les Jacobins et contre les élections.
— Réception qu'il fait à Buonaparte. — Expédition
d'Égypte. — Bataille navale d'Aboukir. 218

CHAPITRE XIII.

Le roi de Naples prend les armes et s'avance à la tête de son armée, pour expulser les Français de l'Etat romain. — Marche de l'armée napolitaine. — Le Directoire déclare la guerre au roi des Deux-Siciles, ainsi qu'au roi de Sardaigne, qu'il détrône en même temps. — Revers des Napolitains. — Ils évacuent Rome. — Le roi se retire à Palerme. — Championnet envahit le royaume de Naples. — Honteuse capitulation du vice-roi de ce royaume. — Insurrection des Lazzaronis. — Les Français entrent à Naples, après une bataille de soixante heures. — Congrès de Rastadt. — Extrémité à laquelle les Français réduisent l'Empereur. 250

FIN DU TOME SECOND.

VAI 1537423





142 D. 30

